|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

Logo

Description automatically generated

New York, 2020

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Rapport financier et états financiers audités

pour l’année terminée le 31 décembre 2019

et

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Table des matières  *Chapitre* |  |  | *Page* |
| Lettres d’envoi | | | 3 |
| 1. Rapport du Comité des commissaires aux comptes : opinion des commissaires aux comptes | | | 4 |
| 1. Certification des états financiers | | | 7 |
| Déclaration relative au contrôle interne pour l’année terminée le 31 décembre 2019 | | | 8 |
| 1. Aperçu de la situation financière | | | 13 |
| * 1. Introduction | | | 13 |
| * 1. Résultats financiers | | | 14 |
| 1. États financiers pour l’année terminée le 31 décembre 2019 | | | 17 |
| I. État de l’actif net disponible pour le versement des prestations | | | 17 |
| II. État des variations de l’actif net disponible pour le versement des prestations | | | 18 |
| III. État des flux de trésorerie | | | 19 |
| IV. État comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs sur une base comparable ; dépenses d’administration de l’exercice biennal 2018-2019 | | | 20 |
| V. État comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs sur une base comparable ; dépenses d’administration pour l’année terminée le 31 décembre 2019 | | | 25 |
| Notes relatives aux états financiers | | | 29 |

Lettres d’envoi

Lettre datée du 12 juin 2020, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par l’Administratrice des pensions de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et le Représentant par intérim du Secrétaire général  
pour les investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Nous avons l’honneur, conformément à la règle de gestion financière G.5 de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, de vous transmettre ci-joint les états financiers de la Caisse pour l’année terminée le 31 décembre 2019, que nous approuvons par la présente lettre. L’Administratrice des pensions et le Représentant par intérim du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse approuvent les états financiers dans leurs domaines de responsabilité respectifs. Les états financiers ont été établis et certifiés exacts par le Directeur financier de la Caisse pour tous les éléments de caractère significatif.

L’Administratrice des pensions de la Caisse commune  
des pensions du personnel des Nations Unies  
(*Signé*) Rosemarie **McClean**

Le Représentant par intérim du Secrétaire général  
pour les investissements de la Caisse commune  
des pensions du personnel des Nations Unies  
(*Signé*) Pedro **Guazo**

Chapitre I

Rapport du Comité des commissaires aux comptes : opinion des commissaires aux comptes

Opinion des commissaires aux comptes

Nous avons vérifié les états financiers de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui comprennent l’état de l’actif net disponible pour le versement des prestations (état I) au 31 décembre 2019 et l’état des variations de l’actif net disponible pour le versement des prestations (état II), l’état des flux de trésorerie (état III), l’état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs, présentés sur une base comparable avec les dépenses d’administration pour l’exercice biennal 2018-2019 (état IV) et l’état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs, présentés sur une base comparable avec les dépenses d’administration pour l’année terminée le 31 décembre 2019 (état V), ainsi que les notes relatives à ces états, y compris un récapitulatif des principales conventions comptables.

Nous considérons que les états financiers donnent pour tout élément de caractère significatif une image fidèle de l’actif net dont disposait la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour le versement des prestations au 31 décembre 2019, ainsi que des variations de cet actif et du flux de trésorerie de la Caisse pour l’année terminée à cette date, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) et à la norme comptable internationale 26.

Base de notre opinion

Nous avons procédé à l’audit conformément aux Normes internationales d’audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont énoncées à la section « Responsabilités des commissaires aux comptes concernant l’audit des états financiers ». Nous sommes indépendants de la Caisse, conformément aux règles déontologiques qui s’appliquent à l’audit des états financiers, et nous nous sommes acquittés de nos responsabilités dans le respect de ces règles. Nous estimons que les éléments que nous avons réunis à l’occasion de notre audit sont appropriés et suffisants pour nous permettre de former notre opinion.

Informations autres que les états financiers et le rapport des commissaires aux comptes

Les autres informations présentées dans le présent rapport ont été établies, dans la limite des attributions respectives que leur confèrent les Statuts de la Caisse, par l’Administratrice des pensions de la Caisse et le Représentant par intérim du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse et comprennent l’aperçu de la situation financière pour l’année terminée le 31 décembre 2019 (chap. IV), mais non les états financiers ni le rapport des commissaires aux comptes à proprement parler.

Notre opinion sur les états financiers ne porte pas sur ces autres informations et nous ne formulons aucune expression d’assurance à leur égard.

Nous sommes tenus, dans le cadre de l’audit des états financiers, de prendre connaissance de ces autres informations et de nous assurer qu’elles concordent avec les états financiers et avec les constatations que l’audit nous a permis de dégager et qu’elles ne présentent pas d’anomalies significatives. Nous sommes tenus de rendre compte de toute anomalie significative que nous pourrions déceler à cette occasion. Nous n’avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des organes de gouvernance en matière d’états financiers

Il incombe à l’Administratrice des pensions de la Caisse et au Représentant par intérim du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse, dans la limite des attributions respectives que leur confèrent les Statuts de la Caisse, d’établir des états financiers conformes à la norme comptable internationale 26 (norme IAS 26) et aux normes IPSAS, qui présentent une image fidèle de la situation de la Caisse et d’exercer le contrôle interne qu’ils jugent nécessaire pour permettre d’établir des états exempts d’inexactitudes significatives, qu’elles soient dues à la fraude ou à l’erreur.

Lors de l’établissement des états financiers, la direction est tenue d’évaluer la capacité de la Caisse de poursuivre son activité, de rendre compte, le cas échéant, des éléments touchant la continuité d’activité et de considérer que la Caisse poursuivra son activité, à moins que la direction n’ait l’intention de procéder à la liquidation de la Caisse ou de mettre fin à son activité, ou qu’elle n’ait pas d’autre solution à sa portée.

Les organes de gouvernance sont tenus de superviser la procédure d’information financière de la Caisse.

Responsabilités des commissaires aux comptes concernant l’audit des états financiers

Notre objectif est d’acquérir l’assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d’inexactitudes significatives, qu’elles soient dues à la fraude ou à l’erreur, et de publier un rapport dans lequel nous faisons part de notre opinion. L’assurance raisonnable est un niveau d’assurance élevé ; elle ne garantit cependant pas qu’un audit mené conformément aux Normes internationales d’audit permette de déceler systématiquement les anomalies significatives. Les anomalies peuvent tenir à la fraude ou à l’erreur et sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, elles peuvent influencer les décisions économiques que les utilisateurs prendront sur la base des états financiers.

Dans le respect des Normes internationales d’audit, nous exerçons notre jugement professionnel et un esprit critique tout au long de l’audit. Nous menons également les activités suivantes :

• Nous décelons et évaluons les risques que pourrait poser la présence d’inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci soient dues à la fraude ou à l’erreur, nous concevons et appliquons des procédures d’audit adaptées à ces risques et nous réunissons, à l’occasion de notre audit, des éléments qui sont appropriés et suffisants pour nous permettre de former notre opinion. Le risque de ne pas déceler une inexactitude significative découlant d’une fraude est plus élevé que celui lié à une inexactitude résultant d’une erreur, car la fraude peut recouvrir des actes de collusion ou de falsification, des omissions intentionnelles, des fausses déclarations ou le non-respect des procédures de contrôle interne ;

• Nous évaluons les contrôles internes exercés par la Caisse afin de concevoir des procédures d’audit appropriées, mais notre intention n’est pas d’exprimer une opinion sur l’efficacité de ces contrôles ;

• Nous évaluons les méthodes comptables suivies et les estimations faites par la direction, de même que l’information dont elle fait état ;

• Nous tirons des conclusions concernant l’utilisation par la direction du principe de la continuité d’activité et, nous fondant sur les éléments que nous avons réunis dans le cadre de l’audit, nous estimons s’il existe une incertitude significative quant à des événements ou des conditions qui pourraient compromettre la capacité de la Caisse de poursuivre son activité. Si nous concluons à l’existence d’une incertitude significative, nous sommes tenus d’appeler l’attention sur les informations pertinentes figurant dans les états financiers et d’émettre une opinion modifiée si elles ne sont pas satisfaisantes. Nos conclusions sont fondées sur les éléments réunis à la date d’établissement de notre rapport, mais nous ne pouvons pas nous engager pour l’avenir puisque l’on ne peut pas exclure que des circonstances ou des événements futurs empêchent la Caisse de poursuivre son activité ;

• Nous évaluons la présentation générale, la structure et la teneur des états financiers et des informations qui les accompagnent ; nous évaluons également si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents avec fidélité.

Nous communiquons avec les organes de gouvernance concernant, entre autres points, l’étendue et le calendrier de l’audit et les principales constatations, notamment les insuffisances significatives concernant les contrôles internes que nous pourrions avoir décelées dans le cadre de nos activités.

Rapport sur les autres obligations légales ou réglementaires

Nous estimons en outre que les opérations comptables de la Caisse qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre audit ont été, dans tous leurs aspects significatifs, conformes aux Règlement financier et règles de gestion financière de l’Organisation des Nations Unies et aux règles de gestion financière de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et aux autorisations de leurs organes délibérants.

Conformément à l’article VII du Règlement financier et des règles de gestion financière de l’Organisation des Nations Unies, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre audit.

Le Président de la Cour des comptes fédérale de l’Allemagne,  
Président du Comité des commissaires aux comptes  
(*Signé*) Kay **Scheller**

Le Contrôleur général de la République du Chili  
(Auditeur principal)  
(*Signé*) Jorge **Bermúdez**

Le Contrôleur et Auditeur général des comptes de l’Inde  
(*Signé*) Rajiv **Mehrishi**

21 juillet 2020

Chapitre II

Certification des états financiers

Lettre datée du 12 juin 2020, adressée au Président du Comité   
des commissaires aux comptes par le Directeur financier   
de la Caisse commune des pensions du personnel   
des Nations Unies

Les états financiers de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l’année terminée le 31 décembre 2019 ont été établis conformément aux Statuts, aux Règlements et au système d’ajustement des pensions de la Caisse[[1]](#footnote-1), aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS), publiées par le Conseil des normes comptables internationales pour le secteur public, et à la norme comptable internationale 26 (Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite), publiée par l’International Accounting Standards Board. Les principales méthodes comptables utilisées pour établir ces états sont récapitulées dans les notes qui les accompagnent. Celles-ci donnent des renseignements et explications complémentaires sur les activités financières de la Caisse au cours de la période considérée.

Je certifie que les états financiers de la Caisse qui figurent ci-après sont corrects pour tous les éléments de caractère significatif.

Le Directeur financier  
de la Caisse commune des pensions   
du personnel des Nations Unies  
(*Signé*) Karl-Ludwig W. **Soll**

Déclaration relative au contrôle interne pour l’année terminée le 31 décembre 2019

Responsabilités

La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a été créée par l’Assemblée générale en 1949 pour servir des prestations de retraite, de décès et d’invalidité et des prestations connexes au personnel de l’Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales qui y sont affiliées. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multiemployeur à prestations définies.

Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, organe subsidiaire de l’Assemblée générale, est chargé de la supervision générale de l’administration de la Caisse et veille au respect des Statuts et règlements. Il nomme un ou une Secrétaire indépendant(e), qui est chargé(e) d’une gamme complète de services de gestion de conférences et de services de secrétariat.

L’Administratrice des pensions assume, pour le compte du Comité mixte, la responsabilité de la supervision de l’administration des pensions. Sous la direction du Comité mixte, elle recouvre les cotisations, veille à la tenue des dossiers touchant à l’administration des pensions, ordonnance le paiement des prestations et s’occupe des autres questions liées aux participants à la Caisse et aux bénéficiaires. Elle veille également à ce que les questions actuarielles soient réglées de manière à préserver la viabilité à long terme et la santé financière de la Caisse. Jusqu’au 31 décembre 2019, l’Administrateur-Secrétaire du Comité mixte exerçait un double rôle, désormais réparti entre le Secrétaire du Comité mixte et l’Administratrice des pensions.

Le Secrétaire général décide du placement des avoirs de la Caisse et a délégué à son représentant pour les investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies le pouvoir et la charge d’exercer en son nom ses fonctions fiduciaires en ce qui concerne les investissements de la Caisse. Celui-ci a reçu également délégation de pouvoir pour assurer la gestion et la comptabilité des investissements de la Caisse. Il exerce cette fonction et décide des investissements en consultation avec le Comité des placements et à la lumière des observations que le Comité mixte formule de temps à autre sur la politique d’investissement.

L’Administratrice et le Représentant du Secrétaire général sont chargés de mettre en place et de gérer un dispositif de contrôle interne rationnel, chacun dans son domaine de responsabilité, pour veiller à la réalisation des objectifs, à l’utilisation économique des ressources, à la fiabilité et à l’intégrité de l’information, au respect des règles et règlements et à la préservation des avoirs.

Objet du dispositif de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne vise à réduire et à maîtriser le risque de défaillance dans la réalisation des objectifs de la Caisse, mais non à l’éliminer, et à améliorer les résultats. Il ne peut donc offrir qu’une assurance raisonnable, au lieu d’une assurance absolue, d’efficacité. Le contrôle interne représente un effort continu, mené par les organes directeurs, les hauts responsables et le personnel de la Caisse, qui vise à donner une assurance raisonnable concernant la réalisation des objectifs de contrôle interne qui suivent :

• efficacité et efficience des opérations ;

• fiabilité de l’information financière ;

• conformité aux règles et règlements applicables.

La déclaration de la Caisse relative au contrôle interne a trait à l’objectif de fiabilité de l’information financière et porte donc uniquement sur l’efficacité des mesures prises pour contrôler cette fiabilité au 31 décembre 2019.

Capacité de gérer le risque

La Caisse a mis en place de solides mécanismes de gouvernance, de gestion et de contrôle interne et externe qui permettent de déterminer, d’évaluer, de gérer, de suivre et de signaler les risques inhérents à son activité. Elle a adopté un dispositif de gestion globale des risques qui tient compte de la nature de ses activités et de son évolution ainsi que de ses besoins propres.

La Politique de contrôle interne approuvée par la Caisse en mai 2014 définit les objectifs, composantes et responsabilités en la matière ainsi qu’un système de défense à quatre niveaux axé sur : a) la gestion ; b) la gestion des risques et la conformité ; c) l’audit interne ; d) l’audit externe. Les contrôles internes de la Caisse portant sur l’information financière visent à donner une assurance raisonnable que les avoirs sont protégés, que les opérations sont dûment autorisées et comptabilisées et que les états financiers ne présentent aucune inexactitude significative.

Dispositif de gestion des risques et de contrôle interne de la Caisse

Le dispositif de gestion globale des risques a pour objet de cerner les dangers qui pourraient menacer la Caisse et de gérer les risques qu’elle accepte de prendre. Il se compose des éléments suivants :

a) *Gouvernance de la gestion des risques*. Le Comité mixte, l’administration et le personnel de la Caisse répondent du fonctionnement du dispositif de gestion des risques et des activités y relatives. Les comités spécialisés suivants procèdent à des contrôles et conseillent le Comité mixte sur les questions touchant la gestion des risques et le contrôle interne :

i) le Comité d’audit assure une supervision d’ensemble et formule des recommandations quant aux activités d’audit interne et externe et au fonctionnement du dispositif de gestion des risques et de contrôle interne ;

ii) le Comité de suivi de la solvabilité de la Caisse et de la gestion actif-passif conseille le Comité mixte en ce qui concerne la gestion des risques, la politique de financement, la gestion actif-passif et la politique d’investissement ;

b) *Politique de gestion globale des risques*. Elle définit les modalités d’application du dispositif de gestion des risques dans l’ensemble de la Caisse. Elle est assortie d’une méthode précisant les étapes de la procédure de gestion des risques et les attributions de chacun ;

c) *Évaluation des risques*. La Caisse procède à des évaluations périodiques, qui l’aident à définir des stratégies lui permettant de faire face aux risques majeurs auxquels elle est exposée ;

d) *Suivi des risques*. Le Groupe de travail sur la gestion globale des risques, coprésidé par l’Administratrice de la Caisse et le Représentant du Secrétaire général, se compose de représentants de chacune des unités administratives de la Caisse ; il surveille le profil de risque de celle-ci et l’application des stratégies de gestion des risques. Les spécialistes du contrôle des risques appuient l’application du dispositif de gestion globale des risques, contribuent à l’évaluation des risques, prodiguent des conseils concernant l’application des stratégies de gestion des risques, surveillent le profil de risque de la Caisse et communiquent des informations à ce sujet ;

e) *Évaluation des risques de fraude*. L’administration des pensions et le Bureau de la gestion des investissements procède à l’évaluation d’ensemble des risques de fraude et s’attache à détecter les opérations frauduleuses et les risques de fraude, à évaluer la probabilité pour la Caisse d’en être victime et la gravité des dommages qui lui seraient causés le cas échéant, à évaluer les activités existantes de lutte contre la fraude et à prendre des mesures pour atténuer les risques de fraude résiduels.

Évaluation de l’efficacité des contrôles internes portant sur l’information financière

L’administration de la Caisse s’est fondée sur le cadre intégré de contrôle interne (*Internal Control Integrated Framework*) du Comité des organisations coparrainantes de la Commission Treadway pour évaluer ses contrôles internes de l’information financière. L’évaluation au 31 décembre 2019 a reposé sur les éléments suivants :

a) la déclaration relative au contrôle interne, qui a été élaborée à l’issue des activités suivantes :

i) réalisation d’une étude préliminaire visant à recenser les principaux comptes, procédures et informations, ainsi que les principaux services d’appui dans les domaines de l’informatique et des communications ;

ii) définition des principaux risques liés à l’information financière ;

iii) recensement et description des contrôles en place par la Caisse, des principaux contrôles de l’information financière, des contrôles antifraude, des principaux dispositifs de contrôle informatique qui sous-tendent d’autres contrôles portant sur l’information financière ;

iv) test de l’efficacité opérationnelle des principaux contrôles de l’information financière et des contrôles antifraude auxquels procède l’administration de la Caisse ;

b) les lettres de certification relatives à l’efficacité des contrôles internes de l’information financière sont signées par les hauts fonctionnaires de l’administration des pensions et du Bureau de la gestion des investissements. Ces fonctionnaires savent qu’il leur incombe de contrôler régulièrement l’information financière et de signaler toute anomalie ;

c) un auditeur indépendant a procédé à un audit des contrôles exécutés par la banque Northern Trust, comptable centralisateur et dépositaire des investissements de la Caisse. Cet audit a été mené conformément aux normes établies par l’American Institute of Certified Public Accountants et le Conseil des normes internationales d’audit et d’assurance. Il en est ressorti que, pour tous les éléments significatifs, les contrôles étaient correctement conçus et concouraient efficacement à donner l’assurance raisonnable que leurs objectifs seraient atteints ;

d) en avril 2016, l’administration des pensions a obtenu pour le Système intégré d’administration des pensions la certification ISO 27001 (norme de gestion de la sécurité de l’information) ; cette certification était valable trois ans, jusqu’en mars 2019. Un audit de surveillance mené en 2018 a permis de conclure que les mécanismes de sécurisation de l’information fonctionnaient comme prévu et répondaient aux impératifs énoncés dans la norme. Depuis, la Caisse a suspendu l’audit de surveillance annuel, le temps d’obtenir la certification ISO 27701 (norme de gestion de la sécurité du traitement des données personnelles), ce qui élargirait la portée de ses contrôles de sécurité aux informations personnelles identifiables. En attendant que le marché soit passé pour les nouveaux services de certification ISO, elle continue d’appliquer et d’actualiser les contrôles ayant obtenu une certification ISO 27001 ;

e) un auditeur indépendant a procédé à un audit de type II, selon la Norme internationale relative aux missions d’assurance (ISAE) 3402, du dispositif de contrôle interne du Centre international de calcul des Nations Unies. Il s’agissait de déterminer si les contrôles étaient conçus correctement et appliqués efficacement. La conclusion du rapport d’audit pour 2019 est une opinion sans réserve ;

f) le Comité d’audit a examiné les constatations d’audit formulées par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) et le Comité des commissaires aux comptes et reçu des informations concernant la suite donnée aux recommandations des auditeurs. Il s’est réuni périodiquement avec le Représentant du Secrétaire général, l’Administratrice des pensions, le Directeur financier, les spécialistes du contrôle des risques et de la conformité et les auditeurs internes et externes ;

g) conformément à son mandat, le BSCI a certifié que les contrôles internes étaient adaptés et efficacement mis en œuvre. Dans le cadre d’un plan d’audit axé sur le risque approuvé par le Comité d’audit, il a procédé à des audits afin de s’assurer de l’efficacité des contrôles internes et de déceler d’éventuelles insuffisances. L’Administratrice et le Représentant du Secrétaire général ont pris les mesures voulues, chacun dans son domaine de responsabilité, pour donner suite aux recommandations issues de ces audits internes ;

h) conformément à son mandat, le Comité des commissaires aux comptes a effectué un examen indépendant des contrôles internes et des états financiers de la Caisse en appliquant les contrôles et procédures qu’il jugeait nécessaires pour émettre une opinion dans son rapport d’audit annuel. Il a pu consulter librement l’ensemble des documents comptables et des données connexes et s’entretenir avec l’administration et le Comité d’audit de toute constatation touchant l’intégrité et la fiabilité de l’information financière. Le rapport d’audit externe accompagne les états financiers.

Questions substantielles soulevées par les contrôles internes au cours de l’année

La déclaration relative au contrôle interne pour l’année terminée le 31 décembre 2019 fait ressortir plusieurs facteurs importants ayant eu une incidence sur les contrôles internes menés au cours de la période considérée, à savoir :

a) à sa soixante-sixième session, en juillet 2019, le Comité mixte a créé un poste distinct pour son secrétaire. À sa soixante-quatorzième session, l’Assemblée générale a adopté la résolution [74/263](https://undocs.org/fr/A/RES/74/263), dans laquelle elle a notamment souligné que le Secrétaire du Comité mixte était pleinement indépendant de l’Administratrice des pensions et du Représentant du Secrétaire général et rendrait compte directement au Comité mixte, tout en bénéficiant, en fonction des besoins, du soutien administratif de l’administration des pensions et du Bureau de la gestion des investissements ;

b) l’administration des pensions a été victime d’une cyberattaque le 26 octobre 2019. Les mesures de détection et de correction ont été immédiatement activées et aucune donnée n’a été perdue. Avec le concours d’un cabinet spécialisé dans la cybersécurité, la Caisse a procédé à tous les tests et validations techniques nécessaires et s’est dotée de mesures de protection. L’attaque n’a pas eu de conséquences notables sur les services essentiels ni d’incidence financière. La Caisse a renforcé ses mécanismes de contrôle pour prévenir et détecter d’éventuelles cyberattaques. Les mesures de sécurité supplémentaires, y compris l’organisation de cours de sensibilisation à intervalles réguliers, continuent de s’appliquer ;

c) l’instabilité des marchés financiers au premier trimestre de 2020 a eu des conséquences sur les avoirs de la Caisse, mais les effets du ralentissement du marché ont été atténués par les bons résultats obtenus par la Caisse en 2019. La Caisse dispose de liquidités suffisantes et le paiement des prestations ne devrait pas être perturbé.

Déclaration

Il existe des limites inhérentes à l’efficacité de tout contrôle interne, y compris la possibilité qu’une erreur humaine se produise ou que les règles soient contournées. En conséquence, tout dispositif de contrôle interne, aussi efficace soit-il, ne peut procurer qu’une assurance raisonnable, et non une assurance absolue. De plus, l’évolution de la situation fait que l’efficacité des contrôles internes peut varier au fil du temps.

Nous sommes déterminés, chacun dans les limites de notre domaine de responsabilité, à remédier à toute insuffisance des contrôles internes de l’information financière constatée au cours de l’année et à améliorer en permanence le dispositif en place.

Compte tenu de ce qui précède, nous concluons, sur la base de nos connaissances et des informations dont nous disposons, qu’il n’existe pas, dans nos domaines de responsabilité, pour l’année terminée le 31 décembre 2019, de graves insuffisances, qui empêcheraient les auditeurs externes d’émettre une opinion sans réserve sur les états financiers de la Caisse ou qui mériteraient d’être signalées dans le présent document.

L’Administratrice des pensions  
de la Caisse commune des pensions   
du personnel des Nations Unies  
(*Signé*) Rosemarie **McClean**

Le Représentant par intérim du Secrétaire général  
pour les investissements de la Caisse commune   
des pensions du personnel des Nations Unies  
(*Signé*) Pedro **Guazo**

Le 24 avril 2020  
New York

Chapitre III

Aperçu de la situation financière

A. Introduction

1. La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a été créée par l’Assemblée générale en 1949 pour servir des prestations de retraite, de décès et d’invalidité et des prestations connexes au personnel de l’Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales qui y sont affiliées. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multiemployeur à prestations définies. Au 31 décembre 2019, 24 organisations y étaient affiliées. Toutes les organisations affiliées ainsi que leurs employés versent à la Caisse des cotisations dont le montant est déterminé en fonction de la rémunération considérée aux fins de la pension. Le taux de cotisation est fixé à 7,9 % pour les participants et à 15,8 % pour les employeurs.
2. Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, organe subsidiaire de l’Assemblée générale, est chargé de la supervision générale de l’administration de la Caisse et veille au respect des Statuts et règlements. Il nomme un ou une Secrétaire indépendant(e), qui est chargé(e) d’une gamme complète de services de gestion de conférences et de services de secrétariat. Les attributions du Secrétaire du Comité mixte sont distinctes de celles touchant les divers aspects de la gestion, de l’administration et des investissements de la Caisse. Le Secrétaire relève directement du Comité mixte.
3. L’Administratrice des pensions est nommée par le Secrétaire général sur recommandation du Comité mixte.
4. L’Administratrice agit sous la direction du Comité mixte et assure la supervision des activités de la Caisse sur le plan administratif. Ses fonctions englobent la planification stratégique et la direction opérationnelle ; l’établissement de politiques ; l’administration des opérations et l’ordonnancement des prestations ; la gestion des risques ; la mise en application de la réglementation ; la supervision générale du personnel ; la communication avec les parties prenantes. Sous l’autorité de l’Administratrice, le personnel du secrétariat de la Caisse fournit des services d’appui technique, établit des documents de travail et donne des orientations et des conseils au Comité mixte et à ses organes subsidiaires, y compris au Comité permanent et au Comité d’actuaires. L’Administratrice exerce les fonctions de secrétaire du Comité des pensions du personnel de l’Organisation des Nations Unies. Elle participe aux réunions de la Cinquième Commission de l’Assemblée générale, du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, de la Commission de la fonction publique internationale et de tout autre organe pertinent. Conformément à l’alinéa b) de l’article 7 des Statuts de la Caisse, en l’absence de l’Administratrice, c’est l’Administrateur adjoint qui assume ces fonctions.
5. Jusqu’au 31 décembre 2019, l’Administrateur-Secrétaire du Comité mixte exerçait un double rôle, désormais réparti entre le Secrétaire du Comité mixte et l’Administratrice des pensions.
6. Le Secrétaire général prend les décisions relatives au placement des avoirs de la Caisse, après avoir consulté le Comité des placements et à la lumière des éventuelles observations et propositions du Comité mixte concernant la politique d’investissement. Il a délégué à son représentant pour les investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies le pouvoir et la charge d’exercer en son nom ses fonctions fiduciaires en ce qui concerne les investissements de la Caisse. Le Représentant prend les dispositions voulues pour assurer la tenue de comptes détaillés de tous les placements et autres opérations concernant la Caisse ; ces comptes et opérations peuvent être examinés par le Comité mixte.

B. Résultats financiers

Variation de l’actif net disponible pour le versement des prestations

1. L’actif net disponible pour le règlement des prestations pour l’année terminée le 31 décembre 2019 a augmenté de 11 258,5 millions de dollars (alors qu’il avait diminué de 3 589,9 millions de dollars en 2018), situation qui tient principalement aux revenus des investissements dégagés pendant l’année.
2. En 2019, ces revenus se sont chiffrés à 11 362,3 millions de dollars (contre une perte de 3 306,5 millions de dollars en 2018). Le montant obtenu s’explique principalement par une variation nette de la juste valeur des investissements évaluée à 10 009,8 millions de dollars et par des dividendes chiffrés à 918,5 millions de dollars et des intérêts créditeurs de 518,8 millions de dollars. La différence de 14 668,8 millions de dollars par rapport à 2018 s’explique principalement par la variation de la valeur des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur.
3. Les cotisations pour 2019 se sont élevées à 2 688,9 millions de dollars – 890,4 millions de dollars versés par les participants, 1 771,3 millions versés par les organisations affiliées et 27,2 millions de provenances diverses –, contre 2 457,2 millions de dollars en 2018, ce qui représente une augmentation de 231,7 millions de dollars (9,4 %) par rapport à 2018.
4. Les prestations versées en 2019 se sont établies à 2 700,0 millions de dollars, contre 2 669,6 millions de dollars en 2018, ce qui représente une augmentation de 30,4 millions de dollars (1,1 %) par rapport à 2018.
5. Les dépenses d’administration pour 2019 se sont élevées à 91,8 millions de dollars, contre 70,1 millions de dollars en 2018, ce qui représente une hausse de 21,7 millions de dollars (31,0 %), qui s’explique principalement par les variations des engagements au titre des avantages postérieurs à l’emploi, notamment pour ce qui est de l’assurance maladie après la cessation de service (19,3 millions de dollars).

État de l’actif net disponible pour le versement des prestations

1. L’actif net disponible pour le versement des prestations était de 72 034,5 millions de dollars au 31 décembre 2019, contre 60 776,0 millions de dollars en 2018, ce qui représente une progression de 11 258,5 millions de dollars (18,5 %).
2. Le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie s’élevait à 436,4 millions de dollars au 31 décembre 2019, contre 564,9 millions en 2018, ce qui représente une diminution de 128,5 millions de dollars (22,7 %).
3. La juste valeur des placements s’établissait à 71 550,0 millions de dollars au 31 décembre 2019, contre 60 309,8 millions de dollars en 2018, ce qui représente une progression de 11 240,2 millions de dollars (18,6 %). On trouvera plus d’informations sur les catégories d’investissement au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018 ci‑après :

(En millions de dollars des États-Unis)

|  | *Au 31 décembre 2019* | *Au 31 décembre 2018* | *Variation* | *Pourcentage* |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |
| Actions | 42 309,1 | 34 401,2 | 7 907,9 | 23,0 |
| Valeurs à revenu fixe | 20 412,6 | 18 824,8 | 1 587,8 | 8,4 |
| Actifs réels | 5 201,8 | 4 340,4 | 861,4 | 19,8 |
| Investissements alternatifs et divers | 3 626,5 | 2 743,4 | 883,1 | 32,2 |
| **Total** | **71 550,0** | **60 309,8** | **11 240,2** | **18,6** |

1. Les montants des investissements et de la trésorerie et des équivalents de trésorerie s’établissaient comme suit :

(En millions de dollars des États-Unis)

|  | *Au 31 décembre 2019* | *Au 31 décembre 2018* | *Variation* | *Pourcentage* |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |
| Placements | 71 550,0 | 60 309,8 | 11 240,2 | 18,6 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 436,4 | 564,9 | (128,5) | (22,7) |
| **Total** | **71 986,4** | **60 874,7** | **11 111,7** | **18,3** |

1. En raison de la propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19) dans le monde, l’incertitude qui règne sur le plan économique ne manquera pas d’avoir des répercussions sur la situation financière, le résultat des activités et les flux de trésorerie de la Caisse. L’évolution de la valeur du portefeuille de la Caisse, qui a fortement chuté comme suite au repli des marchés enregistré au premier trimestre 2020, suit la tendance négative observée sur les marchés. La pandémie de COVID-19 continuant de sévir, la Caisse s’attend à ce que les marchés restent instables dans les mois à venir. Au 12 juin 2020, la valeur de marché non auditée des investissements totaux de la Caisse, déduction faite de la trésorerie et équivalents de trésorerie détenus par le secrétariat de la Caisse, était estimée à environ 70 milliards de dollars. On trouvera plus d’informations et des mises à jour hebdomadaires sur la performance des investissements sur le site Web de la Caisse ([https://oim.unjspf.org/investments-at-glance/  
   weekly-fund-performance](https://oim.unjspf.org/investments-at-glance/weekly-fund-performance)).
2. Le montant total du passif de la Caisse s’élevait à 256,5 millions de dollars au 31 décembre 2019, contre 362,9 millions en 2018, ce qui représente une diminution de 106,4 millions de dollars (29,3 %). Celle-ci s’explique principalement par une diminution de 132,7 millions de dollars des sommes à payer au titre de la cession de titres, contrebalancée par une augmentation de 16,1 millions de dollars des engagements au titre de l’assurance maladie après la cessation de service et des engagements au titre d’autres avantages du personnel.

Situation actuarielle de la Caisse

1. La valeur actuarielle des droits à prestations accumulés (prestations promises), qui ne tient pas compte des augmentations futures de la rémunération considérée aux fins de la pension, est établie par des actuaires indépendants. Elle est calculée par application d’hypothèses actuarielles qui servent à ajuster les droits à prestations accumulés afin de traduire la valeur temporelle de l’argent (par application de taux d’actualisation pour l’intérêt) et la probabilité du paiement (par application des défalcations voulues pour tenir compte des décès, des invalidités et des départs, y compris des départs à la retraite) entre la date de l’évaluation et la date escomptée du paiement.
2. La valeur actuarielle des droits à prestations accumulés au 31 décembre 2019 est indiquée dans le tableau ci-après :

(En millions de dollars des États-Unis)

|  | *Si les pensions futures sont payées en application  du Règlement* | |
| --- | --- | --- |
| *Sans ajustement des pensions* | *Avec ajustement des pensions* |
|  |  |  |
| Valeur actuarielle des droits acquis |  |  |
| Participants touchant actuellement des prestations | 26 482 | 34 703 |
| Participants ne travaillant plus pour l’une des organisations affiliées, mais ne touchant pas encore de prestations (droits acquis) | 1 078 | 1 852 |
| Participants en activité | 16 199 | 22 136 |
| **Total des droits acquis** | **43 759** | **58 691** |
| Total des droits non acquis | 902 | 1 138 |
| **Valeur actuarielle totale des droits à prestations accumulés** | **44 661** | **59 829** |

Chiffres clefs

1. Au 31 décembre 2019, la Caisse comptait 131 583 participants, contre 128 594 au 31 décembre 2018, ce qui représente une augmentation de 2 989 participants (2,3 %).
2. Le nombre des prestations périodiques servies par la Caisse s’élevait à 79 975 au 31 décembre 2019, contre 78 716 au 31 décembre 2018, soit une augmentation de 1 259 prestations (1,6 %).

Chapitre IV

États financiers pour l’année terminée le 31 décembre 2019

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

I. État de l’actif net disponible pour le versement des prestations

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Notes* | *Au 31 décembre 2019* | *Au 31 décembre 2018  (après retraitement)a* |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |
| **Actif** |  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 4 | 436 354 | 564 891 |
| Investissements | 5 et 6 |  |  |
| Actions |  | 42 309 141 | 34 401 159 |
| Valeurs à revenu fixe |  | 20 412 531 | 18 824 833 |
| Actifs réels |  | 5 201 835 | 4 340 466 |
| Investissements alternatifs et divers |  | 3 626 467 | 2 743 377 |
|  |  | **71 549 974** | **60 309 835** |
| Cotisations à recevoir |  | 64 912 | 55 889 |
| Produits à recevoir sur les investissements | 7 | 163 163 | 158 251 |
| Produits à recevoir sur la cession de titres | 5 | 15 390 | 7 869 |
| Créances sur des administrations fiscales | 8 | 35 789 | 20 133 |
| Autres éléments d’actif | 9 | 25 398 | 22 068 |
| **Total de l’actif** |  | **72 290 980** | **61 138 936** |
| **Passif** |  |  |  |
| Prestations à payer | 10 | 105 970 | 102 488 |
| Montants à payer découlant d’opérations sur titres | 5 | 27 191 | 159 913 |
| Assurance maladie après la cessation de service et autres avantages du personnel | 11 | 103 989 | 87 891 |
| Autres passifs et charges à payer | 12 | 19 352 | 12 597 |
| **Total du passif** |  | **256 502** | **362 889** |
| **Actif net disponible pour le versement des prestations** |  | **72 034 478** | **60 776 047** |

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

*a* Voir la note 24 pour plus de détails sur les éléments qui ont fait l’objet d’un retraitement.

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

II. État des variations de l’actif net disponible pour le versement des prestations

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Notes* | *2019* | *2018* |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |
| **Produits des investissements/(pertes)** | 13 |  |  |
| Variation nette de la juste valeur des investissements |  | 10 009 778 | (4 502 075) |
| Intérêts créditeurs |  | 518 791 | 376 716 |
| Dividendes |  | 918 469 | 912 237 |
| Revenus des actifs réels |  | 78 547 | 55 510 |
| À déduire ; coûts de transaction et frais de gestion |  | (158 748) | (143 435) |
| À déduire ; impôt retenu à la source |  | (3 232) | (5 972) |
| Produits divers/(charges diverses) lié(e)s aux investissements (montant net) |  | (1 348) | 505 |
|  |  | **11 362 257** | **(3 306 514)** |
| **Cotisations** | 14 |  |  |
| Cotisations des participants |  | 890 381 | 820 209 |
| Cotisations des organisations affiliées |  | 1 771 258 | 1 630 838 |
| Cotisations diverses |  | 27 217 | 6 104 |
|  |  | **2 688 856** | **2 457 151** |
| **Paiement des prestations** | 15 |  |  |
| Versements de départ au titre de la liquidation des droits (y compris les prestations intégralement converties en capital) |  | 194 582 | 181 671 |
| Pensions de retraite |  | 2 511 119 | 2 530 498 |
| Autres prestations/ajustements |  | (5 736) | (42 609) |
|  |  | **2 699 965** | **2 669 560** |
| **Dépenses d’administration** | 16 |  |  |
| Secrétariat de la Caisse |  | 49 428 | 36 222 |
| Bureau de la gestion des investissements |  | 40 028 | 32 212 |
| Audit |  | 1 631 | 1 235 |
| Comité mixte |  | 678 | 450 |
|  |  | **91 765** | **70 119** |
| **Charges diverses** | 17 | 952 | 819 |
| **Augmentation/(diminution) de l’actif net disponible pour le versement des prestations** |  | **11 258 431** | **(3 589 861)** |

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

III. État des flux de trésorerie

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Notes* | *2019* | *2018* |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |
| **Flux de trésorerie provenant des activités d’investissement** |  |  |  |
| Achats d’investissements |  | (48 917 774) | (25 154 053) |
| Produits provenant de la vente de placements et de remboursements anticipés au gré de l’émetteur |  | 47 553 775 | 23 932 026 |
| Dividendes des titres de capital (hors impôt retenu à la source) |  | 878 922 | 876 424 |
| Intérêts des investissements dans des valeurs à revenu fixe |  | 525 863 | 377 678 |
| Recettes provenant de fonds communs de placement immobilier (hors impôt retenu à la source) |  | 75 641 | 55 483 |
| Produits divers/(charges diverses) lié(e)s aux investissements (montant net) |  | (1 348) | 510 |
| Coûts de transaction, frais de gestion et charges diverses |  | (159 551) | (144 649) |
| Remboursement de l’impôt retenu à la source |  | 11 582 | 31 732 |
| **Flux nets de trésorerie utilisés pour les activités d’investissement** |  | **(32 890)** | **(24 849)** |
| **Flux de trésorerie provenant du fonctionnement** |  |  |  |
| Cotisations des organisations affiliées et des participants |  | 2 656 821 | 2 405 906 |
| Paiement des prestations |  | (2 693 636) | (2 710 412) |
| Transfert net depuis/à d’autres régimes de pensions |  | 21 780 | (475) |
| Dépenses d’administration |  | (80 574) | (77 953) |
| Paiements divers (montants nets) |  | (950) | (696) |
| **Flux nets de trésorerie utilisés pour le fonctionnement** |  | **(96 559)** | **(383 630)** |
| **Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie** |  | (129 449) | (408 479) |
| **Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d’année** | 4 | 564 891 | 971 807 |
| **Gains de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie** |  | 912 | 1 563 |
| **Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d’année** | **4** | **436 354** | **564 891** |

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Tableau A

IV. État comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs sur une base comparable ; dépenses d’administration de l’exercice biennal 2018-2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | | *Montant initial des crédits ouverts pour 2018-2019* | | |  | *Montant définitif des crédits ouverts pour 2018-2019* | | |  | *Montants effectifs calculés sur une base comparable pour 2018-2019* | | |  | *Différence* | | |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | *Caisse  des pensions* | *ONU* | *Total* | *Caisse  des pensions* | | *ONU* | *Total* | *Caisse  des pensions* | | *ONU* | *Total* | *Caisse  des pensions* | | *ONU* | *Total* | *Pourcentage* |
|  |  |  |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  |
| **A. Secrétariat de la Caisse** | | | | |  | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  |
| Postes | | 32 059,4 | 14 476,1 | 46 535,5 | 33 622,1 | | 15 085,3 | 48 707,4 | 33 651,8 | | 15 082,1 | 48 733,9 | 29,7 | | (3,2) | 26,5 | 0 |
| Autres dépenses de personnel | | 11 599,8 | 647,3 | 12 247,1 | 11 951,7 | | 295,4 | 12 247,1 | 11 248,0 | | 223,8 | 11 471,8 | (703,7) | | (71,6) | (775,3) | (6) |
| Frais de représentation | | 5,8 | – | 5,8 | 5,8 | | – | 5,8 | 0,3 | | – | 0,3 | (5,5) | | – | (5,5) | (95) |
| Consultants | | 223,2 | – | 223,2 | 223,2 | | – | 223,2 | 224,1 | | – | 224,1 | 0,9 | | – | 0,9 | 0 |
| Voyages du personnel | | 1 096,5 | – | 1 096,5 | 1 096,5 | | – | 1 096,5 | 809,1 | | – | 809,1 | (287,4) | | – | (287,4) | (26) |
| Services contractuels*a* | | 18 812,0 | 2 128,5 | 20 940,5 | 19 446,7 | | 2 128,5 | 21 575,2 | 19 256,7 | | 2 148,6 | 21 405,3 | (190,0) | | 20,1 | (169,9) | (1) |
| Frais généraux de fonctionnement | | 13 282,4 | 3 751,1 | 17 033,5 | 12 225,5 | | 3 592,0 | 15 817,5 | 12 517,0 | | 3 653,3 | 16 170,3 | 291,5 | | 61,3 | 352,8 | 2 |
| Fournitures et accessoires | | 136,8 | 68,5 | 205,3 | 117,3 | | 58,7 | 176,0 | 73,1 | | 25,0 | 98,1 | (44,2) | | (33,7) | (77,9) | (44) |
| Mobilier et matériel | | 1 554,1 | 636,0 | 2 190,1 | 965,4 | | 302,7 | 1 268,1 | 1 121,7 | | 239,9 | 1 361,6 | 156,3 | | (62,8) | 93,5 | 7 |
| **Total partiel** | | **78 770,0** | **21 707,5** | **100 477,5** | **79 654,2** | | **21 462,6** | **101 116,8** | **78 901,8** | | **21 372,7** | **100 274,5** | **(752,4)** | | **(89,9)** | **(842,3)** | **(1)** |

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Tableau A (*suite*)

IV. État comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs sur une base comparable ; dépenses d’administration de l’exercice biennal 2018-2019 (*suite*)

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | | *Montant initial des crédits ouverts pour 2018-2019* | | |  | *Montant définitif des crédits ouverts pour 2018-2019* | | |  | *Montants effectifs calculés sur une base comparable pour 2018-2019* | | |  | *Différence* | | |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | *Caisse des pensions* | *ONU* | *Total* | *Caisse des pensions* | | *ONU* | *Total* | *Caisse des pensions* | | *ONU* | *Total* | *Caisse des pensions* | | *ONU* | *Total* | *Pourcentage* |
|  |  |  |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  |
| **B. Bureau de la gestion des investissements** | | | | |  | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  |
| Postes | | 25 388,5 | – | 25 388,5 | 26 080,6 | | – | 26 080,6 | 26 692,6 | | – | 26 692,6 | 612,0 | | – | 612,0 | 2 |
| Autres dépenses de personnel | | 3 501,0 | – | 3 501,0 | 4 109,0 | | – | 4 109,0 | 3 330,4 | | – | 3 330,4 | (778,6) | | – | (778,6) | (19) |
| Frais de représentation | | 28,1 | – | 28,1 | 28,1 | | – | 28,1 | 9,9 | | – | 9,9 | (18,2) | | – | (18,2) | (65) |
| Consultants | | 1 125,8 | – | 1 125,8 | 918,3 | | – | 918,3 | 551,6 | | – | 551,6 | (366,7) | | – | (366,7) | (40) |
| Voyages des représentants*b* | | 711,5 | – | 711,5 | 613,3 | | – | 613,3 | 268,2 | | – | 268,2 | (345,1) | | – | (345,1) | (56) |
| Voyages du personnel | | 1 551,6 | – | 1 551,6 | 1 551,6 | | – | 1 551,6 | 1 164,3 | | – | 1 164,3 | (387,3) | | – | (387,3) | (25) |
| Services contractuels | | 45 265,5 | – | 45 265,5 | 38 804,6 | | – | 38 804,6 | 31 350,9 | | – | 31 350,9 | (7 453,7) | | – | (7 453,7) | (19) |
| Frais généraux de fonctionnement | | 8 226,2 | – | 8 226,2 | 6 152,9 | | – | 6 152,9 | 4 835,4 | | – | 4 835,4 | (1 317,5) | | – | (1 317,5) | (21) |
| Fournitures et accessoires | | 62,6 | – | 62,6 | 63,1 | | – | 63,1 | 46,6 | | – | 46,6 | (16,5) | | – | (16,5) | (26) |
| Mobilier et matériel | | 1 409,0 | – | 1 409,0 | 809,0 | | – | 809,0 | 633,4 | | – | 633,4 | (175,6) | | – | (175,6) | (22) |
| **Total partiel** | | **87 269,8** | **–** | **87 269,8** | **79 130,5** | | **–** | **79 130,5** | **68 883,3** | | **–** | **68 883,3** | **(10 247,2)** | | **–** | **(10 247,2)** | **(13)** |
| **C. Audit** | |  |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  |
| Audit externe | | 655,3 | 131,1 | 786,4 | 655,3 | | 131,1 | 786,4 | 655,3 | | 131,0 | 786,3 | – | | (0,1) | (0,1) | (0) |
| Audit interne | | 1 766,3 | 353,3 | 2 119,6 | 2 125,2 | | 425,1 | 2 550,3 | 2 030,8 | | 406,1 | 2 436,9 | (94,4) | | (19,0) | (113,4) | (4) |
| **Total partiel** | | **2 421,6** | **484,4** | **2 906,0** | **2 780,5** | | **556,2** | **3 336,7** | **2 686,1** | | **537,1** | **3 223,2** | **(94,4)** | | **(19,1)** | **(113,5)** | **(3)** |

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Tableau A (*suite*)

IV. État comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs sur une base comparable ; dépenses d’administration de l’exercice biennal 2018-2019 (*suite*)

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | | *Montant initial des crédits ouverts pour 2018-2019* | | |  | *Montant définitif des crédits ouverts pour 2018-2019* | | |  | *Montants effectifs calculés sur une base comparable pour 2018-2019* | | |  | *Différence* | | |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | *Caisse des pensions* | *ONU* | *Total* | *Caisse des pensions* | | *ONU* | *Total* | *Caisse des pensions* | | *ONU* | *Total* | *Caisse des pensions* | | *ONU* | *Total* | *Pourcentage* |
|  |  |  |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  |
| **D. Comité mixte** | | 1 006,5 | – | 1 006,5 | 1 332,8 | | – | 1 332,8 | 1 126,8 | | – | 1 126,8 | (206,0) | | – | (206,0) | (15) |
| **Total des dépenses d’administration** | | **169 467,9** | **22 191,9** | **191 659,8** | **162 898,0** | | **22 018,8** | **184 916,8** | **151 598,0** | | **21 909,8** | **173 507,8** | **(11 300,0)** | | **(109,0)** | **(11 409,0)** | **(6)** |

Le tableau A présente les montants inscrits au budget et les montants effectifs sur une base comparable, la méthode comptable retenue étant celle qui est appliquée au budget. Le budget de la Caisse est établi selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée et les montants effectifs ont été calculés de la même façon pour les rendre comparables. Le total des montants effectifs établis sur une base comparable ne correspond pas aux dépenses d’administration indiquées dans l’état des variations de l’actif net, car celui-ci est établi selon la méthode de la comptabilité d’exercice. Les pourcentages sont arrondis au chiffre entier le plus proche ; 0 indique une valeur comprise entre zéro et 1, mais qui n’est pas égale à zéro, tandis que (0) indique une valeur comprise entre -1 et zéro, mais qui n’est pas égale à zéro.

*a* Les montants effectifs englobent les dépenses afférentes au Centre international de calcul des Nations Unies (11,4 millions de dollars).

*b* N’inclut que les voyages des membres du Comité des placements.

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Tableau A (*suite et fin*)

IV. État comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs sur une base comparable ; dépenses d’administration de l’exercice biennal 2018‑2019 (*suite et fin*)

Explication des différences significatives (supérieures ou égales à 5 %) entre les montants inscrits au budget et les montants effectifs sur une base comparable

A. Secrétariat de la Caisse

*Autres dépenses de personnel*: La sous-utilisation s’explique principalement par des dépenses moins élevées que prévu au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) en raison des mouvements de personnel affecté aux opérations et du temps nécessaire pour pourvoir les postes qui sont ainsi devenus vacants.

*Frais de représentation*: La sous-utilisation résulte des mesures prises pour réduire ce poste de dépenses.

*Voyages*: La sous-utilisation s’explique par des dépenses moins élevées que prévu au titre des voyages, principalement des voyages concernant des missions d’information ; le nombre de voyages effectués aux fins de la coordination entre les bureaux de New York, Genève et Nairobi a été moins élevé que prévu, la plupart ayant été reportés à 2020 et 2021 compte étant tenu de la réorganisation des lignes hiérarchiques par fonctions. Elle tient également au fait que dans certains cas des membres du personnel ont eu recours aux techniques de visioconférence et de téléconférence et n’ont pas eu à se déplacer.

*Fournitures, mobilier et matériel*: La sous-utilisation provient du fait que les dépenses au titre des fournitures et des accessoires ont été moindres que prévu.

B. Bureau de la gestion des investissements

*Postes*: Le dépassement s’explique par les dépenses effectivement engagées par rapport aux coûts standard et aux taux de vacance prévus au budget.

*Autres dépenses de personnel*: La sous-utilisation est principalement due au fait que des emplois de temporaire (autres que pour les réunions) ne sont pas pourvus dans la Section des investissements et la Section des opérations et des systèmes d’information, en raison des difficultés qu’il y a à recruter du personnel qualifié appelé à exercer des fonctions spécialisées au Bureau de la gestion des investissements.

*Frais de représentation*: La sous-utilisation tient aux mesures prises pour réduire ce poste de dépenses et au fait que le nombre de réceptions a été moins élevé que prévu.

*Consultants*: La sous-utilisation s’explique par le fait que les services de consultants liés au programme de gestion des données ont pris la forme de services contractuels alors qu’initialement il était prévu de recourir à des experts consultants.

*Voyages*: La sous-utilisation s’explique par la diminution du nombre de voyages des représentants du fait qu’un plus petit nombre d’entre eux ont pris part aux réunions du Comité des placements. En outre, plusieurs membres n’ont pas demandé à ce qu’on leur rembourse les frais de voyages. Les dépenses au titre des voyages du personnel ont également été moins élevées que prévu, en raison principalement de changements dans les priorités de travail dans un marché volatil et de l’exécution simultanée de plusieurs projets, les membres du personnel étant trop sollicités pour pouvoir voyager. En outre, des réunions ont été tenues avec les gérants de portefeuille et les dirigeants de sociétés à l’occasion de leur passage à New York, et certains déplacements ont été remplacés par des visioconférences.

*Services contractuels*: La sous-utilisation concerne principalement la Section des opérations et des systèmes d’information, où certains projets lancés dans le cadre du modèle opérationnel cible ont pris plus de temps que prévu au stade des contrôles préalables et de la mise en concurrence. Nombre de ces projets en sont aux dernières étapes de la passation de marchés, et la dernière main devrait être mise aux contrats en 2020. En outre, les dépenses pour certains projets ont été moins élevées que prévu en raison d’une réduction des coûts des services de conseil en matière de fiscalité et de comptabilité, ainsi que des commissions versées aux dépositaires après le passage à un dispositif reposant sur un seul dépositaire. La sous-utilisation est également due au fait que le Bureau n’a pas eu recours à des services de conseil en matière de risques et de conformité et s’est recentré sur le renforcement de l’équipe interne.

*Frais généraux de fonctionnement*: La sous-utilisation est principalement due au fait que la Caisse a libéré des bureaux et que le coût des aménagements apportés aux bureaux du 5e étage a été partiellement remboursé, au report des activités d’achat pour le site de reprise après sinistre et aux retards pris dans les projets de construction en 2019.

*Fournitures et accessoires*: La sous-utilisation tient au fait que les besoins ont été moindres que prévu.

*Mobilier et matériel*: La sous-utilisation s’explique principalement par des dépenses moins élevées que prévu au titre de l’acquisition de logiciels, la décision ayant été prise de reporter certains projets informatiques et de trouver des solutions moins onéreuses.

D. Comité mixte

La sous-utilisation est due à des dépenses moins élevées que prévu au titre des voyages des membres des comités.

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Tableau B

V. État comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs sur une base comparable ; dépenses d’administration pour l’année terminée le 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | | *Montant initial des crédits ouverts pour 2019* | | |  | *Montant reporté (solde de 2018)* | | |  | *Montant révisé des crédits ouverts* | | |  | *Budget définitif pour 2019* | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | *Caisse  des pensions* | *ONU* | *Total* | *Caisse  des pensions* | | *ONU* | *Total* | *Caisse  des pensions* | | *ONU* | *Total* | *Caisse  des pensions* | | *ONU* | *Total* |
|  |  |  |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |
| **A. Secrétariat de la Caisse** | | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |
| Postes | | 16 070,9 | 7 258,7 | 23 329,6 | (32,2) | | 40,3 | 8,1 | 1 562,7 | | 609,2 | 2 171,9 | 17 601,4 | | 7 908,2 | 25 509,6 |
| Autres dépenses de personnel | | 5 892,1 | 323,0 | 6 215,1 | (718,6) | | 213,4 | (505,2) | 351,9 | | (351,9) | – | 5 525,4 | | 184,5 | 5 709,9 |
| Frais de représentation | | 2,9 | – | 2,9 | 2,9 | | – | 2,9 | – | | – | – | 5,8 | | – | 5,8 |
| Consultants | | 134,1 | – | 134,1 | 11,1 | | – | 11,1 | – | | – | – | 145,2 | | – | 145,2 |
| Voyages du personnel | | 514,7 | – | 514,7 | 205,2 | | – | 205,2 | – | | – | – | 719,9 | | – | 719,9 |
| Services contractuels | | 9 225,5 | 1 056,0 | 10 281,5 | 556,5 | | (79,5) | 477,0 | 634,7 | | – | 634,7 | 10 416,7 | | 976,5 | 11 393,2 |
| Frais généraux de fonctionnement | | 6 716,0 | 1 913,1 | 8 629,1 | (3 342,0) | | (1 498,9) | (4 840,9) | (1 056,9) | | (159,1) | (1 216,0) | 2 317,1 | | 255,1 | 2 572,2 |
| Fournitures et accessoires | | 69,0 | 34,6 | 103,6 | 41,5 | | 20,7 | 62,2 | (19,5) | | (9,8) | (29,3) | 91,0 | | 45,5 | 136,5 |
| Mobilier et matériel | | 689,8 | 320,0 | 1 009,8 | 648,1 | | 312,7 | 960,8 | (588,7) | | (333,3) | (922,0) | 749,2 | | 299,4 | 1 048,6 |
| **Total partiel** | | **39 315,0** | **10 905,4** | **50 220,4** | **(2 627,5)** | | **(991,3)** | **(3 618,8)** | **884,2** | | **(244,9)** | **639,3** | **37 571,7** | | **9 669,2** | **47 240,9** |

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Tableau B (*suite*)

V. État comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs sur une base comparable ; dépenses d’administration pour l’année terminée le 31 décembre 2019 (*suite*)

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | | *Montant initial des crédits ouverts pour 2019* | | |  | *Montant reporté (solde de 2018)* | | |  | *Montant révisé des crédits ouverts* | | |  | *Budget définitif pour 2019* | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | *Caisse  des pensions* | *ONU* | *Total* | *Caisse  des pensions* | | *ONU* | *Total* | *Caisse  des pensions* | | *ONU* | *Total* | *Caisse  des pensions* | | *ONU* | *Total* |
|  |  |  |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |
| **B. Bureau de la gestion des investissements** | | | |  |  | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |
| Postes | | 12 689,8 | – | 12 689,8 | (264,3) | | – | (264,3) | 692,1 | | – | 692,1 | 13 117,6 | | – | 13 117,6 |
| Autres dépenses de personnel | | 1 765,6 | – | 1 765,6 | 666,8 | | – | 666,8 | 608,0 | | – | 608,0 | 3 040,4 | | – | 3 040,4 |
| Frais de représentation | | 13,5 | – | 13,5 | 7,7 | | – | 7,7 | – | | – | – | 21,2 | | – | 21,2 |
| Consultants | | 504,5 | – | 504,5 | 241,2 | | – | 241,2 | (207,5) | | – | (207,5) | 538,2 | | – | 538,2 |
| Voyages des représentants*a* | | 355,9 | – | 355,9 | 136,9 | | – | 136,9 | (98,2) | | – | (98,2) | 394,6 | | – | 394,6 |
| Voyages du personnel | | 707,2 | – | 707,2 | 290,9 | | – | 290,9 | – | | – | – | 998,1 | | – | 998,1 |
| Services contractuels | | 22 884,5 | – | 22 884,5 | 6 237,8 | | – | 6 237,8 | (6 460,9) | | – | (6 460,9) | 22 661,4 | | – | 22 661,4 |
| Frais généraux de fonctionnement | | 4 193,8 | – | 4 193,8 | (300,6) | | – | (300,6) | (2 073,3) | | – | (2 073,3) | 1 819,9 | | – | 1 819,9 |
| Fournitures et accessoires | | 31,3 | – | 31,3 | (1,9) | | – | (1,9) | 0,5 | | – | 0,5 | 29,9 | | – | 29,9 |
| Mobilier et matériel | | 556,3 | – | 556,3 | 579,0 | | – | 579,0 | (600,0) | | – | (600,0) | 535,3 | | – | 535,3 |
| **Total partiel** | | **43 702,4** | **–** | **43 702,4** | **7 593,5** | | **–** | **7 593,5** | **(8 139,3)** | | **–** | **(8 139,3)** | **43 156,6** | | **–** | **43 156,6** |
| **C. Audit** | |  |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |
| Audit externe | | 327,6 | 65,5 | 393,1 | 0,1 | | 0,1 | 0,2 | – | | – | – | 327,7 | | 65,6 | 393,3 |
| Audit interne | | 887,3 | 177,5 | 1 064,8 | (120,9) | | (24,2) | (145,1) | 358,9 | | 71,8 | 430,7 | 1 125,3 | | 225,1 | 1 350,4 |
| **Total partiel** | | **1 214,9** | **243,0** | **1 457,9** | **(120,8)** | | **(24,1)** | **(144,9)** | **358,9** | | **71,8** | **430,7** | **1 453,0** | | **290,7** | **1 743,7** |
| **D. Comité mixte** | | 512,2 | – | 512,2 | 43,6 | | – | 43,6 | 326,3 | | – | 326,3 | 882,1 | | – | 882,1 |
| **Total des dépenses d’administration** | | **84 744,5** | **11 148,4** | **95 892,9** | **4 888,8** | | **(1 015,4)** | **3 873,4** | **(6 569,9)** | | **(173,1)** | **(6 743,0)** | **83 063,4** | | **9 959,9** | **93 023,3** |

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Tableau B (*suite*)

V. État comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs sur une base comparable ;   
dépenses d’administration pour l’année terminée le 31 décembre 2019 (*suite*)

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | | *Budget définitif pour 2019* | | |  | *Montants effectifs calculés sur une base comparable* | | |  | *Différence* | | |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | *Caisse  des pensions* | *ONU* | *Total* | *Caisse  des pensions* | | *ONU* | *Total* | *Caisse  des pensions* | | *ONU* | *Total* | *Pourcentage* |
|  |  |  |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  |
| **A. Secrétariat de la Caisse** | | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  |
| Postes | | 17 601,4 | 7 908,2 | 25 509,6 | 17 631,1 | | 7 905,0 | 25 536,1 | 29,7 | | (3,2) | 26,5 | 0 |
| Autres dépenses de personnel | | 5 525,4 | 184,5 | 5 709,9 | 4 821,7 | | 112,9 | 4 934,6 | (703,7) | | (71,6) | (775,3) | (14) |
| Frais de représentation | | 5,8 | – | 5,8 | 0,3 | | – | 0,3 | (5,5) | | – | (5,5) | (95) |
| Consultants | | 145,2 | – | 145,2 | 146,1 | | – | 146,1 | 0,9 | | – | 0,9 | 1 |
| Voyages du personnel | | 719,9 | – | 719,9 | 432,5 | | – | 432,5 | (287,4) | | – | (287,4) | (40) |
| Services contractuels*b* | | 10 416,7 | 976,5 | 11 393,2 | 10 226,7 | | 996,6 | 11 223,3 | (190,0) | | 20,1 | (169,9) | (1) |
| Frais généraux de fonctionnement | | 2 317,1 | 255,1 | 2 572,2 | 2 608,6 | | 316,4 | 2 925,0 | 291,5 | | 61,3 | 352,8 | 14 |
| Fournitures et accessoires | | 91,0 | 45,5 | 136,5 | 46,8 | | 11,8 | 58,6 | (44,2) | | (33,7) | (77,9) | (57) |
| Mobilier et matériel | | 749,2 | 299,4 | 1 048,6 | 905,5 | | 236,6 | 1 142,1 | 156,3 | | (62,8) | 93,5 | 9 |
| **Total partiel** | | **37 571,7** | **9 669,2** | **47 240,9** | **36 819,3** | | **9 579,3** | **46 398,6** | **(752,4)** | | **(89,9)** | **(842,3)** | **(2)** |
| **B. Bureau de la gestion des investissements** | | | |  |  | |  |  |  | |  |  |  |
| Postes | | 13 117,6 | – | 13 117,6 | 13 729,6 | | – | 13 729,6 | 612,0 | | – | 612,0 | 5 |
| Autres dépenses de personnel | | 3 040,4 | – | 3 040,4 | 2 261,8 | | – | 2 261,8 | (778,6) | | – | (778,6) | (26) |
| Frais de représentation | | 21,2 | – | 21,2 | 3,0 | | – | 3,0 | (18,2) | | – | (18,2) | (86) |
| Consultants | | 538,2 | – | 538,2 | 171,5 | | – | 171,5 | (366,7) | | – | (366,7) | (68) |
| Voyages des représentants*a* | | 394,6 | – | 394,6 | 49,5 | | – | 49,5 | (345,1) | | – | (345,1) | (87) |
| Voyages du personnel | | 998,1 | – | 998,1 | 610,8 | | – | 610,8 | (387,3) | | – | (387,3) | (39) |
| Services contractuels | | 22 661,4 | – | 22 661,4 | 15 207,7 | | – | 15 207,7 | (7 453,7) | | – | (7 453,7) | (33) |
| Frais généraux de fonctionnement | | 1 819,9 | – | 1 819,9 | 502,4 | | – | 502,4 | (1 317,5) | | – | (1 317,5) | (72) |
| Fournitures et accessoires | | 29,9 | – | 29,9 | 13,4 | | – | 13,4 | (16,5) | | – | (16,5) | (55) |
| Mobilier et matériel | | 535,3 | – | 535,3 | 359,7 | | – | 359,7 | (175,6) | | – | (175,6) | (33) |
| **Total partiel** | | **43 156,6** | **–** | **43 156,6** | **32 909,4** | | **–** | **32 909,4** | **(10 247,2)** | | **–** | **(10 247,2)** | **(24)** |

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Tableau B (*suite et fin*)

V. État comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs sur une base comparable ;   
dépenses d’administration pour l’année terminée le 31 décembre 2019 (*suite et fin*)

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | | *Budget définitif pour 2019* | | |  | *Montants effectifs calculés sur une base comparable* | | |  | *Différence* | | |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | *Caisse  des pensions* | *ONU* | *Total* | *Caisse  des pensions* | | *ONU* | *Total* | *Caisse  des pensions* | | *ONU* | *Total* | *Pourcentage* |
|  |  |  |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  |
| **C. Audit** | | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  |
| Audit externe | | 327,7 | 65,6 | 393,3 | 327,7 | | 65,5 | 393,2 | – | | (0,1) | (0,1) | (0) |
| Audit interne | | 1 125,3 | 225,1 | 1 350,4 | 1 030,9 | | 206,1 | 1 237,0 | (94,4) | | (19,0) | (113,4) | (8) |
| **Total partiel** | | **1 453,0** | **290,7** | **1 743,7** | **1 358,6** | | **271,6** | **1 630,2** | **(94,4)** | | **(19,1)** | **(113,5)** | **(7)** |
| **D. Comité mixte** | | 882,1 | – | 882,1 | 676,1 | | – | 676,1 | (206,0) | | – | (206,0) | (23) |
| **Total des dépenses d’administration** | | **83 063,4** | **9 959,9** | **93 023,3** | **71 763,4** | | **9 850,9** | **81 614,3** | **(11 300,0)** | | **(109,0)** | **(11 409,0)** | **(12)** |

Le tableau B présente les montants inscrits au budget et les montants effectifs sur une base comparable, la méthode comptable retenue étant celle qui est appliquée au budget. Le budget de la Caisse est établi selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée et les montants effectifs ont été calculés de la même façon pour les rendre comparables. Le total des montants effectifs établis sur une base comparable ne correspond pas aux dépenses d’administration indiquées dans l’état des variations de l’actif net, car celui-ci est établi selon la méthode de la comptabilité d’exercice. Les pourcentages sont arrondis au chiffre entier le plus proche ; 0 indique une valeur comprise entre zéro et 1, mais qui n’est pas égale à zéro, tandis que (0) indique une valeur comprise entre -1 et zéro, mais qui n’est pas égale à zéro. On trouvera une explication des différences dans la note 21.2.

*a* N’inclut que les voyages des membres du Comité des placements.

*b* Les montants effectifs englobent les dépenses afférentes au Centre international de calcul des Nations Unies (6,5 millions de dollars).

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Notes relatives aux états financiers

Note 1

Description du régime des pensions

1. On trouvera ci-après une brève description de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, dont les Statuts et le Règlement administratif peuvent être consultés sur son site Web ([www.unjspf.org/fr/](http://www.unjspf.org/fr/)).

1.1 Généralités

1. La Caisse a été créée par l’Assemblée générale en 1949 pour assurer des prestations de retraite, de décès et d’invalidité et des prestations connexes au personnel de l’Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales qui y sont affiliées. Il s’agit d’un fonds de pension multiemployeur à prestations définies. Au 31 décembre 2019, 24 organisations y étaient affiliées, Toutes les organisations affiliées ainsi que leurs employés versent à la Caisse des cotisations dont le montant est déterminé en fonction de la rémunération considérée aux fins de la pension. Le taux de cotisation est fixé à 7,9 % pour les participants et à 15,8 % pour les employeurs (voir la note 3.5).
2. L’organe directeur de la Caisse est le Comité mixte, qui se compose : a) de 12 membres désignés par le Comité des pensions du personnel de l’Organisation des Nations Unies – 4 sont élus par l’Assemblée générale, 4 sont nommés par le Secrétaire général et 4 sont élus par les participants fonctionnaires de l’ONU ; b) de 21 membres désignés par les comités des pensions du personnel des autres organisations affiliées, conformément au Règlement intérieur de la Caisse – 7 sont choisis par les organes qui, dans les organisations affiliées, correspondent à l’Assemblée générale ; 7 sont désignés par le plus haut fonctionnaire de chacune des organisations affiliées ; 7 sont choisis par les participants fonctionnaires de ces organisations.

1.2 Administration de la Caisse

1. Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, organe subsidiaire de l’Assemblée générale, est chargé de la supervision générale de l’administration de la Caisse et du respect de ses statuts et de son règlement. Le Comité mixte nomme un(e) secrétaire indépendant(e), qui est responsable d’une gamme complète de services de secrétariat et de gestion de conférences. Le (la) Secrétaire du Comité mixte n’a pas de responsabilités dans les domaines de la gestion, de l’administration et des investissements de la Caisse. Le (la) Secrétaire rend compte directement au Comité mixte.
2. L’Administrateur(trice) des pensions est nommé(e) par le Secrétaire général sur recommandation du Comité mixte.
3. L’Administrateur(trice), agissant sous l’autorité du Comité mixte, assure au nom de celui-ci la supervision de l’ensemble de la Caisse sur le plan administratif. À ce titre, il (elle) est responsable de la planification stratégique et de la direction opérationnelle, de la fixation de la politique, de l’administration des opérations de la Caisse et de la certification des paiements des prestations, de la gestion des risques, du respect de la réglementation, de l’encadrement général du personnel et de la communication avec les parties prenantes. Le personnel du secrétariat de la Caisse, sous l’autorité de l’Administrateur(trice), fournit des services de soutien technique, prépare la documentation de base et offre des orientations et des conseils au Comité mixte et à ses organes subsidiaires, y compris le Comité permanent et le Comité d’actuaires. L’Administrateur(trice) assure les fonctions de Secrétaire du Comité des pensions du personnel de l’Organisation des Nations Unies. L’Administrateur(trice) participe aux réunions de la Cinquième Commission de l’Assemblée générale, du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, de la Commission de la fonction publique internationale et de tout autre organe pertinent. Conformément à l’alinéa b) de l’article 7 des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, en l’absence de l’Administrateur(trice), c’est l’Administrateur(trice) adjoint(e) qui assume ces fonctions.
4. Jusqu’au 31 décembre 2019, l’Administrateur(trice)/Secrétaire du Comité mixte exerçait l’ensemble des fonctions qui sont désormais attribuées séparément au (à la) Secrétaire du Comité mixte des pensions et à l’Administrateur(trice) des pensions.
5. Le Secrétaire général de l’ONU prend les décisions relatives au placement des avoirs de la Caisse, après avoir consulté le Comité des placements et à la lumière des éventuelles observations et propositions du Comité mixte concernant la politique d’investissement. Il délègue la responsabilité fiduciaire à son (sa) représentant(e) pour les investissements de la Caisse. Le (la) Représentant(e) prend les dispositions voulues pour assurer la tenue de comptes détaillés de tous les placements et autres opérations concernant la Caisse ; ces comptes et opérations peuvent être examinés par le Comité mixte.
6. Un ensemble de fonctions administratives destinées à appuyer le secrétariat de la Caisse et le Bureau de la gestion des investissements est assuré par le Service administratif, qui relève directement de l’Administrateur(trice). En 2019, le Directeur financier a supervisé à titre temporaire les activités du Service administratif.
7. Le Directeur financier ou la Directrice financière rend compte à l’Administrateur(trice) et au (à la) Représentant(e) du Secrétaire général de ce qui relève de leurs compétences respectives. Il ou elle est chargé(e) de formuler les politiques financières de la Caisse, d’examiner ses opérations budgétaires, financières et comptables et de veiller à ce que les dispositifs de contrôle financier voulus soient en place pour protéger les avoirs de la Caisse et garantir la qualité et la fiabilité de l’information financière. Il ou elle est également chargé(e) de définir les modalités de la collecte des données financières et comptables qui sont présentes dans les différents systèmes d’information et dans les différents services de la Caisse et sont nécessaires à l’établissement des états financiers, et peut librement consulter ces systèmes et données. Il ou elle veille à ce que les états financiers soient conformes aux Statuts et aux Règlements de la Caisse, aux normes comptables adoptées par celle-ci, ainsi qu’aux décisions du Comité mixte et de l’Assemblée générale, et certifie les états financiers.

1.3 Participation à la Caisse

1. Tout(e) fonctionnaire employé(e) par une des 24 organisations affiliées acquiert la qualité de participant(e) à la Caisse à compter de la date de son entrée en fonctions s’il ou elle est nommé(e) pour six mois ou plus, ou à compter de la date à laquelle il ou elle a accompli une période de service de six mois qui n’a pas été interrompue pendant plus de 30 jours. Au 31 décembre 2019, la Caisse comptait des cotisants actifs (participants) des organisations et organismes affiliés, notamment le Secrétariat de l’ONU, le Fonds des Nations Unies pour l’enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, ainsi que de diverses institutions spécialisées comme l’Organisation mondiale de la Santé, l’Organisation internationale du Travail, l’Agence internationale de l’énergie atomique, l’Organisation de l’aviation civile internationale et l’Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture (on trouvera la liste complète des organisations affiliées dans l’annexe des présentes notes). Actuellement, elle sert des prestations périodiques à des bénéficiaires répartis dans quelque 190 pays (on trouvera de plus amples informations dans l’annexe des présentes notes). Elle verse chaque année, dans 15 monnaies différentes, des pensions qui se montent au total à environ 2,7 milliards de dollars.

1.4 Fonctionnement de la Caisse

1. Les dossiers des participants et des bénéficiaires sont gérés par les Opérations du secrétariat de la Caisse, à New York et à Genève. Toute la comptabilité des opérations est assurée à New York, de façon centralisée, par les services financiers du secrétariat de la Caisse. Ceux-ci gèrent également la réception des cotisations mensuelles des organisations affiliées et le financement des prestations mensuelles.
2. Le (la) Représentant(e) du Secrétaire général est assisté(e) par le personnel du Bureau de la gestion des investissements, qui s’emploie activement à effectuer des investissements et à rapprocher et comptabiliser les opérations correspondantes.

1.5 Évaluation actuarielle de la Caisse

1. L’article 12 des Statuts de la Caisse dispose que le Comité mixte fait procéder à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. La Caisse procède à une évaluation actuarielle tous les deux ans et compte maintenir cette pratique. L’article 12 dispose également que le rapport de l’actuaire doit indiquer les hypothèses sur lesquelles les calculs sont fondés, décrire la méthode d’évaluation employée, exposer les résultats et recommander, s’il y a lieu, les mesures qu’il convient de prendre. On trouvera à la note 18 le récapitulatif de la situation actuarielle de la Caisse au 31 décembre 2019.

1.6 Pension de retraite

1. Une pension de retraite est payable pour le restant de ses jours à tout(e) participant(e) justifiant d’une période d’affiliation de cinq ans à sa cessation de service ou après l’âge normal de la retraite. On entend par « âge normal de la retraite » l’âge de 60 ans pour un(e) participant(e) ayant commencé sa période de service avant le 1er janvier 1990, l’âge de 62 ans pour un participant(e) admis(e) ou réadmis(e) à la Caisse le 1er janvier 1990 ou après cette date et l’âge de 65 ans pour un(e) participant(e) admis(e) ou réadmis(e) depuis le 1er janvier 2014.
2. Le montant annuel normal de la pension de retraite d’un(e) participant(e) admis(e) à la Caisse le 1er janvier 1983 ou après cette date est constitué par la somme des éléments suivants :

a) 1,5 % de la rémunération moyenne finale multiplié par les cinq premières années d’affiliation ;

b) 1,75 % de la rémunération moyenne finale multiplié par les cinq années d’affiliation suivantes ;

c) 2 % de la rémunération moyenne finale multipliés par les 25 années d’affiliation suivantes

d) 1 % de la rémunération moyenne finale par année d’affiliation en sus de 35 ans accomplie à compter du 1er juillet 1995, à concurrence d’un taux d’accumulation total de 70 %.

1. Le montant annuel normal de la pension de retraite d’un(e) participant(e) admis(e) à la Caisse avant le 1er janvier 1983 est égal à 2 % de la rémunération moyenne finale multipliés par le nombre d’années d’affiliation à concurrence de 30 ans, et à 1 % de la rémunération moyenne finale multiplié par le nombre des années d’affiliation en sus, à concurrence de 10 ans.
2. Sous réserve des dispositions des Statuts et Règlements de la Caisse, le montant maximal de la pension ne peut dépasser 60 % du montant de la rémunération considérée aux fins de la pension à la date de la cessation de service, ou le montant maximal de la pension payable à un(e) participant(e) de la classe D-2 (se trouvant depuis cinq ans à l’échelon le plus élevé de cette classe) cessant ses fonctions à la même date, le plus élevé de ces deux montants étant retenu.
3. Le montant annuel minimal de la pension de retraite est obtenu en multipliant le nombre d’années d’affiliation à la Caisse, à concurrence de 10 ans, par 1 141,84 dollars (à compter du 1er avril 2020, sous réserve d’ajustements ultérieurs opérés conformément au système d’ajustement des pensions pour tenir compte de l’évolution de l’indice des prix à la consommation (IPC) des États-Unis d’Amérique) ou par le trentième de la rémunération moyenne finale, le plus faible des deux montants étant retenu.
4. Le montant annuel de la pension ne peut cependant être inférieur, lorsque le (la) participant(e) ne bénéficie d’aucune autre prestation, au plus faible des deux montants suivants : 1 816,32 dollars (à compter du 1er avril 2020, sous réserve d’ajustements ultérieurs opérés conformément au système d’ajustement des pensions pour tenir compte de l’évolution de l’IPC des États-Unis) ou la rémunération moyenne finale du (de la) participant(e).
5. La « rémunération moyenne finale » s’entend de la rémunération annuelle moyenne considérée aux fins de la pension pendant les 36 mois civils complets durant lesquels elle a été la plus élevée au cours des cinq dernières années de la période d’affiliation.
6. À moins qu’il ou elle n’ait droit à une pension minimale et ne choisisse de se prévaloir de ce droit, un(e) participant(e) peut choisir de recevoir : a) si le montant annuel de la pension est égal ou supérieur à 300 dollars, une somme en capital n’excédant pas le plus grand des deux montants suivants : le tiers de l’équivalent actuariel de la pension (à concurrence du montant maximal de la pension payable à un(e) participant(e) qui partirait à la retraite à l’âge normal à la même date et dont la rémunération moyenne finale équivaudrait à la rémunération considérée aux fins de la pension à cette même date pour l’échelon le plus élevé de la classe P-5) ou le montant total des cotisations du (de la) participant(e) à la date de son départ à la retraite, sa pension de retraite étant alors réduite en conséquence ; b) si le montant de la pension est inférieur à 1 000 dollars par an, une somme en capital représentant l’équivalent actuariel de la totalité de la pension de retraite, y compris la pension qui serait payable au (à la) conjoint(e) à son décès, si le (la) participant(e) en décide ainsi.

Départ à la retraite anticipé

1. Une pension de retraite anticipée est payable à tout(e) participant(e) qui, à sa cessation de service, est âgé(e) de 55 ans au moins (58 ans pour les participants admis le 1er janvier 2014 ou après cette date) mais n’est pas encore parvenu(e) à l’âge normal de la retraite, et qui compte au moins cinq années d’affiliation.
2. Le montant de la pension de retraite anticipée payable à un(e) participant(e) admis(e) avant le 1er janvier 2014 équivaut à une pension de retraite du montant annuel normal, réduite de 6 % pour chaque année qui, à la cessation de service, manque au (à la) participant(e) pour atteindre l’âge normal de la retraite, sauf dans les cas suivants : a) si l’intéressé(e) compte au moins 25 années mais moins de 30 années d’affiliation, le taux de réduction est alors de 2 % par an pour la période d’affiliation antérieure au 1er janvier 1985 et de 3 % par an pour la période d’affiliation commençant à cette date ; b) si l’intéressé(e) compte 30 années d’affiliation ou plus, le taux de réduction est dans ce cas de 1 % par an, étant entendu, toutefois, que les taux de réduction indiqués aux points a) et b) ne s’appliquent que durant cinq ans au plus. La méthode de calcul de la pension de retraite anticipée payable aux participants admis le 1er janvier 2014 ou après cette date est précisée à l’article 29 des Statuts et du Règlement administratif de la Caisse.
3. Les participants peuvent choisir de recevoir une somme en capital aux mêmes conditions que pour une pension de retraite normale.

Participants cessant leurs fonctions avant de pouvoir prétendre à une retraite anticipée

1. Une pension de retraite différée est payable à tout(e) participant(e) qui, au moment de la cessation de service, n’est pas encore parvenu(e) à l’âge normal de la retraite et compte au moins cinq années d’affiliation. Son montant correspond au montant annuel normal d’une pension de retraite et commence à être versé lorsque l’intéressé(e) atteint l’âge normal de la retraite. Le (la) participant(e) peut à tout moment demander à recevoir la pension dès lors qu’il ou elle peut prétendre à une pension de retraite anticipée, les conditions y relatives s’appliquant de la même manière.
2. Un versement de départ au titre de la liquidation des droits peut être accordé à tout(e) participant(e) n’ayant pas atteint l’âge normal de la retraite à la date de la cessation de service, ou qui, à cette date, a atteint ou dépassé l’âge normal de la retraite mais ne peut prétendre à une pension de retraite. Le montant de ce versement est égal au montant de ses cotisations, majoré de 10 % pour chaque année de service en sus de cinq ans, jusqu’à concurrence d’un maximum de 100 %.

1.7 Pension d’invalidité

1. Tout(e) participant(e) qui est dans l’incapacité de remplir ses fonctions pendant une période qui semble devoir durer, voire définitivement, a droit à une pension d’invalidité.
2. Pour les participants qui ont atteint ou dépassé l’âge normal de la retraite, le montant de la pension correspond au montant annuel normal ou au montant annuel minimal d’une pension de retraite, selon le cas. Pour ceux qui n’ont pas atteint l’âge normal de la retraite, le montant de la pension est égal à celui auquel ils auraient eu droit s’ils étaient restés en service jusqu’à l’âge normal de la retraite et si leur rémunération moyenne finale était demeurée inchangée.
3. Le montant annuel de la pension ne peut cependant être inférieur, lorsque le (la) participant(e) ne bénéficie d’aucune autre prestation, au plus faible des deux montants suivants : 3 024,24 dollars (à compter du 1er avril 2020, sous réserve d’ajustements ultérieurs opérés conformément au système d’ajustement des pensions pour tenir compte de l’évolution de l’IPC des États-Unis) ou la rémunération moyenne finale du (de la) participant(e).

1.8 Pension de réversion

1. Une pension est payable au (à la) conjoint(e) survivant(e) d’un(e) participant(e) qui avait droit à une pension de retraite, à une pension de retraite anticipée, à une pension de retraite différée ou à une pension d’invalidité au moment de son décès, ou qui est décédé(e) en cours d’emploi, si les intéressé(e)s étaient marié(e)s au moment de la cessation de service et l’étaient encore au moment du décès. Le droit à la pension de réversion des conjoints divorcés survivants est soumis à certaines conditions. Le montant de la pension de réversion est généralement égal à la moitié de celui de la pension de retraite ou d’invalidité du (de la) participant(e) et ne peut être inférieur à certains seuils.

1.9 Pension d’enfant

1. Une pension d’enfant est due à chaque enfant âgé de moins de 21 ans d’un(e) participant(e) ayant droit à une pension de retraite, à une pension de retraite anticipée ou à une pension d’invalidité, ou qui décède en cours d’emploi, tant que l’enfant a moins de 21 ans. La prestation peut aussi être payable dans certaines circonstances à un enfant de plus de 21 ans, par exemple lorsqu’il est établi que celui-ci est dans l’incapacité d’occuper un emploi rémunéré lui permettant de subvenir à ses besoins. Le montant de la pension d’enfant est généralement égal au tiers de celui de la pension de retraite ou d’invalidité à laquelle le ou la participant(e) a droit ou à laquelle il ou elle aurait eu droit dans le cas où il ou elle est décédé(e) en cours d’emploi, étant entendu toutefois que ce montant ne peut être inférieur à certains seuils ni supérieur à un plafond donné. De plus, la somme des pensions payables à plusieurs enfants d’un(e) même participant(e) ne peut dépasser un montant donné.

1.10 Prestations diverses

1. Il existe d’autres prestations, telles que la pension de personne indirectement à charge et le versement résiduel. On trouvera une description de ces prestations dans les Statuts et le Règlement administratif de la Caisse.

1.11 Système d’ajustement des pensions

1. Les dispositions du système d’ajustement des pensions de la Caisse prévoient des ajustements périodiques des pensions destinés à tenir compte du coût de la vie. En outre, pour les participants qui prennent leur retraite dans un pays dont la monnaie n’est pas le dollar des États-Unis, le système actuel vise à garantir, sous réserve de dispositions fixant des seuils et plafonds, que le montant d’une prestation périodique payable par la Caisse ne soit jamais inférieur à sa valeur « réelle » en dollars des États-Unis, déterminée conformément aux Statuts, aux Règlements et au système d’ajustement des pensions de la Caisse, et confère aux bénéficiaires le même pouvoir d’achat que le montant de la pension initialement exprimé dans la monnaie de leur pays de résidence. Pour ce faire, il est établi un montant de base en dollars et un montant de base en monnaie locale (système de la double filière).
2. La valeur « réelle » d’une somme exprimée en dollars des États-Unis est maintenue par l’application au montant de base d’ajustements destinés à tenir compte de l’évolution de l’IPC des États-Unis. Le pouvoir d’achat d’une prestation, une fois son montant établi en monnaie locale, est préservé par l’application d’ajustements en fonction de l’évolution de l’IPC du pays de résidence du (de la) bénéficiaire.

1.12 Modalités de financement

1. Pour pouvoir être affiliés à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, les participants sont tenus de lui verser une cotisation représentant 7,9 % de leur rémunération considérée aux fins de la pension. Les sommes versées rapportent des intérêts à un taux de 3,25 % par an conformément à l’article 11 c) des Statuts de la Caisse. Les cotisations des participants se sont élevées à 890,4 millions de dollars pour l’année terminée le 31 décembre 2019 et à 820,2 millions pour l’année terminée le 31 décembre 2018, intérêts non compris.
2. Les modalités de financement consistent pour les organisations affiliées à verser des cotisations mensuelles dont le montant repose sur des estimations, puis à rapprocher ces montants estimatifs des montants effectifs en fin d’année. Les cotisations des organisations affiliées sont également exprimées en pourcentage de la rémunération considérée aux fins de la pension des participants telle que définie à l’article 51 des Statuts de la Caisse. Conformément à l’article 25 du règlement, le taux de cotisation des organisations membres est actuellement de 15,8 % ; ces contributions versées à la Caisse se sont montées à 1 771,3 millions de dollars en 2019 et à 1 630,8 millions de dollars en 2018. Avec les cotisations des participants et le rendement escompté des investissements, on estime que la Caisse sera en mesure de servir toutes les prestations dues aux fonctionnaires à leur départ à la retraite.
3. Les avoirs de la Caisse proviennent :

a) Des cotisations des participants ;

b) Des cotisations des organisations affiliées ;

c) Du produit des investissements de la Caisse ;

d) Des versements effectués en vertu de l’article 26 des Statuts, s’il y a lieu, pour couvrir les déficits ;

e) Des recettes provenant de toute autre source.

1.13 Cessation de l’affiliation

1. Il peut être mis fin à l’affiliation d’une organisation par décision de l’Assemblée générale, prise sur recommandation en ce sens du Comité mixte, soit à la suite d’une demande de cessation d’affiliation présentée par l’organisation elle-même, soit en raison d’un manquement persistant de la part de l’organisation considérée à s’acquitter des obligations qui lui incombent aux termes des Statuts.
2. Si une organisation cesse d’être affiliée à la Caisse, une part proportionnelle des avoirs de la Caisse à la date où l’affiliation prend fin lui est versée au bénéfice exclusif de ses fonctionnaires qui étaient participants à la Caisse à cette date, selon des modalités arrêtées d’un commun accord par l’organisation et le Comité mixte.
3. Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le Comité mixte après une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse.
4. Si l’on constate, à la suite d’une évaluation actuarielle, que les avoirs de la Caisse risquent d’être insuffisants pour lui permettre de faire face aux obligations découlant de ses Statuts, chaque organisation affiliée verse à la Caisse un certain montant pour combler le déficit.
5. Le montant versé par chaque organisation est calculé au prorata des cotisations qu’elle a versées au titre de l’article 25 au cours des trois années précédant l’évaluation actuarielle.
6. Le montant dû par une organisation admise à la Caisse moins de trois ans avant la date de l’évaluation est déterminé par le Comité mixte.

1.14 Changements intervenus dans les modalités de financement et d’affiliation durant la période considérée

1. Aucun changement n’est intervenu dans les modalités de financement et d’affiliation durant la période considérée.

Note 2

Généralités

2.1 Base de présentation des états financiers

1. Conformément aux Statuts de la Caisse adoptés par l’Assemblée générale et au Règlement administratif de la Caisse, y compris les règles de gestion financière, établi par le Comité mixte et communiqué à l’Assemblée et aux organisations affiliées, les états financiers ci-joints ont été dressés selon la méthode de la comptabilité d’exercice, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) et à la norme comptable internationale 26, (Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite), des Normes internationales d’information financière. Les états financiers de la Caisse comportent les éléments suivants :

a) un état de l’actif net disponible pour le versement des prestations ;

b) un état des variations de l’actif net disponible pour le versement des prestations ;

c) un état des flux de trésorerie ;

d) un état comparatif des montants inscrits au budget au titre des dépenses d’administration et des montants effectifs ;

e) une note présentant la valeur actuarielle des droits accumulés à prestations (prestations promises) et distinguant les prestations acquises des prestations non acquises ;

f) des notes relatives aux états financiers, comprenant un récapitulatif des principales conventions comptables et d’autres notes explicatives.

1. La Caisse a adopté les normes IPSAS au 1er janvier 2012. Elle a aussi, en même temps, adopté la norme IAS 26 qui, outre qu’elle définit des orientations comptables, comprend des directives pour la présentation des états financiers, indiquant que les régimes de retraite doivent présenter un état de l’actif net disponible pour le versement des prestations et un état des variations de l’actif net disponible pour le versement des prestations. La Caisse présente ses états financiers en se conformant à ces directives, qu’elle a intégrées dans ses propres politiques financières. Depuis 2016, la Caisse présente aussi, de sa propre initiative ou sur demande du Comité des commissaires aux comptes, des tableaux comparatifs des flux de trésorerie, conformément à la norme IPSAS 2 (Tableaux des flux de trésorerie). Des informations supplémentaires sont présentées lorsque les normes IPSAS l’exigent ; par exemple, comme l’impose la norme IPSAS 24 (Présentation de l’information budgétaire dans les états financiers), la Caisse présente dans ses états financiers un état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs calculés sur une base comparable, ainsi qu’un rapprochement des montants effectifs calculés sur une base comparable (voir la note 21). Par ailleurs, bien que la norme IPSAS 24 précise que les montants effectifs calculés sur une base comparable devraient être rapprochés des flux de trésorerie provenant du fonctionnement et des activités d’investissement et de financement, tels que présentés dans l’état correspondant, la direction a décidé de rapprocher ces montants des dépenses d’administration comptabilisées dans l’état des variations de l’actif net. En effet, le budget de la Caisse se limite aux dépenses d’administration engagées durant un exercice biennal.
2. Les états financiers sont établis annuellement et toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars des États-Unis, sauf mention contraire.

2.2 Principales normes, interprétations et modifications adoptées pendant l’année

1. En janvier 2017, le Conseil des normes IPSAS a publié la norme IPSAS 40, qui porte sur la comptabilisation des regroupements d’entités et d’opérations et classe les regroupements d’entités du secteur public soit comme des fusions soit comme des acquisitions. Les fusions sont comptabilisées selon la méthode de la mise en commun d’intérêts modifiée, c’est-à-dire qu’elles sont constatées à la date à laquelle elles ont eu lieu à la valeur comptable de l’actif et du passif. Les acquisitions sont comptabilisées selon la méthode de l’acquisition, c’est-à-dire à la date à laquelle elles ont eu lieu. L’acquéreur comptabilise les actifs acquis et les passifs repris à leur juste valeur à cette date, de même que l’écart d’acquisition (ou goodwill). La norme IPSAS 40 est applicable à compter de la période annuelle de présentation de l’information commençant le 1er janvier 2019. La Caisse n’a procédé à aucun regroupement d’entités ou d’opérations en 2019 ; en conséquence, l’adoption de cette norme comptable n’a pas eu d’incidence sur ses états financiers.
2. En août 2018, le Conseil des normes IPSAS a publié la norme IPSAS 41 (Instruments financiers), qui définit de nouvelles règles pour le classement, la comptabilisation et l’évaluation des instruments financiers, en remplacement de celles qui figuraient dans la norme IPSAS 29 (Instruments financiers : comptabilisation et évaluation). Inspirée de la Norme internationale d’information financière 9 (Instruments financiers), formulée par le Conseil des normes comptables internationales, la norme IPSAS 41 apporte un certain nombre de modifications notables : application d’un modèle unique de classification et d’évaluation pour les actifs financiers, qui prend en compte les caractéristiques des flux de trésorerie associés à l’actif ainsi que l’objectif de sa détention ; application d’un modèle prévisionnel unique pour les pertes sur crédit attendues, applicable à tous les instruments financiers soumis à un test de dépréciation ; application d’un modèle de comptabilité de couverture amélioré, qui rend possible la diversification des opérations de couverture. Ce modèle établit un lien étroit entre la stratégie de gestion des risques d’une entité et le traitement comptable des instruments détenus au titre de cette stratégie. La norme IPSAS 41 s’appliquera à compter de la période annuelle de présentation de l’information commençant le 1er janvier 2022, une application anticipée étant autorisée. Il ressort d’une analyse globale initiale que le changement ne devrait pas avoir d’incidence significative sur l’évaluation des instruments financiers, étant donné que les investissements de la Caisse ont été comptabilisés à la juste valeur et que celle-ci ne détenait aucun contrat sur produits dérivés au 31 décembre 2019. La Caisse prévoit d’achever dans le courant de l’année 2020 son évaluation détaillée des spécifications de la norme IPSAS 41 et de l’incidence sur ses états financiers des modifications des exigences en matière d’évaluation et d’information résultant de l’adoption de cette norme.
3. En janvier 2019, le Conseil des IPSAS a publié la norme IPSAS 42 (Prestations sociales), qui fournit des orientations sur la comptabilisation des dépenses liées aux prestations sociales. Les prestations sociales sont définies comme des transferts en espèces versés à certaines personnes ou à certains ménages qui répondent aux critères d’admissibilité, aux fins d’atténuer les risques sociaux et de répondre aux besoins de la société dans son ensemble. Conformément à la norme IPSAS 42, l’entité concernée doit comptabiliser une charge et un passif au titre du prochain versement d’avantages sociaux. Cette norme ne s’applique pas aux transferts en espèces aux particuliers et aux ménages qui ne visent pas à atténuer les risques sociaux, comme par exemple les secours d’urgence. La norme IPSAS 42 s’appliquera à compter de la période annuelle de présentation de l’information commençant le 1er janvier 2022, une application anticipée étant autorisée. Sur la base d’une analyse initiale, la Caisse estime que la mise en application de cette norme comptable ne devrait pas avoir d’incidence sur ses états financiers.
4. Les autres normes comptables publiées par le Conseil des normes IPSAS ou les modifications qu’il a apportées aux normes en vigueur devraient n’avoir aucune incidence ou n’avoir qu’une incidence minimale sur les états financiers de la Caisse.

2.3 Autres renseignements de caractère général

1. La Caisse établit ses propres états financiers à partir de données collectées dans trois grands domaines. Pour les activités opérationnelles (cotisations et paiement des prestations), elle tient ses propres registres dans le Système intégré d’administration des pensions. Pour les investissements, elle reçoit du comptable centralisateur des données mensuelles établies à partir des éléments fournis par le Bureau de la gestion des investissements, les dépositaires mondiaux et les gérants de portefeuille. Pour ses dépenses d’administration, la Caisse utilise les systèmes de l’ONU (Umoja) pour enregistrer et compiler l’information correspondante. Umoja fournit des informations établies selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, qui sont ensuite retraitées par la Caisse pour obtenir des données de comptabilité d’exercice. En vertu d’un accord de partage des coûts, l’ONU rembourse certaines des dépenses d’administration, notamment les frais liés aux tâches administratives du Comité des pensions du personnel de l’ONU dont la Caisse s’acquitte pour le compte de l’Organisation. La Caisse a donc décidé de comptabiliser les sommes reçues à ce titre en déduction de ses dépenses d’administration, avant de les convertir en données de comptabilité d’exercice comme le prévoient les normes IPSAS.

Note 3

Principales méthodes comptables

3.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont comptabilisés en valeur nominale et comprennent les fonds en caisse, les fonds détenus auprès de gérants externes et les titres de dépôts à court terme à forte liquidité détenus auprès d’institutions financières, dont l’échéance est inférieure ou égale à trois mois à compter de la date d’acquisition.

3.2 Investissements

Classification des investissements

1. Tous les investissements de la Caisse sont comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat. Ils sont donc inscrits à leur juste valeur dans l’état de l’actif net disponible pour le versement des prestations, les variations de la juste valeur étant constatées dans l’état des variations de l’actif net disponible pour les prestations. Les achats et ventes de titres sont comptabilisés à la date de l’opération. La désignation et la classification des investissements ont lieu lors de la comptabilisation initiale et sont réévaluées à chaque date de clôture.
2. Tous les coûts de transaction résultant d’un investissement désigné à la juste valeur sont portés en charges et comptabilisés dans l’état des variations de l’actif net.
3. La Caisse classe ses investissements selon les catégories suivantes :

• Actions (y compris les fonds indiciels cotés, les actions ordinaires, les actions privilégiées, les titres composés et les fonds de placement immobilier cotés en bourse) ;

• Titres à revenu fixe (y compris les obligations d’État et d’organismes publics, les obligations de sociétés et les obligations de collectivités locales, ainsi que les titres hypothécaires et les titres adossés à des actifs)

• Titres immobiliers (y compris les investissements dans des fonds dont les actifs sous-jacents sont des titres immobiliers : biens immobiliers, infrastructures, forêts exploitables et biens agricoles) ;

• Investissements alternatifs et divers (y compris les investissements dans des fonds de capital-investissement et des fonds de placement sur les marchés de produits de base).

Estimation de la valeur des instruments financiers

1. La Caisse s’en remet à la méthode clairement définie et décrite que son comptable centralisateur indépendant utilise pour déterminer la juste valeur des instruments financiers, qui est examinée et validée à la date de clôture. La juste valeur est calculée sur la base des cours du marché et, si ceux-ci ne sont pas disponibles, elle est établie à l’aide de techniques d’évaluation.
2. Les investissements dans certains fonds amalgamés, les fonds de capital-investissement et les fonds de placement immobilier n’étant pas cotés sur des marchés actifs, leur juste valeur est difficile à déterminer. Les gérants de portefeuille, quant à eux, comptabilisent généralement ces investissements à la juste valeur. La Caisse détermine donc la juste valeur à partir des données sur la valeur liquidative que les gérants de l’entité détenue communiquent dans les derniers états trimestriels relatifs au compte de capital, données qu’elle ajuste en fonction des flux de trésorerie qui n’ont pas été indiqués par les gérants de l’entité pour le dernier trimestre. Pour les actifs et passifs financiers non comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat, la valeur comptable est utilisée comme approximation.

Intérêts créditeurs et dividendes

1. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés *prorata temporis*. Ils comprennent les intérêts perçus sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que sur les placements à court terme et à revenu fixe.
2. Les dividendes sont comptabilisés à la date ex-dividende, lorsque le droit de recevoir un paiement est établi.

Revenus des titres immobiliers et des investissements alternatifs

1. Les revenus distribués provenant de fonds communs sont constatés comme revenus de l’année au cours de laquelle ils ont été produits.

Produits à recevoir sur la cession de titres et montants à payer découlant d’opérations sur titres

1. Les montants à payer aux courtiers ou à recevoir de ceux-ci représentent des sommes à payer ou à recevoir pour la cession ou l’achat de titres pour lesquels un contrat a été passé mais qui n’ont pas encore été réglés ou livrés à la date de l’état de l’actif net disponible pour le versement des prestations. Ils sont constatés aux montants censés être payés ou reçus pour régler le solde. Les distributions au titre des actifs réels et des investissements alternatifs déclarées mais non reçues avant la fin de l’année sont également comptabilisées dans les produits à recevoir sur la cession de titres dans la mesure où la valeur liquidative la plus récente du fonds qui déclare une distribution tient déjà compte de celle-ci.
2. Une dépréciation des produits à recevoir sur la cession de titres est constituée lorsqu’il existe des indications objectives que la Caisse ne pourra pas collecter tous les montants à recevoir du courtier considéré. De graves difficultés financières du courtier, la probabilité qu’il fasse faillite ou subisse une restructuration financière et le défaut de paiement sont des indications d’une dépréciation des produits à recevoir sur la cession de titres.

3.3 Fiscalité et retenues d’impôt à la source à recouvrer

1. Le portefeuille de la Caisse comprend des investissements directs et indirects. Les investissements indirects se font généralement au moyen d’entités ou instruments tels que les sociétés d’investissements immobiliers cotées, les fonds indiciels cotés, les sociétés à responsabilité limitée ou les certificats de dépôt. La Caisse est exonérée de l’impôt national des États Membres en vertu de l’Article 105 de la Charte des Nations Unies et de l’alinéa a) de la section 7 de l’article II de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.
2. Dans le cas des investissements directs, certains États Membres accordent un dégrèvement fiscal à la source pour les opérations et les revenus que la Caisse tire de ses investissements, tandis que d’autres prélèvent l’impôt à la source et remboursent la Caisse lorsqu’elle en fait la demande. Dans ce cas, les dépositaires demandent, au nom de la Caisse, le remboursement de l’impôt à l’autorité fiscale nationale. Les impôts retenus sur des investissements directs sont initialement comptabilisés comme des créances fiscales à recouvrer dans l’état de l’actif net disponible pour le versement des prestations. Après la comptabilisation initiale, s’il existe une preuve objective que les impôts ne sont pas recouvrables, la valeur comptable de l’actif est réduite au moyen d’un compte de dépréciation. Tout montant jugé non recouvrable est inscrit sous la rubrique Charges fiscales dans l’état des variations de l’actif net disponible pour le versement de prestations. À la fin de l’année, la Caisse évalue ses créances fiscales au montant qu’elle estime recouvrable.
3. Dans le cas des investissements indirects, ce sont généralement les entités intermédiaires qui sont imposables et la Caisse n’est responsable d’aucun impôt. De plus, les impôts prélevés sur un instrument de placement peuvent rarement être imputés à la Caisse, sauf dans le cas des certificats de dépôt. Les impôts imputés à la Caisse pour les investissements indirects sont inscrits sous la rubrique Charges fiscales dans l’état des variations de l’actif net disponible pour le versement de prestations. Par la suite, s’il est tenu pour pratiquement certain que les impôts seront recouvrés, leur montant est alors inscrit sous la rubrique Créances sur des administrations fiscales dans l’état de l’actif net disponible pour le versement des prestations.
4. La Caisse engage également des dépenses au titre de taxes sur la valeur des transactions. Celles-ci comprennent notamment les droits de timbre, la taxe sur les transactions de valeurs mobilières et la taxe sur les mouvements de capitaux à court terme. Les taxes sur les transactions sont inscrites sous la rubrique Autres coûts liés aux transactions dans l’état des variations de l’actif net disponible pour le versement de prestations. Par la suite, s’il est tenu pour pratiquement certain que les impôts seront recouvrés, leur montant est alors inscrit sous la rubrique Créances diverses.

3.4 Principaux éléments de l’information financière reposant sur des estimations comptables

1. La direction formule des estimations et des hypothèses concernant l’avenir. Les estimations comptables qui en résultent seront, par définition, rarement égales aux chiffres effectifs correspondants. Les estimations et hypothèses qui comportent un fort risque d’entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs sont indiquées ci-dessous.

Juste valeur des instruments financiers

1. La Caisse détient des instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés actifs. La juste valeur de ces instruments est calculée au moyen de techniques d’évaluation qui sont validées et périodiquement examinées et modifiées selon qu’il convient. Les modèles d’évaluation sont calibrés a posteriori en fonction des opérations effectives de façon à garantir la fiabilité des résultats. La Caisse s’appuie principalement sur les calibrages effectués par les auditeurs indépendants des sociétés dans lesquelles elle détient une participation.
2. Lorsque la juste valeur est basée sur un cours de marché observable, on utilise le cours coté à la date de clôture. La juste valeur d’un actif déterminée selon l’IPSAS 29 reflète une cession hypothétique de cet actif à la date de clôture. Les variations des cours du marché après cette date ne sont donc pas prises en compte dans l’évaluation de l’actif.
3. La Caisse peut également déterminer la juste valeur des instruments financiers non cotés sur les marchés actifs à l’aide de sources dignes de foi (agences de cotation, par exemple) ou des cours indicatifs des teneurs de marchés obligataires. Les cotations obtenues auprès de ces sources peuvent n’avoir qu’une valeur indicative et ne pas être contraignantes. La Caisse exerce son jugement pour déterminer la quantité et la qualité des sources retenues.
4. En l’absence de données de marché, la Caisse peut évaluer ses actifs à l’aide de ses propres modèles, qui reposent habituellement sur des méthodes et techniques d’évaluation généralement acceptées dans le secteur. Les modèles d’évaluation sont construits, dans la mesure du possible, à partir de données observables. Cependant, dans des domaines comme le risque de crédit (intéressant la Caisse et le contrepartiste), des problèmes de volatilité et de corrélation peuvent contraindre la direction à produire des estimations. Les changements d’hypothèses concernant ces facteurs peuvent influer sur la juste valeur des instruments financiers.
5. La Caisse exerce son jugement pour déterminer ce qui constitue des données « observables ». Elle considère que les données observables sont des données de marché qui sont facilement disponibles, périodiquement communiquées ou mises à jour, fiables et vérifiables, non protégées par des droits exclusifs et fournies par des sources indépendantes qui sont actives sur le marché considéré.
6. La Caisse doit également exercer son jugement lors de l’évaluation des investissements dans des actifs réels et des investissements alternatifs effectués par l’intermédiaire de sociétés à responsabilité limitée, en raison de l’absence de valeurs de marché cotées, de l’illiquididé qui caractérise ces investissements et du fait qu’il s’agit de placements à long terme. L’évaluation de ces investissements est basée sur l’évaluation fournie par les commandités ou les gérants des portefeuilles concernés. La Caisse s’appuie principalement sur les calibrages effectués par les auditeurs indépendants des sociétés dans lesquelles elle détient une participation, et sur le respect par les différents gérants de portefeuille des normes comptables et des procédures d’évaluation généralement reconnues.

Impôts

1. L’interprétation des réglementations fiscales complexes et des modifications de la législation fiscale concernant les retenues à la source donne matière à incertitudes. Compte tenu de la grande diversité des investissements internationaux, les écarts entre les produits effectifs et les hypothèses retenues, ou les hypothèses modifiées par la suite, pourraient nécessiter de nouveaux ajustements de la dépense fiscale déjà comptabilisée au cours de l’année et de toute créance fiscale jugée recouvrable à la fin de l’année.

Dépréciation

1. La Caisse exerce également son jugement lors de l’examen annuel des éventuelles dépréciations.

Provision pour créances non liées aux investissements de la Caisse

1. Afin de donner une image exacte des créances, une provision est créée pour dépréciation des prestations indûment versées qui n’ont pas été recouvrées depuis plus de deux ans à la date de l’état financier.

Hypothèses actuarielles

1. La Caisse utilise des méthodes actuarielles aux fins de la publication des passifs liés aux avantages du personnel. Les hypothèses relatives à l’assurance maladie après la cessation de service et à d’autres avantages du personnel de la Caisse sont présentées dans la note 11. La note 18 contient des informations sur les hypothèses relatives au passif actuariel envers les bénéficiaires de la Caisse.

3.5 Cotisations

1. Les cotisations sont constatées selon la comptabilité d’exercice. Les participants et les organisations affiliées qui les emploient doivent verser à la Caisse respectivement 7,9 % et 15,8 % de la rémunération considérée aux fins de la pension. Chaque mois, la Caisse inscrit des produits à recevoir correspondant aux cotisations attendues, qui sont annulés lorsque les cotisations sont effectivement perçues. Les cotisations doivent être versées par les organisations affiliées le deuxième jour ouvrable du mois suivant celui auquel elles se rapportent. Les recettes provenant des cotisations varient en fonction de l’évolution du nombre des participants, de leur répartition et de la rémunération considérée aux fins de la pension, qui elle-même varie en fonction des hausses du coût de la vie établies par la Commission de la fonction publique internationale et, au plan individuel, des augmentations annuelles d’échelon dont bénéficient tous les participants.

3.6 Prestations

1. Les avantages du personnel, y compris les versements de départ au titre de la liquidation des droits, sont constatés selon la comptabilité d’exercice. En général, le droit à une prestation est frappé de déchéance si, deux ans (dans le cas des versements de départ au titre de la liquidation des droits ou des versements résiduels) ou cinq ans (dans le cas des pensions de retraite, de retraite anticipée, de retraite différée ou d’invalidité) après que le versement de la prestation est devenu exigible, le (la) bénéficiaire n’a toujours pas donné les instructions nécessaires pour que le paiement soit effectué, ou a omis ou refusé de l’accepter. Un montant estimatif est comptabilisé au passif pour les versements de départ au titre de la liquidation des droits dus après moins de cinq ans de participation et pour lesquels le (la) bénéficiaire n’a pas communiqué d’instruction de paiement dans les 36 mois à compter de la date du fait générateur d’obligation. Cette estimation est basée sur la moyenne des frais que de tels cas ont occasionnés sur les cinq dernières années.

3.7 Comptabilisation des opérations et soldes en monnaies autres que le dollar   
des États-Unis

1. La conversion d’une opération conclue en monnaie autre que le dollar des États-Unis s’effectue au taux de change au comptant de la monnaie de fonctionnement par rapport à la devise à la date de l’opération.
2. À la date de clôture des comptes, les éléments monétaires en monnaie autre que le dollar des États-Unis sont convertis au taux comptant. La Caisse utilise les taux WM/Reuters (source principale) et les taux Bloomberg et Refinitiv (sources secondaires) comme taux comptant pour les activités d’investissement et le taux de change opérationnel de l’Organisation des Nations Unies pour les autres activités. Les gains ou pertes de change résultant du règlement de ces éléments monétaires ou de leur conversion à des taux autres que ceux auxquels ils ont été convertis sont comptabilisés dans l’état de l’actif net disponible pour le versement des prestations pendant la période au cours de laquelle ils se produisent.

3.8 Contrats de location

1. Tous les baux de la Caisse sont comptabilisés comme contrats de location simple. Un contrat de location simple est un bail qui n’a pas pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d’un actif. Les paiements correspondants sont comptabilisés en charges selon la méthode linéaire sur la durée du bail.

3.9 Immobilisations corporelles

1. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique minoré du cumul des amortissements et de toute dépréciation. Tous les actifs d’une valeur d’acquisition au moins égale à 20 000 dollars sont comptabilisés à l’actif. La Caisse revoit ce seuil tous les ans pour s’assurer qu’il est raisonnablement établi. La Caisse ne possède ni terrains ni immeubles.
2. Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d’utilité selon la méthode linéaire. Le tableau ci-après indique la durée d’utilité estimée des différentes catégories d’immobilisations corporelles :

| *Catégorie* | *Durée de vie utile estimée (en années)* |
| --- | --- |
|  |  |
| Matériel informatique | 4 |
| Matériel de bureau | 4 |
| Mobilier de bureau | 10 |
| Agencements et aménagements de bureau | 7 |
| Matériel audiovisuel | 7 |

1. Les améliorations locatives sont comptabilisées comme actifs au coût d’acquisition et amorties sur sept ans ou sur la durée du bail si celle-ci est moins longue. Des tests de dépréciation sont effectués s’il existe des indices de moins-value.

3.10 Immobilisations incorporelles

1. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à l’actif lorsque leur coût dépasse le seuil de 20 000 dollars, sauf dans le cas des logiciels développés en interne, pour lesquels le seuil est fixé à 50 000 dollars. Le coût d’entrée des logiciels conçus en interne ne comprend pas les frais de recherche et de maintenance. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût historique minoré du montant cumulé des amortissements et dépréciations. L’amortissement est constaté sur la durée d’utilité estimée, selon la méthode linéaire. Le tableau ci-après indique la durée d’utilité estimée des différentes catégories d’immobilisations incorporelles :

| *Catégorie* | *Durée de vie utile estimée (en années)* |
| --- | --- |
|  |  |
| Logiciels acquis à l’extérieur | 3 |
| Logiciels développés en interne | 6 |
| Licences et droits, droits d’auteur et autres immobilisations incorporelles | 3, ou durée de l’actif si elle est inférieure |

3.11 Fonds de secours

1. Les crédits ouverts au titre du fonds de secours sont enregistrés dès leur autorisation par l’Assemblée générale. Les participants qui souhaitent bénéficier de ces prestations en font la demande à la Caisse. Après examen et autorisation, les montants approuvés leur sont versés. Les paiements sont directement imputés au compte correspondant, et tout solde non utilisé est reversé à la Caisse à la fin de l’année. Les dépenses de fonctionnement de l’année considérée sont indiquées dans l’état des variations de l’actif net disponible pour le versement des prestations.

3.12 Provisions et passifs éventuels

1. Une provision pour obligations et charges futures est constatée si, par suite d’un événement passé, il existe pour la Caisse une obligation actuelle (juridique ou implicite) dont le montant peut être estimé de manière fiable, et s’il est probable qu’une sortie de ressources représentatives d’avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation.
2. Un passif éventuel est soit une obligation potentielle résultant d’événements passés et dont l’existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d’un ou de plusieurs événements futurs incertains qui sont partiellement indépendants de la volonté de la Caisse, soit une obligation actuelle résultant d’événements passés qui ne peut être comptabilisée parce qu’il est improbable qu’une sortie de ressources représentatives d’avantages économiques sera nécessaire pour l’éteindre ou parce que son montant ne peut pas être déterminé de façon suffisamment fiable.

3.13 Avantages du personnel

1. Entre autres avantages à court terme et à long terme, la Caisse offre à son personnel certains avantages postérieurs à l’emploi.
2. L’assurance maladie après la cessation de service et la prime de rapatriement sont classées comme des prestations définies et comptabilisées comme telles.
3. Les employés de la Caisse cotisent eux-mêmes à cette dernière. Le régime de la Caisse est un régime multiemployeurs à prestations définies. Du fait que ce régime expose les organisations affiliées aux risques actuariels associés au personnel, présent et passé, d’autres organisations, il n’existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation la part qui lui revient dans les engagements, les actifs et les coûts du régime. Comme les autres organisations affiliées, la Caisse est dans l’incapacité de déterminer sa part dans la situation financière et les résultats du régime de pensions d’une manière suffisamment fiable pour pouvoir la comptabiliser, si bien que ce régime a été traité comme un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39. Les cotisations qu’elle a versées au régime durant l’année financière sont comptabilisées en charges dans l’état des variations de l’actif net disponible pour le versement de prestations.

3.14 Rapprochement de l’information budgétaire et de l’information financière

1. Le budget de la Caisse est établi selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée, tandis que les états financiers le sont selon la méthode de la comptabilité d’exercice.
2. L’Assemblée générale approuve le budget biennal des dépenses d’administration de la Caisse. Ce budget peut être modifié par l’Assemblée ou par une autre entité dans le cadre d’une délégation de pouvoirs.
3. Présenté conformément à la norme IPSAS 24, l’état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs pour l’année terminée le 31 décembre 2019 permet de rapprocher les montants inscrits au budget des montants effectifs sur une base comparable. Ce tableau indique les prévisions budgétaires initiales et finales, les montants effectifs calculés sur la même base que les prévisions budgétaires correspondantes et une explication des écarts significatifs (supérieurs à +/-5 %) entre les montants effectifs et les prévisions.
4. La note 21 rapproche les montants effectifs présentés sur la même base que les montants budgétisés et les dépenses d’administration figurant dans l’état des variations de l’actif net.

3.15 Opérations entre des parties liées

1. On considère que des parties sont liées quand l’une peut contrôler l’autre ou exercer sur cette dernière une influence notable lors de la prise de décisions financières et opérationnelles ou lorsque la partie liée et une autre entité sont soumises à un contrôle commun.
2. Les parties énoncées ci-après sont considérées comme étant liées à la Caisse en 2019 :

a) Les principaux dirigeants : l’Administrateur(trice) de la Caisse (voir note 1.2), le (la) Représentant(e) du Secrétaire général, l’Administrateur(trice) adjoint(e), le Directeur ou la Directrice du Bureau de la gestion des investissements et le Directeur financier ou la Directrice financière ;

b) L’Assemblée générale ;

c) Les 24 organisations affiliées à la Caisse ;

d) Le Centre international de calcul des Nations Unies.

1. Un récapitulatif des relations et opérations intéressant les parties susvisées est donné dans la note 23.

3.16 Événements postérieurs à la date de clôture des comptes

1. Toute information reçue après la période considérée mais avant la publication des états financiers qui concerne des situations existant déjà à la date de clôture des comptes est incorporée dans les états financiers.
2. En outre, tout événement significatif pour la Caisse se produisant après la date de clôture mais avant la publication des états financiers est signalé dans les notes relatives aux états financiers.

Note 4

Trésorerie et équivalents de trésorerie

1. Le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de la Caisse se répartit comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *31 décembre 2019* | *31 décembre 2018* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| Fonds en banque (Bureau de la gestion des investissements) | 199 937 | 347 391 |
| Fonds en banque (secrétariat de la Caisse) | 171 194 | 171 557 |
| Fonds détenus par des gérants externes (Bureau de la gestion des investissements) | 65 223 | 45 943 |
| **Total (trésorerie et équivalents de trésorerie)** | **436 354** | **564 891** |

Note 5

Instruments financiers par catégorie

1. Les tableaux ci-dessous donnent un aperçu de tous les instruments financiers détenus, par catégorie, au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018[[2]](#footnote-2).

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Au 31 décembre 2019* | | |
| --- | --- | --- | --- |
|  | *Instruments financiers comptabilisés  à la juste valeur* | *Prêts et créances* | *Autres passifs financiers* |
|  |  |  |  |
| **Actifs financiers inscrits dans l’état de l’actif net disponible pour le versement des prestations** |  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 436 354 | – | – |
| Investissements |  |  |  |
| Actions | 42 309 141 | – | – |
| Valeurs à revenu fixe | 20 412 531 | – | – |
| Actifs réels | 5 201 835 | – | – |
| Investissements alternatifs et divers | 3 626 467 | – | – |
| Contributions à recevoir | – | 64 912 | – |
| Produits à recevoir sur les investissements | – | 163 163 | – |
| Produits à recevoir sur la cession de titres | – | 15 390 | – |
| Créances sur des administrations fiscales | – | 35 789 | – |
| Autres éléments d’actif | – | 21 674 | – |
| **Total des actifs financiers** | **71 986 328** | **300 928** | **–** |
| **Passifs financiers inscrits dans l’état de l’actif net disponible pour le versement des prestations** |  |  |  |
| Prestations à payer | – | – | 105 970 |
| Montants à payer découlant d’opérations sur titres | – | – | 27 191 |
| Assurance maladie après la cessation de service et autres avantages du personnel | – | – | 103 989 |
| Autres passifs et charges à payer | – | – | 19 352 |
| **Total des passifs financiers** | **–** | **–** | **256 502** |

Investissements supérieurs à 5 % de l’actif net

1. La Caisse n’avait, au 31 décembre 2019, aucun investissement représentant 5 % au moins de l’actif net disponible pour le versement des prestations.
2. La Caisse n’avait, au 31 décembre 2019, aucun investissement représentant 5 % au moins des actions, des valeurs à revenu fixe et des investissements alternatifs et divers ; elle détenait des titres d’un montant total de 651,6 millions de dollars dans deux fonds de placement immobilier, qui représentaient 5 % au moins de la catégorie actifs réel.

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Reclassement au 31 décembre 2018* | | |
| --- | --- | --- | --- |
|  | *Instruments financiers comptabilisés  à la juste valeur* | *Prêts et créances* | *Autres passifs financiers* |
|  |  |  |  |
| **Actifs financiers inscrits dans l’état de l’actif net disponible pour le versement des prestations** |  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 564 891 | – | – |
| Investissements |  |  |  |
| Actions | 34 401 159 | – | – |
| Valeurs à revenu fixe | 18 824 833 | – | – |
| Actifs réels | 4 340 466 | – | – |
| Investissements alternatifs et divers | 2 743 377 | – | – |
| Contributions à recevoir | – | 55 889 | – |
| Produits à recevoir sur les investissements | – | 158 251 | – |
| Produits à recevoir sur la cession de titres | – | 7 869 | – |
| Créances sur des administrations fiscales | – | 20 133 | – |
| Autres éléments d’actif | – | 18 102 | – |
| **Total des actifs financiers** | **60 874 726** | **260 244** | **–** |
| **Passifs financiers inscrits dans l’état de l’actif net disponible pour le versement des prestations** |  |  |  |
| Prestations à payer | – | – | 102 488 |
| Montants à payer découlant d’opérations sur titres | – | – | 159 913 |
| Assurance maladie après la cessation de service et autres avantages du personnel | – | – | 87 891 |
| Autres passifs et charges à payer | – | – | 12 597 |
| **Total des passifs financiers** | **–** | **–** | **362 889** |

Investissements supérieurs à 5 % de l’actif net

1. La Caisse n’avait, au 31 décembre 2018, aucun investissement représentant 5 % au moins de l’actif net disponible pour le versement des prestations.
2. La Caisse n’avait, au 31 décembre 2018, aucun investissement représentant 5 % au moins des actions, des valeurs à revenu fixe et des investissements alternatifs et divers ; elle détenait des titres d’un montant total de 216,8 millions de dollars dans un fonds de placement immobilier, qui représentaient 5 % au moins de la catégorie des actifs réels.

Note 6

Évaluation de la juste valeur

1. Le référentiel IPSAS établit une hiérarchie des justes valeurs à trois niveaux, dans laquelle les instruments financiers sont classés selon le degré de fiabilité des éléments d’évaluation. Le niveau 1 comprend les titres pour lesquels on dispose de cours sur des marchés actifs, non corrigés, d’actifs ou de passifs identiques. Le niveau 2 correspond aux titres pour lesquels on dispose d’éléments d’évaluation autres que les cours de marché relevant du niveau 1, qui sont observables soit directement (cours) soit indirectement (dérivés de cours) pour l’actif ou le passif considéré. Le niveau 3 correspond aux titres pour lesquels on dispose d’éléments d’évaluation de l’actif ou du passif qui ne reposent pas sur des données de marché observables (éléments non attestés). Le niveau attribué à une juste valeur correspond au niveau de l’élément d’information le moins fiable retenu aux fins de la mesure. Si l’évaluation de la juste valeur d’un investissement est fondée sur des données observables qui nécessitent un ajustement important compte tenu d’éléments non attestés, cet investissement est classé au niveau 3.
2. Pour apprécier le poids relatif de tel ou tel élément dans l’évaluation globale de la juste valeur d’un investissement, il faut faire preuve de discernement et prendre en compte des facteurs spécifiques à l’investissement considéré.
3. Les tableaux ci-dessous présentent la fiabilité de l’estimation de la juste valeur pour les investissements financiers de la Caisse, par catégorie et tels que mesurés à la juste valeur au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018.

(En milliers de dollars des États-Unis)

| *Fiabilité de l’estimation de la juste valeur  au 31 décembre 2019* | *Niveau 1* | *Niveau 2* | *Niveau 3* | *Total* |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |
| **Actions** |  |  |  |  |
| Actions ordinaires et privilégiées | 40 686 191 | – | – | 40 686 191 |
| Fonds – fonds indiciels cotés | 1 388 880 | – | – | 1 388 880 |
| Fonds – actions ordinaires | – | – | 138 935 | 138 935 |
| Titres composés | 95 135 | – | – | 95 135 |
| **Total des actions** | **42 170 206** | **–** | **138 935** | **42 309 141** |
| **Valeurs à revenu fixe** |  |  |  |  |
| Obligations d’État et d’organismes publics | – | 18 863 212 | – | 18 863 212 |
| Titres adossés à des actifs | – | 153 402 | 4 183 | 157 585 |
| Obligations de sociétés | – | 552 610 | 42 856 | 595 466 |
| Obligations de collectivités locales | – | 37 873 | – | 37 873 |
| Titres adossés à des crédits hypothécaires | – | 704 655 | – | 704 655 |
| Fonds – obligations de sociétés | – | – | 53 740 | 53 740 |
| **Total des valeurs à revenu fixe** | **–** | **20 311 752** | **100 779** | **20 412 531** |
| **Actifs réels** |  |  |  |  |
| Fonds de placement immobilier | – | 229 906 | 4 818 178 | 5 048 084 |
| Infrastructures | – | – | 137 037 | 137 037 |
| Forêts exploitables | – | – | 16 714 | 16 714 |
| **Total des actifs réels** | **–** | **229 906** | **4 971 929** | **5 201 835** |
| **Investissements alternatifs et divers** |  |  |  |  |
| Capital-investissement | – | – | 3 562 570 | 3 562 570 |
| Fonds de placement sur les marchés de produits de base | – | – | 63 897 | 63 897 |
| **Total des investissements alternatifs et divers** | **–** | **–** | **3 626 467** | **3 626 467** |
| **Total** | **42 170 206** | **20 541 658** | **8 838 110** | **71 549 974** |

(En milliers de dollars des États-Unis)

| *Fiabilité de l’estimation de la juste valeur  au 31 décembre 2018* | *Niveau 1* | *Niveau 2* | *Niveau 3* | *Total* |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |
| **Actions** |  |  |  |  |
| Actions ordinaires et privilégiées | 32 402 313 | – | – | 32 402 313 |
| Fonds – fonds indiciels cotés | 1 774 285 | – | – | 1 774 285 |
| Fonds – actions ordinaires | – | – | 127 585 | 127 585 |
| Titres composés | 96 976 | – | – | 96 976 |
| **Total des actions** | **34 273 574** | **–** | **127 585** | **34 401 159** |
| **Valeurs à revenu fixe** |  |  |  |  |
| Obligations d’État et d’organismes publics | – | 13 744 842 | – | 13 744 842 |
| Obligations de sociétés | – | 3 745 133 | 40 046 | 3 785 179 |
| Obligations de collectivités locales | – | 779 077 | – | 779 077 |
| Bons, dépôts et effets de commerce | – | 458 049 | – | 458 049 |
| Titres adossés à des crédits hypothécaires | – | 9 040 | – | 9 040 |
| Fonds – obligations de sociétés | – | – | 48 646 | 48 646 |
| **Total des valeurs à revenu fixe** | **–** | **18 736 141** | **88 692** | **18 824 833** |
| **Actifs réels** |  |  |  |  |
| Fonds de placement immobilier | – | 247 623 | 3 942 280 | 4 189 903 |
| Infrastructures | – | – | 133 818 | 133 818 |
| Forêts exploitables | – | – | 16 745 | 16 745 |
| **Total des actifs réels** | **–** | **247 623** | **4 092 843** | **4 340 466** |
| **Investissements alternatifs et divers** |  |  |  |  |
| Capital-investissement | – | – | 2 640 817 | 2 640 817 |
| Fonds de placement sur les marchés de produits de base | – | – | 102 560 | 102 560 |
| **Total des investissements alternatifs et divers** | **–** | **–** | **2 743 377** | **2 743 377** |
| **Total** | **34 273 574** | **18 983 764** | **7 052 497** | **60 309 835** |

Actions

1. Les actions ordinaires et privilégiées, les fonds indiciels cotés, les fonds de placement immobilier et les titres composés ont été classés au niveau 1 lorsque le cours acheteur était disponible auprès d’institutions.
2. Les fonds d’actions ordinaires, qui représentaient 138,9 millions de dollars au 31 décembre 2019 (contre 127,6 millions de dollars au 31 décembre 2018) ont été évalués en fonction de leur valeur liquidative et classés en conséquence au niveau 3.

Valeurs à revenu fixe

1. Dans leur immense majorité, les informations sur les cours des valeurs à revenu fixe ne provenaient pas directement d’un marché actif, ce qui aurait entraîné un classement au niveau 1. Ces informations ayant été obtenues à partir des offres des courtiers, qui constituent des cotations indicatives, les valeurs à revenu fixe ont été classées au niveau 2.
2. Les fonds d’obligations de sociétés, qui représentaient 53,7 millions de dollars au 31 décembre 2019 (contre 48,6 millions de dollars au 31 décembre 2018), les titres adossés à des actifs, qui représentaient 4,2 millions de dollars (contre zéro au 31 décembre 2018), et les obligations de sociétés, qui représentaient 42,9 millions de dollars (contre 40 millions de dollars au 31 décembre 2018), relevaient du niveau 3. Les données de marché retenues pour en estimer la juste valeur, bien que disponibles auprès de tiers, n’étaient pas précises ou aisément observables, d’où la décision de la Caisse de classer les investissements en question à ce niveau.

Actifs réels et investissements alternatifs et divers

1. Les titres immobiliers, d’un montant de 4 971,9 millions de dollars au 31 décembre 2019 (contre 4 092,8 millions de dollars au 31 décembre 2018), déduction faite d’un intérêt passif de 171,9 millions de dollars (contre 176,9 millions de dollars au 31 décembre 2018), de même que les investissements alternatifs et divers, qui se montaient à 3 626,5 millions de dollars au 31 décembre 2019 (contre 2 743,4 millions de dollars au 31 décembre 2018), déduction faite d’un intérêt passif de 222,5 millions de dollars (contre 138,2 millions de dollars au 31 décembre 2018), ont été classés au niveau 3, car les prix en ont été évalués en fonction de la valeur liquidative, méthode pour laquelle la Caisse n’est pas en mesure de corroborer ou de vérifier les données d’entrée sur la base de données de marché observables. De plus, comme les options de remboursement sont limitées pour les investisseurs, les prises de position dans ces titres sont fort peu liquides.
2. Deux fonds de placement immobilier représentant 229,9 millions de dollars (contre 247,6 millions de dollars au 31 décembre 2018), qui étaient remboursables par anticipation à la valeur liquidative sans pénalités, ont été classés au niveau 2 et comptabilisés à la valeur liquidative indiquée par le gestionnaire.
3. Il n’y a pas eu de transferts entre niveaux pendant l’année terminée le 31 décembre 2019.
4. Le tableau ci-dessous présente les transferts entre niveaux pour l’année terminée le 31 décembre 2018.

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Niveau 1* | *Niveau 2* | *Niveau 3* | *Total* |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |
| **Transferts vers** |  |  |  |  |
| Valeurs à revenu fixe | – | – | 43 719 | 43 719 |
| Actions | – | – | – | – |
| Actifs réels | – | – | – | – |
| Investissements alternatifs et divers | – | – | – | – |
| **Total** | **–** | **–** | **43 719** | **43 719** |
| **Transferts depuis** |  |  |  |  |
| Valeurs à revenu fixe | – | (43 719) | – | (43 719) |
| Actions | – | – | – | – |
| Actifs réels | – | – | – | – |
| Investissements alternatifs et divers | – | – | – | – |
| **Total** | **–** | **(43 719)** | **–** | **(43 719)** |

1. Pour l’année terminée le 31 décembre 2018, une valeur à revenu fixe, dont le montant détenu représentait 43,7 millions de dollars, a été transférée du niveau 2 au niveau 3. Son cours, qui était disponible auprès de nombreux vendeurs au 31 décembre 2017, ne l’était plus qu’auprès d’un seul vendeur au 31 décembre 2018, d’où la décision de la Caisse de le reclasser au niveau 3.
2. Le tableau ci-dessous présente les variations des instruments relevant du niveau 3 intervenues pendant la période terminée le 31 décembre 2019, par catégorie d’instrument financier.

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Actions* | *Valeurs  à revenu fixe* | *Actifs réels* | *Investissements alternatifs  et divers* | *Total* |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |
| **Solde d’ouverture** | **127 585** | **88 692** | **4 092 843** | **2 743 377** | **7 052 497** |
| Achats | 7 941 | 8 025 | 1 215 337 | 977 215 | 2 208 518 |
| Vente/remboursement de capital | (516) | (308) | (668 870) | (547 301) | (1 216 995) |
| Transferts (depuis)/vers le niveau 3 | – | – | – | – | – |
| Montant net des profits et pertes comptabilisés dans l’état des variations de l’actif net disponible pour le versement des prestations | 3 925 | 4 370 | 332 619 | 453 176 | 794 090 |
| **Solde de clôture** | **138 935** | **100 779** | **4 971 929** | **3 626 467** | **8 838 110** |
| Variation des profits et pertes latents sur les actifs relevant du niveau 3 détenus à la fin de la période et compris dans l’état des variations de l’actif net disponible pour le versement des prestations | (8 758) | 4 370 | 96 583 | 444 865 | 537 060 |

1. Le tableau ci-dessous présente les variations des instruments relevant du niveau 3 intervenues pendant la période terminée le 31 décembre 2018, par catégorie d’instrument financier.

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Actions* | *Valeurs  à revenu fixe* | *Actifs réels* | *Investissements alternatifs  et divers* | *Total* |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |
| **Solde d’ouverture** | **146 906** | **138 571** | **3 959 936** | **2 403 366** | **6 648 779** |
| Achats | 2 480 | 1 545 | 703 952 | 720 636 | 1 428 613 |
| Vente/remboursement de capital | (71) | (88 062) | (810 005) | (517 237) | (1 415 375) |
| Transferts (depuis)/vers le niveau 3 | – | 43 719 | – | – | 43 719 |
| Montant net des profits et pertes comptabilisés dans l’état des variations de l’actif net disponible pour le versement des prestations | (21 730) | (7 081) | 238 960 | 136 612 | 346 761 |
| **Solde de clôture** | **127 585** | **88 692** | **4 092 843** | **2 743 377** | **7 052 497** |
| Variation des profits et pertes latents sur les actifs relevant du niveau 3 détenus à la fin de la période et compris dans l’état des variations de l’actif net disponible pour le versement des prestations | (8 659) | (6 514) | 241 785 | 313 387 | 539 999 |

Note 7

Produits à recevoir sur les investissements

1. Les produits à recevoir sur les investissements sont les revenus procurés par les investissements qui n’ont pas encore été perçus à la date de l’état de l’actif net disponible pour le versement des prestations.

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *31 décembre 2019* | *31 décembre 2018* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 130 | 142 |
| Valeurs à revenu fixe | 101 121 | 108 180 |
| Dividendes à recevoir sur actions | 56 820 | 47 742 |
| Actifs réels et investissements alternatifs | 5 092 | 2 187 |
| **Total des produits à recevoir sur les investissements** | **163 163** | **158 251** |

Note 8

Créances sur des administrations fiscales

1. Le tableau ci-dessous présente les créances sur des administrations fiscales au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018 ainsi que les charges fiscales pour les années terminées le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2018, réparties par pays.

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Pour l’année 2019* | | |  | *Au 31 décembre 2019* | | |  | *Pour l’année 2018* | | |  | *Au 31 décembre 2018* | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Pays* | *Impôt retenu  à la source* | *Impôt reversé* | *Charges  fiscales* |  | *Montant  à recouvrer* | *Montant jugé irrécouvrable* | *Créances  fiscales* |  | *Impôt retenu  à la source* | *Impôt reversé* | *Charges  fiscales* |  | *Montant  à recouvrer* | *Montant jugé irrécouvrable* | *Créances  fiscales* |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Afrique du Sud | – | – | – |  | – | – | – |  | 693 | 673 | 20 |  | – | – | – |
| Allemagne | 7 531 | 6 431 | 206 |  | 15 668 | – | 15 668 |  | 8 724 | 7 715 | 787 |  | 14 774 | – | 14 774 |
| Australie | 42 | – | (2) |  | 44 | – | 44 |  | – | 134 | (134) |  | – | – | – |
| Autriche | – | – | – |  | – | – | – |  | – | 29 | 1 |  | – | – | – |
| Belgique | 625 | – | (5) |  | 630 | – | 630 |  | 656 | 653 | 3 |  | – | – | – |
| Brésil | 196 | – | 196 |  | 401 | (401) | – |  | 363 | – | 363 |  | 416 | (416) | – |
| Canada | 12 | – | – |  | 12 | – | 12 |  | – | – | – |  | – | – | – |
| Chili | 401 | 434 | (58) |  | 38 | – | 38 |  | 431 | 260 | 173 |  | 13 | – | 13 |
| Chine | 3 578 | 587 | 2 790 |  | 14 747 | (14 450) | 297 |  | 3 343 | 183 | 3 064 |  | 13 206 | (13 110) | 96 |
| Colombie | 8 | – | – |  | 8 | – | 8 |  | – | – | – |  | – | – | – |
| Espagne | 2 260 | 2 530 | 19 |  | 248 | – | 248 |  | 2 285 | 1 950 | 27 |  | 537 | – | 537 |
| Fédération de Russie | 1 894 | – | 451 |  | 1 443 | – | 1 443 |  | 1 276 | – | 1 276 |  | – | – | – |
| France | – | – | – |  | – | – | – |  | – | 226 | (7) |  | – | – | – |
| Grèce | – | – | – |  | 111 | (111) | – |  | – | – | – |  | 113 | (113) | – |
| Irlande | – | 31 | – |  | – | – | – |  | 32 | 148 | (2) |  | 31 | – | 31 |
| Japon | 4 | – | – |  | 4 | – | 4 |  | – | – | – |  | – | – | – |
| Luxembourg | 4 | – | – |  | 4 | – | 4 |  | – | – | – |  | – | – | – |
| Mexique | – | – | (2) |  | 60 | – | 60 |  | 44 | – | (1) |  | 58 | – | 58 |
| Norvège | 363 | – | (2) |  | 365 | – | 365 |  | – | – | – |  | – | – | – |
| Nouvelle-Zélande | – | – | – |  | – | – | – |  | 2 | – | 2 |  | – | – | – |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | – | – | – |  | 19 | (19) | – |  | – | – | – |  | 19 | (19) | – |
| Pays-Bas | 2 198 | 91 | 13 |  | 3 064 | – | 3 064 |  | 1 800 | 881 | 26 |  | 970 | – | 970 |
| Philippines | 107 | 43 | (1) |  | 65 | – | 65 |  | – | – | – |  | – | – | – |
| Royaume-Uni | 1 817 | 1 393 | 11 |  | 1 365 | – | 1 365 |  | 1 882 | 2 912 | 44 |  | 952 | – | 952 |
| Singapour | 44 | 42 | (1) |  | 45 | – | 45 |  | 42 | – | – |  | 42 | – | 42 |
| Suède | – | – | – |  | 30 | (30) | – |  | – | – | – |  | 31 | (31) | – |
| Suisse | 9 166 | – | (391) |  | 12 095 | – | 12 095 |  | 9 574 | 15 968 | 316 |  | 2 538 | – | 2 538 |
| Tchéquie | 148 | – | – |  | 233 | – | 233 |  | 85 | – | – |  | 85 | – | 85 |
| Turquie | 72 | – | 8 |  | 334 | (233) | 101 |  | 51 | – | 14 |  | 298 | (261) | 37 |
| **Total** | **30 470** | **11 582** | **3 232** |  | **51 033** | **(15 244)** | **35 789** |  | **31 283** | **31 732** | **5 972** |  | **34 083** | **(13 950)** | **20 133** |

1. Au Brésil et dans certaines provinces de la Chine, ainsi qu’en Grèce, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en Suède et en Turquie pour certaines périodes, il n’existe aucun dispositif officiel de recouvrement des créances fiscales, et les dépositaires de la Caisse et leurs correspondants n’ont jusqu’à présent pas été en mesure de recouvrer ces créances. Bien que les États Membres concernés aient confirmé l’exonération fiscale de la Caisse, les impôts retenus sur les investissements directs dans les pays susvisés sont comptabilisés mais continuent d’être intégralement provisionnés pour 2019, à moins que leur recouvrement les années suivantes soit pratiquement certain.
2. Le tableau ci-dessous présente une balance chronologique des créances sur les administrations fiscales au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018.

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Au 31 décembre 2019* | | |  | *Au 31 décembre 2018* | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Pays* | *Plus  de 3 ans* | *Moins  de 3 ans* | *Créances  fiscales* | *Plus  de 3 ans* | | *Moins  de 3 ans* | *Créances fiscales* |
|  |  |  |  |  | |  |  |
| Allemagne | – | 15 668 | 15 668 | – | | 14 774 | 14 774 |
| Australie | – | 44 | 44 | – | | – | – |
| Belgique | – | 630 | 630 | – | | – | – |
| Canada | – | 12 | 12 | – | | – | – |
| Chili | – | 38 | 38 | – | | 13 | 13 |
| Chine | – | 297 | 297 | 63 | | 33 | 96 |
| Colombie | – | 8 | 8 | – | | – | – |
| Espagne | – | 248 | 248 | – | | 537 | 537 |
| Fédération de Russie | – | 1 443 | 1 443 | – | | – | – |
| Irlande | – | – | – | – | | 31 | 31 |
| Japon | – | 4 | 4 | – | | – | – |
| Luxembourg | – | 4 | 4 | – | | – | – |
| Mexique | – | 60 | 60 | – | | 58 | 58 |
| Norvège | – | 365 | 365 | – | | – | – |
| Pays-Bas | – | 3 064 | 3 064 | – | | 970 | 970 |
| Philippines | – | 65 | 65 | – | | – | – |
| Royaume-Uni | – | 1 365 | 1 365 | – | | 952 | 952 |
| Singapour | – | 45 | 45 | – | | 42 | 42 |
| Suisse | – | 12 095 | 12 095 | – | | 2 538 | 2 538 |
| Tchéquie | – | 233 | 233 | – | | 85 | 85 |
| Turquie | – | 101 | 101 | – | | 37 | 37 |
| **Total** | **–** | **35 789** | **35 789** | **63** | | **20 070** | **20 133** |

Note 9

Autres éléments d’actif

1. Le solde des autres éléments d’actif inscrit dans l’état de l’actif net disponible pour le versement des prestations se décompose comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *31 décembre 2019* | *31 décembre 2018* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| Prestations servies par anticipation et prestations à recouvrer | 14 976 | 15 184 |
| Immobilisations corporelles | 3 724 | 3 941 |
| Immobilisations incorporelles en service | – | 25 |
| Créances sur l’ONU | 6 039 | 2 339 |
| Créances diverses | 659 | 579 |
| **Total** | **25 398** | **22 068** |

9.1 Prestations servies par anticipation et prestations à recouvrer

1. Le tableau ci-dessous donne un aperçu des paiements par anticipation et autres créances de la Caisse.

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *31 décembre 2019* | *31 décembre 2018* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| Charges payées d’avance | 4 206 | 3 267 |
| Avances au titre des prestations du fait de la conversion des données relatives aux états de paiement | 6 345 | 7 484 |
| Prestations à recouvrer | 9 075 | 8 764 |
| Prestations à recouvrer – provision | (4 651) | (4 331) |
| **Total** | **14 975** | **15 184** |

9.2 Immobilisations corporelles

1. Le tableau ci-dessous donne un aperçu des immobilisations corporelles de la Caisse.

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Matériel informatique* |  | *Améliorations locatives* | |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *En service* | *En service* | | *En construction* | *Total* |
|  |  |  | |  |  |
| **Coût** |  |  | |  |  |
| 1er janvier 2019 | 1 320 | 13 963 | | 2 439 | 17 722 |
| Entrées | – | 4 661 | | (2 439) | 2 222 |
| Cessions/transferts | (86) | – | | – | (86) |
| 31 décembre 2019 | 1 234 | 18 624 | | – | 19 858 |
| **Cumul des amortissements** |  |  | |  |  |
| 1er janvier 2019 | 1 249 | 12 532 | | – | 13 781 |
| Amortissements | 71 | 2 368 | | – | 2 439 |
| Cessions/transferts | (86) | – | | – | (86) |
| 31 décembre 2019 | 1 234 | 14 900 | | – | 16 134 |
| **Valeur nette comptable, 31 décembre 2019** | **–** | **3 724** | | **–** | **3 724** |

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Matériel informatique* |  | *Améliorations locatives* | |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *En service* | *En service* | | *En construction* | *Total* |
|  |  |  | |  |  |
| **Coût** |  |  | |  |  |
| 1er janvier 2018 | 1 347 | 13 963 | | 190 | 15 500 |
| Entrées | – | – | | 2 249 | 2 249 |
| Cessions/transferts | (27) | – | | – | (27) |
| 31 décembre 2018 | 1 320 | 13 963 | | 2 439 | 17 722 |
| **Cumul des amortissements** |  |  | |  |  |
| 1er janvier 2018 | 1 202 | 11 511 | | – | 12 713 |
| Amortissement | 74 | 1 021 | | – | 1 095 |
| Cessions/transferts | (27) | – | | – | (27) |
| 31 décembre 2018 | 1 249 | 12 532 | | – | 13 781 |
| **Valeur nette comptable, 31 décembre 2018** | **71** | **1 431** | | **2 439** | **3 941** |

1. Les améliorations locatives inscrites ci-dessus ont trait aux aménagements apportés par la Caisse à ses bureaux de New York.

9.3 Immobilisations incorporelles

1. Le montant des immobilisations incorporelles inscrit dans l’état de l’actif net disponible pour le versement des prestations se décompose comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Immobilisations incorporelles* | |  | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *En service* | *En construction* | *Total* |
|  |  |  |  |
| **Coût** |  |  |  |
| 1er janvier 2019 | 20 980 | – | 20 980 |
| Entrées | – | – | – |
| Transferts | – | – | – |
| Sorties | (644) | – | (644) |
| 31 décembre 2019 | 20 336 | – | 20 336 |
| **Cumul des amortissements** |  |  |  |
| 1er janvier 2019 | 20 955 | – | 20 955 |
| Amortissement | 25 | – | 25 |
| Sorties | (644) | – | (644) |
| 31 décembre 2019 | 20 336 | – | 20 336 |
| **Valeur nette comptable,** **31 décembre 2019** | **–** | **–** | **–** |

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | | *Immobilisations incorporelles* | | |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *En service* | | *En construction* | *Total* | |
|  |  | |  |  | |
| **Coût** |  | |  |  | |
| 1er janvier 2018 | 21 722 | | – | 21 722 | |
| Entrées | – | | – | – | |
| Transferts | – | | – | – | |
| Sorties | (742) | | – | (742) | |
| 31 décembre 2018 | 20 980 | | **–** | 20 980 | |
| **Cumul des amortissements** |  | |  |  | |
| 1er janvier 2018 | 18 073 | | – | 18 073 | |
| Amortissement | 3 624 | | – | 3 624 | |
| Sorties | (742) | | – | (742) | |
| 31 décembre 2018 | 20 955 | | – | 20 955 | |
| **Valeur nette comptable, 31 décembre 2018** | **25** | | **–** | **25** | |

Note 10  
Prestations à payer

1. Le montant inscrit dans l’état de l’actif net se décompose comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *31 décembre 2019* | *31 décembre 2018* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| Versements de départ au titre de la liquidation des droits | 59 490 | 54 842 |
| Versements forfaitaires | 12 146 | 19 486 |
| Prestations périodiques exigibles | 34 297 | 27 573 |
| Autres prestations à payer/ajustements | 37 | 587 |
| **Total** | **105 970** | **102 488** |

Note 11

Assurance maladie après la cessation de service et autres avantages du personnel

1. Le montant de l’assurance maladie après la cessation de service et des autres prestations à payer inscrit dans l’état de l’actif net se décompose comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Au 31 décembre 2019* | *Au 31 décembre 2018* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| Assurance maladie après la cessation de service | 93 611 | 80 477 |
| Prime de rapatriement et frais connexes | 4 977 | 3 271 |
| Indemnité pour frais d’études et frais connexes | 381 | 360 |
| Congé annuel | 4 686 | 3 468 |
| Congé dans les foyers | 334 | 315 |
| **Total** | **103 989** | **87 891** |

Assurance maladie après la cessation de service, congé annuel et prime de rapatriement

1. La Caisse assure à ceux de ses employés qui remplissent certaines conditions les prestations liées à la cessation de service qui suivent :

• Assurance maladie après le départ à la retraite, dénommée « assurance maladie après la cessation de service » ;

• Prestations liées au rapatriement, destinées à faciliter la réinstallation des fonctionnaires expatriés ;

• Prestations de congé annuel, destinées à permettre aux fonctionnaires de s’absenter (avec traitement plein) pour convenance personnelle ou pour s’occuper de leur santé, se reposer ou se détendre. À la cessation de service, les fonctionnaires ont droit au paiement des jours de congé annuel qu’ils ont accumulés, à concurrence de 60 jours.

1. Les engagements au 31 décembre 2019 ont été calculés en reportant à cette date les engagements au titre des prestations dues à la cessation de service tels qu’arrêtés au 31 décembre 2018 par l’actuaire-conseil. Les données ci-après ont également été utilisées :

• Données sur les primes et cotisations d’assurance maladie communiquées par l’ONU ;

• Données sur les sommes effectivement remboursées aux retraités dans le cadre de régimes d’assurance maladie ;

• Estimation des frais de voyage et de déménagement, ainsi que des reliquats de congé annuel, accompagnant les données démographiques communiquées par l’ONU ;

• Diverses hypothèses économiques, démographiques et autres hypothèses actuarielles ;

• Méthodes et pratiques actuarielles généralement admises.

1. Lors du report des données au 31 décembre 2019, seules les hypothèses financières telles que les taux d’actualisation, l’inflation et le taux tendanciel de variation des frais médicaux ont été revues et actualisées en tant que de besoin. Toutes les autres hypothèses sont restées inchangées par rapport à celles qui avaient été utilisées pour l’évaluation complète arrêtée au 31 décembre 2018.
2. Les principales hypothèses retenues pour calculer les engagements après la cessation de service sont le taux d’actualisation et le taux tendanciel de variation des frais médicaux. Le taux d’actualisation repose sur le cours au comptant (d’obligations de sociétés de premier rang), qui traduit les attentes du marché au moment des calculs effectués en vue de déterminer les futurs versements prévus. Il s’agit alors du taux unique équivalent qui produirait le même passif que la courbe au comptant complète utilisant les multiples obligations nécessaires pour faire face aux flux de trésorerie futurs.
3. Aux fins des calculs au 31 décembre 2019, la Caisse a retenu un taux unique équivalent pour chaque régime de prestations, comme suit :

• Taux d’actualisation de 2,84 % pour le régime de l’assurance maladie après la cessation de service ;

• Taux d’actualisation de 2,99 % pour les prestations liées au rapatriement ;

• Taux d’actualisation de 2,50 % pour les prestations liées au congé annuel.

1. Aux fins des calculs au 31 décembre 2018, la Caisse avait retenu un taux unique équivalent pour chaque régime de prestations, comme suit :

• Taux d’actualisation de 4,29 % pour le régime de l’assurance maladie après la cessation de service ;

• Taux d’actualisation de 4,15 % pour les prestations liées au rapatriement ;

• Taux d’actualisation de 4,20 % pour les prestations liées au congé annuel.

1. À des fins de comparaison, le tableau ci-dessous indique la variation des charges à payer correspondant à une modification de 0,5 % du taux d’actualisation.

| *Taux d’actualisation* | *Assurance maladie  après la cessation de service* | *Prestations liées  au rapatriement* | *Congé annuel* |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |
| Relèvement de 0,5 % | Baisse de 11 % | Baisse de 4 % | Baisse de 4 % |
| Réduction de 0,5 % | Hausse de 13 % | Hausse de 4 % | Hausse de 4 % |

1. Les taux d’évolution tendanciels des frais médicaux sont les suivants :

|  | *Au 31 décembre 2019* | *Au 31 décembre 2018* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| Plans proposés aux États-Unis (hors Medicare) | 5,44 % tombant progressivement à 3,85 % au bout de 13 ans | 5,57 % tombant progressivement à 3,85 % au bout de 14 ans |
| Plans Medicare proposés aux États-Unis | 5,26 % tombant progressivement à 3,85 % au  bout de 13 ans | 5,38 % tombant progressivement à 3,85 % au bout de 14 ans |
| Régimes d’assurance dentaire proposés aux États-Unis | 4,66 % tombant progressivement à 3,85 % au bout de 13 ans | 4,73 % tombant progressivement à 3,85 % au bout de 14 ans |
| Plans proposés hors États-Unis (Suisse) | 3,76 % tombant progressivement à 2,85 % au bout de 8 ans | 3,89 % tombant progressivement à 3,05 % au bout de 9 ans |
| Plans proposés hors États-Unis (zone euro) | 3,83 % tombant progressivement à 3,65 % au bout de 3 ans | 3,91 % tombant progressivement à 3,65 % au bout de 4 ans |

1. L’augmentation du montant total des engagements au titre de l’assurance maladie après la cessation de service entre le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2019 s’explique essentiellement par le changement d’hypothèses actuarielles, et en particulier la réduction des taux d’actualisation utilisés pour calculer la valeur des prestations en dollars des États-Unis.
2. Les autres grandes hypothèses retenues pour les calculs effectués sur la base des données démographiques arrêtées au 31 octobre 2018 ont porté sur les éléments qui suivent :

Assurance maladie après la cessation de service

1. Au total, on a pris en considération 250 fonctionnaires en activité (202 résidant aux États-Unis et 44 dans d’autres lieux d’affectation) et 91 retraités ou leur conjoint(e) survivant(e) (73 résidant aux États-Unis et 15 dans d’autres pays), ainsi que 4 fonctionnaires en activité et 3 retraités ou leur conjoint(e) survivant(e) qui ne participaient qu’aux régimes d’assurance dentaire. Les fonctionnaires en activité avaient en moyenne 47 ans et 10 années de service. La moyenne d’âge des retraités était de 70 ans.

Prestations liées au rapatriement

1. Les fonctionnaires recrutés sur le plan international ont droit au versement d’une prime de rapatriement au terme d’une année de service actif en dehors du pays dont ils ont la nationalité, sauf en cas de licenciement ou d’abandon de poste.
2. Ce montant correspond à la valeur de 2 à 28 semaines de traitement selon la catégorie d’engagement et le nombre d’années de service de l’intéressé. Les frais de voyage et d’expédition des effets personnels peuvent en outre être remboursés à destination du pays du congé dans les foyers.
3. Au total, on a pris en considération 82 fonctionnaires remplissant les conditions requises, dont le traitement moyen s’établissait à 81 804 dollars des États-Unis.

Congé annuel

1. Les fonctionnaires ont droit à des congés annuels à compter de la date de leur engagement. Ceux qui, à la cessation de service, ont accumulé des congés peuvent se voir payer à ce titre un maximum de 60 jours s’ils sont titulaires d’un engagement de durée déterminée ou de 18 jours dans le cas d’un engagement temporaire. Le montant versé par jour de congé inutilisé correspond à 1/261 du traitement annuel.
2. Au total, on a pris en considération 280 fonctionnaires remplissant les conditions requises, dont le traitement annuel moyen s’établissait à 99 432 dollars des États-Unis.

Note 12

Autres passifs et charges à payer

1. Le montant des autres passifs et charges à payer se décompose comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Au 31 décembre 2019* | *Au 31 décembre 2018* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| Charges à payer au titre des honoraires et des frais de gestion | 14 452 | 6 933 |
| Montants à payer à titre de restitution | 3 342 | 2 869 |
| Loyers à payer au titre de contrats de location simple | 1 109 | 2 237 |
| Montants à payer aux organisations affiliées au titre de l’assurance maladie après la cessation de service | – | 6 |
| Honoraires d’audit | 197 | 197 |
| Autres | 252 | 355 |
| **Total** | **19 352** | **12 597** |

Note 13

Produits des investissements

1. Le tableau ci-après récapitule les produits que la Caisse a tirés de ses investissements, déduction faite des coûts de transaction enregistrés durant la période. Les coûts de transaction pouvant être rattachés à une opération ou cession unique sont imputés au produit des investissements. C’est le cas des commissions de courtage, des autres coûts de transaction et des honoraires de gestion. Les frais de gestion défalqués des produits des titres immobiliers et des investissements alternatifs ont été comptabilisés séparément en frais de gestion dans l’état des variations de l’actif net de la Caisse et intégrés aux coûts de transaction.
2. Dans certains pays, les dividendes, les intérêts créditeurs et les produits provenant de placements immobiliers perçus par la Caisse ne sont pas imposables. Cette situation tient essentiellement au fait que les fonds de pension sont souvent exonérés de retenues à la source. Toutefois, plusieurs pays n’accordent pas cet avantage à tous les fonds de pension mais, comme ils considèrent que la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies fait partie de l’ONU, ils l’exonèrent de l’impôt national sur ses investissements directs en vertu de l’Article 105 de la Charte des Nations Unies et de l’alinéa a) de la section 7 de l’article II de la Convention de 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies (voir aussi la note 3.3). La Caisse n’est pas en mesure d’évaluer de façon fiable le montant de l’exonération supplémentaire dont elle bénéficie de par son rattachement à l’ONU et ne peut donc pas l’indiquer dans l’état des variations de l’actif net disponible pour le versement des prestations, comme elle devrait le faire pour respecter la norme IPSAS 23 (Produits des opérations sans contrepartie directe).

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *2019* | *2018* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| **Total des variations de la juste valeur** | **10 009 778** | **(4 502 075)** |
| Intérêts créditeurs |  |  |
| Intérêts créditeurs de trésorerie et d’équivalents de trésorerie | 11 477 | 8 670 |
| Intérêts créditeurs des titres à revenu fixe | 507 314 | 368 046 |
| **Total des intérêts créditeurs** | **518 791** | **376 716** |
| **Total des dividendes** | **918 469** | **912 237** |
| **Total des titres immobiliers** | **78 547** | **55 510** |
| Coûts de transaction |  |  |
| Honoraires de gestion et autres frais connexes | (129 209) | (111 690) |
| Frais de gestion des fonds d’action de sociétés à faible capitalisation | (11 892) | (12 903) |
| Commissions de courtage | (14 374) | (14 841) |
| Autres coûts de transaction | (3 273) | (4 001) |
| **Total des coûts de transaction** | **(158 748)** | **(143 435)** |
| **Impôt retenu à la source** | **(3 232)** | **(5 972)** |
| **Produits divers/(charges diverses) lié(e)s aux investissements (montant net)** | **(1 348)** | **505** |
| **Produits nets/(pertes nettes) découlant des investissements** | **11 362 257** | **(3 306 514)** |

1. Le tableau ci-dessous présente la variation de la juste valeur des investissements par catégorie d’actifs découlant de la variation de la valeur marchande et du taux de change pour les années terminées le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2018.

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *2019* | | |  | *2018* | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Valeur marchande* | *Monnaiea* | *Variation totale* | *Valeur marchande* | | *Monnaiea* | *Variation totale* |
|  |  |  |  |  | |  |  |
| Actions | 8 388 111 | 72 595 | 8 460 706 | (3 886 905) | | (504 519) | (4 391 424) |
| Valeurs à revenu fixe | 674 440 | (2 336) | 672 104 | (189 910) | | (360 996) | (550 906) |
| Titres immobiliers | 365 531 | 5 818 | 371 349 | 298 456 | | (42 080) | 256 376 |
| Investissements alternatifs | 513 865 | (3 556) | 510 309 | 197 327 | | (11 524) | 185 803 |
| Trésorerie, équivalents de trésorerie et comptes débiteurs et créditeurs de la cession de titres | – | (4 690) | (4 690) | – | | (1 924) | (1 924) |
| **Total des variations** | **9 941 947** | **67 831** | **10 009 778** | **(3 581 032)** | | **(921 043)** | **(4 502 075)** |

*a* La variation comprend une perte de change réalisée de 467,7 millions de dollars (contre 256,0 millions de dollars en 2018) et un gain de change latent de 535,5 millions de dollars (contre une perte de 665,0 millions de dollars en 2018).

Note 14

Cotisations

1. Les cotisations reçues pendant la période considérée se répartissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *2019* | *2018* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| **Cotisations des participants** |  |  |
| Cotisations ordinaires | 884 515 | 814 410 |
| Cotisations pour validation | 1 006 | 992 |
| Cotisations pour restitution | 4 860 | 4 807 |
|  | **890 381** | **820 209** |
| **Cotisations des organisations affiliées** |  |  |
| Cotisations ordinaires | 1 769 030 | 1 628 818 |
| Cotisations pour validation | 2 228 | 2 020 |
|  | **1 771 258** | **1 630 838** |
| **Cotisations diverses** |  |  |
| Cotisations perçues pour le compte de participants en vertu d’un accord de transfert à la Caisse | 23 013 | 2 296 |
| Excédents des cotisations calculées sur la base de la valeur actuarielle par rapport aux cotisations ordinaires | 444 | 236 |
| Autres cotisations/ajustements | 3 760 | 3 572 |
|  | **27 217** | **6 104** |
| **Total** | **2 688 856** | **2 457 151** |

1. Le montant des cotisations varie en fonction du nombre des participants, de leur répartition et de la rémunération considérée aux fins de la pension, qui elle-même varie en fonction des hausses du coût de la vie établies par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et, au plan individuel, des augmentations annuelles d’échelon dont bénéficient tous les participants.
2. En 2019, la CFPI a révisé à deux reprises les taux de rémunération considérée aux fins de la pension des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, avec effet au 1er janvier 2019 et au 1er février 2019. En conséquence, les taux ont augmenté de 7,2 % en moyenne pour le personnel de cette catégorie par rapport à la précédente révision, qui avait pris effet le 1er février 2018.
3. Le 1er janvier 2019, l’Organisation du Traité d’interdiction complète des essais nucléaires est devenue la vingt-quatrième organisation affiliée de la Caisse ; son adhésion a apporté 285 nouveaux participants. Les cotisations perçues pour le compte de participants en vertu d’un accord de transferts à la Caisse comprennent 18,7 millions de dollars provenant de 107 participants ayant transféré à la Caisse leurs droits à pension pour une période de service à l’Organisation du Traité d’interdiction complète des essais nucléaires antérieure.

Note 15

Paiement des prestations

1. Les paiements de prestations effectués pendant la période considérée se répartissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *2019* | *2018* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| **Versements de départ au titre de la liquidation des droits (y compris les prestations intégralement converties en capital)** |  |  |
| Période d’affiliation inférieure ou égale à 5 ans | 54 360 | 47 506 |
| Période d’affiliation supérieure à 5 ans | 140 222 | 134 165 |
|  | **194 582** | **181 671** |
| **Pension de retraite** |  |  |
| Pensions de retraite complète | 1 308 496 | 1 335 160 |
| Pensions de retraite anticipée | 717 656 | 717 804 |
| Pensions de retraite différée | 107 173 | 104 730 |
| Pensions d’invalidité | 86 227 | 80 269 |
| Pensions de réversion | 259 820 | 259 848 |
| Pensions d’enfant | 31 747 | 32 687 |
|  | **2 511 119** | **2 530 498** |
| **Autres prestations/ajustements** |  |  |
| Versements pour le compte de participants en vertu d’un accord de transfert à une autre caisse | 1 232 | 2 772 |
| Pertes des droits | (1 408) | (42 222) |
| Autres prestations/ajustements | (5 560) | (3 159) |
|  | **(5 736)** | **(42 609)** |
| **Total** | **2 699 965** | **2 669 560** |

Note 16

Dépenses d’administration

1. On trouvera ci-dessous le récapitulatif des dépenses d’administration engagées en 2019 et 2018.

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *2019* | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Secrétariat  de la Caisse* | *Bureau de la gestion des investissements* | *Audit* | *Comité mixte* | *Total* |
|  |  |  |  |  |  |
| Postes permanents (hors variation de la valeur de l’engagement au titre de l’assurance maladie après la cessation de service) | 19 660 | 14 604 | – | – | 34 264 |
| Variation de la valeur de l’engagement au titre de l’assurance maladie après la cessation de service | 9 114 | 3 797 | 222 | – | 13 133 |
| Autres dépenses de personnel | 4 822 | 2 262 | – | – | 7 084 |
| Dépenses de représentation | – | 3 | – | – | 3 |
| Consultants | 148 | 105 | – | – | 253 |
| Voyages | 435 | 727 | – | – | 1 162 |
| Services contractuels | 8 781 | 17 261 | – | – | 26 042 |
| Frais généraux de fonctionnement | 5 612 | 740 | – | – | 6 352 |
| Fournitures et accessoires | 51 | 15 | – | – | 66 |
| Mobilier et matériel | 805 | 514 | – | – | 1 319 |
| Frais d’audit (hors variation de la valeur de l’engagement au titre de l’assurance maladie après la cessation de service) | – | – | 1 409 | – | 1 409 |
| Dépenses afférentes au Comité mixte | – | – | – | 678 | 678 |
| **Total** | **49 428** | **40 028** | **1 631** | **678** | **91 765** |

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *2018* | | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Secrétariat  de la Caisse* | *Bureau de la gestion des investissements* | *Audit* | | *Comité mixte* | | *Total* |
|  | |  |  | |  | |  |  |
| Postes permanents (hors variation de la valeur de l’engagement au titre de l’assurance maladie après la cessation de service) | 15 727 | 12 902 | – | | – | | 28 629 |
| Variation de la valeur de l’engagement au titre de l’assurance maladie après la cessation de service | (4 548) | (1 469) | (106) | | – | | (6 123) |
| Autres dépenses de personnel | 6 426 | 1 069 | – | | – | | 7 495 |
| Dépenses de représentation | – | 7 | – | | – | | 7 |
| Consultants | 52 | 376 | – | | – | | 428 |
| Voyages | 375 | 706 | – | | – | | 1 081 |
| Services contractuels | 12 645 | 12 358 | – | | – | | 25 003 |
| Frais généraux de fonctionnement | 5 428 | 6 016 | – | | – | | 11 444 |
| Fournitures et accessoires | 17 | 31 | – | | – | | 48 |
| Mobilier et matériel | 100 | 216 | – | | – | | 316 |
| Frais d’audit (hors variation de la valeur de l’engagement au titre de l’assurance maladie après la cessation de service) | – | – | 1 341 | | – | | 1 341 |
| Dépenses afférentes au Comité mixte | – | – | – | | 450 | | 450 |
| **Total** | **36 222** | **32 212** | **1 235** | | **450** | | **70 119** |

Note 17

Charges diverses

1. On trouvera ci-dessous le récapitulatif des charges diverses pour la période considérée :

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Au 31 décembre 2019* | *Au 31 décembre 2018* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| Fonds de secours | 38 | 97 |
| Provision pour les prestations indûment versées impossibles à recouvrer | 914 | 722 |
| **Total** | **952** | **819** |

Note 18

Situation actuarielle de la Caisse

(voir aussi la note 1.5)

1. La Caisse sert des prestations de retraite, de décès et d’invalidité et d’autres prestations connexes au personnel de l’ONU et des autres organisations admises à s’y affilier. Les droits à pension accumulés (ou prestations promises) représentent la valeur actuarielle totale de ces prestations futures, qui sont attribuables, en vertu des dispositions du Règlement de la Caisse, aux services rendus par les intéressés, à la date de l’évaluation actuarielle. Ces droits acquis à prestations recouvrent les prestations à verser : a) aux fonctionnaires retraités ou ayant cessé leur service ou à leurs ayants droit ; b) aux ayants droit de fonctionnaires décédés ; c) aux fonctionnaires en activité ou à leurs ayants droit.
2. Les prestations à servir en toute circonstance – retraite, décès, invalidité et cessation de service – sont comptées dans la mesure où elles sont jugées attribuables aux services rendus par les fonctionnaires à la date de l’évaluation.
3. La valeur actuarielle des droits accumulés à prestations (prestations promises) (qui ne tient pas compte des augmentations futures de la rémunération considérée aux fins de la pension) est établie par des actuaires indépendants, et son montant est calculé par application d’hypothèses actuarielles pour ajuster les droits accumulés à prestations afin de traduire la valeur temps de l’argent (par application de coefficients d’actualisation pour l’intérêt) et la probabilité du paiement (au moyen de réductions notamment pour tenir compte des cas de décès, d’invalidité, de retrait ou de départ à la retraite) entre la date de l’évaluation et la date escomptée du paiement.
4. La Caisse applique les lignes directrices figurant dans la norme IAS 26.28 b) et communique la valeur actuarielle des prestations de retraite promises dans les notes relatives à ses états financiers.

Principales hypothèses

1. Les principales hypothèses actuarielles retenues pour l’évaluation sont les mêmes que celles qui avaient été adoptées pour l’évaluation au 31 décembre 2019, à savoir :

• Espérance de vie des participants (tables de mortalité établies par l’ONU en 2017, corrigées pour tenir compte de l’affinement des prévisions) ;

• Hypothèses concernant les départs à la retraite et le renouvellement du personnel, par âge ;

• Hypothèses supplémentaires concernant, entre autres, le pourcentage des prestations converties en capital et le pourcentage de participants mariés ;

• Taux de rendement nominal annuel de 6,0 %, qui sert de taux d’actualisation pour les engagements ;

• Taux annuel de 2,5 % de hausse des pensions pour tenir compte de la progression du coût de la vie.

1. Ces hypothèses ont été recommandées par le Comité d’actuaires et adoptées par le Comité mixte à sa soixante-sixième session, en juillet 2019. Les hypothèses actuarielles reposent sur le principe de la continuité des activités de la Caisse. S’il devait être mis fin à ces activités, il faudrait appliquer d’autres hypothèses actuarielles et d’autres coefficients pour déterminer la valeur actuarielle des droits à prestations accumulés.

État des droits à prestations accumulés

1. La valeur actuarielle des droits à prestations accumulés au 31 décembre 2019 est indiquée dans le tableau ci-dessous (voir la note 1.11 pour une description du système d’ajustement des pensions) :

(En millions de dollars des États-Unis)

|  | *Si les pensions futures sont payées  en application du Règlement* | |
| --- | --- | --- |
|  | *Sans ajustement  des pensions* | *Avec ajustement  des pensions* |
|  |  |  |
| Valeur actuarielle des prestations acquises |  |  |
| Participants touchant actuellement des prestations | 26 482 | 34 703 |
| Participants ne travaillant plus pour l’une des organisations affiliées, mais non retraités (prestations acquises) | 1 078 | 1 852 |
| Participants en activité | 16 199 | 22 136 |
| **Total des prestations acquises** | **43 759** | **58 691** |
| Prestations non acquises | 902 | 1 138 |
| **Valeur actuarielle totale des droits à prestations accumulés** | **44 661** | **59 829** |

Renseignements sur la participation au régime des pensions de la Caisse

1. La dernière évaluation en date a été réalisée par les actuaires-conseils au 31 décembre 2019, sur la base de la participation indiquée ci-dessous :

|  | *Au 31 décembre 2019* |
| --- | --- |
|  |  |
| Participants actifs accumulant des droits à prestations |  |
| Nombre | 119 932 |
| Rémunération annuelle (en millions de dollars É.-U.) | 11 467 |
| **Rémunération moyenne (en dollars É.-U.)** | **95 613** |
| Participants inactifs n’accumulant plus de droits à prestations |  |
| Nombre | 11 651 |
| Montant total des prestations annuelles à verser à l’âge normal de la retraite (en millions de dollars É.-U.) | 119 |
| **Montant moyen des prestations à verser à l’âge normal de la retraite (en dollars É.-U.)** | **11 298** |
| Participants retraités et ayants droit |  |
| Nombre | 79 975 |
| Montant total des prestations annuelles (en millions de dollars É.-U.) | 2 455 |
| **Montant moyen des prestations (en dollars É.-U.)** | **30 697** |

Note 19

Engagements et passifs et actifs éventuels

19.1 Engagements au titre des investissements

1. Au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018, les engagements de la Caisse au titre des investissements s’établissaient comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Au 31 décembre 2019* | *Au 31 décembre 2018* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| Fonds de placements immobiliers | 2 736 907 | 2 676 748 |
| Capital-investissement | 2 912 648 | 2 809 048 |
| Fonds d’infrastructure | 224 881 | 144 578 |
| Forêts exploitables | 11 270 | 11 270 |
| **Total** | **5 885 706** | **5 641 644** |

1. En ce qui concerne les investissements dans des partenariats de capital-investissement, dans l’immobilier, dans les infrastructures et dans les forêts exploitables, un retrait de fonds ne peut être effectué que selon les conditions fixées dans l’accord propre à l’investissement concerné. Des fonds sont toutefois retirés pour : a) financer des investissements dans des actifs qui ont été achetés ou pour lesquels un contrat d’achat a été passé ; b) payer les commissions dues à l’associé commandité ou au gérant en application de l’accord en question.

19.2 Obligations locatives

1. Au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018, les obligations locatives de la Caisse s’établissaient comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Au 31 décembre 2019* | *Au 31 décembre 2018* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| **Obligations locatives immobilières** |  |  |
| Moins de 1 an | 5 745 | 6 003 |
| De 1 à 5 ans | – | 5 532 |
| Plus de 5 ans | – | – |
| **Total** | **5 745** | **11 535** |

19.3 Passifs éventuels liés à des risques juridiques et actifs éventuels

1. Il n’y a pas de passifs éventuels substantiels nés d’actions ou de réclamations en justice qui pourraient se traduire par une obligation pécuniaire importante à la charge de la Caisse.
2. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés dans l’état de l’actif net disponible pour le versement des prestations, car on estime que le flux d’avantages économiques est incertain et fonction d’événements sur lesquels la Caisse n’a aucun contrôle. Il n’y avait aucun actif éventuel ni au 31 décembre 2019 ni au 31 décembre 2018.

Note 20

Évaluation des risques

1. Eu égard à ses activités, la Caisse est exposée à divers risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (risque de change, risque de taux d’intérêt et risque de prix).
2. À l’aide de son programme de gestion des risques d’investissement, la Caisse mesure et surveille les risques auxquels elle est exposée de façon à réduire les effets préjudiciables qu’ils pourraient avoir sur ses résultats financiers, conformément à sa politique de répartition stratégique des actifs. Le Comité des placements conseille le Représentant du Secrétaire général en ce qui concerne la stratégie d’investissement et examine les investissements de la Caisse lors de ses réunions trimestrielles. Plus précisément, ses conseils portent sur la politique d’investissement à long terme, la composition du portefeuille et la stratégie d’investissement, la diversification par types de placements, par monnaies et par secteurs économiques, ainsi que sur toute autre question pertinente.
3. La Caisse emploie différentes méthodes pour mesurer, suivre et gérer les divers types de risques financiers auxquels elle est exposée. Ces méthodes sont expliquées ci-après.

20.1 Risque de crédit

1. Le risque de crédit représente l’éventualité qu’un emprunteur ou une partie à un instrument financier manque aux obligations qu’il a contractées et provoque de ce fait une perte financière. Le risque qu’un partenaire commercial ne s’acquitte pas en temps voulu de ses obligations est un risque auquel tout débiteur est exposé. Il est donc capital, pour assurer la viabilité à long terme de la Caisse, de contrôler judicieusement ce risque et de le gérer efficacement. Pour la Caisse, la gestion du risque de crédit passe par les mesures suivantes :

• Approuver et tenir à jour des normes permettant de mesurer et de suivre le risque de crédit ;

• Déterminer les montants plafonds et les concentrations maximales du risque, mettre en place un dispositif de suivi et en surveiller l’application ;

• Veiller à ce que le risque de crédit soit soumis à des contrôles adéquats.

1. Le risque de crédit concerne essentiellement les valeurs à revenu fixe. La Caisse gère ce risque, compte tenu de la politique d’investissement adoptée pour 2019 et des indices de référence pour les investissements dans des valeurs à revenu fixe. Pour être retenus dans les indices de référence, les titres ou les émetteurs doivent avoir été notés par au moins une agence de notation de renom, S&P Global Ratings, Moody’s ou Fitch.
2. Les tableaux ci-dessous récapitulent les notes de crédit attribuées par des agences de notation (Moody’s, S&P Global Ratings ou Fitch) aux valeurs à revenu fixe détenues par la Caisse au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018. La Caisse utilise les notes de Moody’s Investors Service comme source principale pour les informations présentées dans les tableaux. Si le titre n’est pas noté, la notation implicite de Moody’s est utilisée. Si ni le titre ni l’émetteur ne sont évalués par Moody’s, les notations de S&P Global Ratings ou de Fitch sont alors utilisées.

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *31 décembre 2019* | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Valeurs à revenu fixe* | *Aaa/AA à Aa3/AA-* | *A1/A+ à A3/A-* | *Baa1/BBB+ à Baa3/BBB-* | *Ba1/BB+ à B3/B-* | *Sans notea* | *Total* |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Obligations d’État et d’organismes publics | 15 725 534 | 1 463 835 | 1 082 996 | 590 847 | – | 18 863 212 |
| Titres adossés à des créances mobilières | 157 585 | – | – | – | – | 157 585 |
| Obligations de sociétés | 45 031 | 479 792 | 70 643 | – | – | 595 466 |
| Obligations de collectivités locales | 37 873 | – | – | – | – | 37 873 |
| Titres adossés à des créances hypothécaires | 704 655 | – | – | – | – | 704 655 |
| Fonds – obligations de sociétés | – | – | – | – | 53 740 | 53 740 |
| **Total** | **16 670 678** | **1 943 627** | **1 153 639** | **590 847** | **53 740** | **20 412 531** |
| **Pourcentage** | **81,6** | **9,5** | **5,7** | **2,9** | **0,3** | **100,0** |

*a* Un titre, d’un montant de 53,7 millions de dollars placés dans un fonds obligataire, qui n’a donc pas été évalué par les agences de notation.

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *31 décembre 2018* | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Valeurs à revenu fixe* | *Aaa/AA à Aa3/AA-* | *A1/A+ à A3/A-* | *Baa1/BBB+ à Baa3/BBB-* | *Ba1/BB+ à B3/B-* | *Sans notea* | *Total* |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Obligations d’État et d’organismes publics | 9 905 490 | 3 012 324 | 793 255 | 33 773 | – | 13 744 842 |
| Obligations de sociétés | 1 172 546 | 1 971 865 | 640 768 | – | – | 3 785 179 |
| Obligations de collectivités locales | 671 683 | 107 394 | – | – | – | 779 077 |
| Bons, dépôts et effets de commerce | 38 961 | 419 088 | – | – | – | 458 049 |
| Titres adossés à des créances hypothécaires | 9 040 | – | – | – | – | 9 040 |
| Fonds – obligations de sociétés | – | – | – | – | 48 646 | 48 646 |
| **Total** | **11 797 720** | **5 510 671** | **1 434 023** | **33 773** | **48 646** | **18 824 833** |
| **Pourcentage** | **62,6** | **29,3** | **7,6** | **0,2** | **0,3** | **100,0** |

*a* Un titre, d’un montant de 48,6 millions de dollars placés dans un fonds obligataire, qui n’a donc pas été évalué par les agences de notation.

1. On trouvera dans le tableau ci-dessous une analyse des échéances des valeurs à revenu fixe au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018.

(En milliers de dollars des États-Unis)

| *Échéance* | *Au 31 décembre 2019* | *Au 31 décembre 2018* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| Moins de 1 an | 959 882 | 4 367 259 |
| De 1 à 5 ans | 3 150 021 | 6 252 073 |
| De 5 à 15 ans | 6 119 642 | 4 662 539 |
| Plus de 15 ans | 10 182 986 | 3 542 962 |
| **Total** | **20 412 531** | **18 824 833** |

20.2 Risque de liquidité

1. Le risque de liquidité correspond à la probabilité que la Caisse ne puisse dégager les fonds nécessaires pour faire face aux besoins de trésorerie découlant de ses obligations financières. Ces besoins peuvent découler du règlement d’opérations diverses, d’appels au financement d’engagements jusqu’alors non appelés ou non financés, ou du versement de prestations en diverses monnaies. Pour gérer le risque de liquidité, la Caisse a choisi d’investir majoritairement dans des titres réalisables à court terme.

20.3 Risque de marché

1. Le risque de marché est le risque que la valeur des actifs de la Caisse fluctue du fait de divers facteurs ayant une incidence sur les titres négociés sur le marché : mouvement des taux d’intérêt, variation des principaux indices, fluctuation des taux de change, instabilité des marchés, etc. Pour le mesurer, la Caisse recourt, outre à la méthode de l’écart type et à celle de la déviation par rapport à un indice de référence, à la méthode VaR (valeur à risque). Les institutions financières et les sociétés de gestion d’actifs se servent communément de la méthode VaR pour mesurer le risque de marché. La Caisse s’est également fixé un niveau de tolérance aux risques d’investissement, qui est défini dans la politique d’investissement approuvée par le Représentant du Secrétaire général. Compte tenu de cette tolérance au risque, un budget risque a été attribué à chaque gestionnaire de portefeuille. Le budget risque évolue d’une année sur l’autre.
2. La méthode VaR permet de mesurer l’exposition d’un portefeuille au risque de marché et la probabilité d’une fluctuation défavorable, c’est-à-dire le niveau de risque. Le but principal est d’évaluer les risques de marché qui découlent des variations des cours. La VaR a trois caractéristiques : a) le montant (en pourcentage ou en dollars) ; b) l’horizon temporel (en l’occurrence, un an) ; c) le niveau de confiance (en l’occurrence, 95 %). Ainsi, une VaR 95 de telle ou telle valeur (en pourcentage ou en dollars) signifie qu’il y a 95 % de chances que les pertes subies par le portefeuille ne dépassent pas ladite valeur (en pourcentage ou en dollars) sur un an. De plus, la Caisse tient compte de la variation de cours se situant en queue de distribution, l’écart négatif attendu, qui mesure la perte moyenne à laquelle elle s’attend lorsque les pertes sont supérieures à la VaR 95, c’est-à-dire les 5 % restants. Elle rend également compte de la contribution au risque. Si l’on considère que le risque pour l’ensemble des actifs de la Caisse équivaut à 100 %, la contribution au risque correspond à la part de chaque catégorie d’actifs dans ce pourcentage. Les contributions au risque sont additives (l’ensemble des contributions équivaut à 100 %), mais les VaR 95 ne le sont pas en raison de l’effet de diversification.
3. Les tableaux ci-après font apparaître quatre aspects importants relatifs aux risques, à savoir : la volatilité (ou écart type) des actifs, exprimée en pourcentage ; la VaR 95 des actifs, également exprimée en pourcentage ; la contribution au risque, autrement dit la part en pourcentage de chaque catégorie d’actifs dans le risque total (égal à 100 %) ; l’écart négatif attendu à 5 % de la valeur des actifs (les VaR de la Caisse étant calculées avec un niveau de confiance de 95 %), qui mesure la perte moyenne à laquelle la Caisse s’attend lorsque les pertes sont supérieures à la VaR 95.
4. Les valeurs indiquées dans les tableaux ci-après ont un horizon temporel de un an. Pour 2019, le taux de volatilité – en valeur absolue (indice de référence non inclus) − applicable à l’ensemble du portefeuille a été estimé à 6,86 %, la VaR 95 a été estimée à 11,32 % et l’écart négatif attendu a été estimé à 17,45 %. Une VaR 95 de 11,32 % indique qu’il y a 95 % de chances que les pertes subies par le portefeuille ne dépassent pas 11,32 % sur un an. La classe d’actifs à laquelle est associée la VaR la plus faible (et qui présente donc le risque le plus limité) est la trésorerie, suivie par les valeurs à revenu fixe, les infrastructures et les forêts exploitables ; la classe d’actifs à laquelle est associée la VaR la plus élevée (et qui présente donc le risque le plus important) est l’immobilier, suivi des produits de base, des actions et du capital-investissement. Les statistiques relatives à la contribution au risque sont établies compte tenu du niveau de risque de la catégorie d’actifs considérée, du poids de celle-ci dans le portefeuille et de sa corrélation avec les autres actifs du portefeuille. Pour 2019, le portefeuille d’actions a contribué à hauteur de 86,17 % au risque total, contre -0,24 % pour les valeurs à revenu fixe, 7,09 % pour l’immobilier, 6,65 % pour le capital-investissement, 0,04 % pour les produits de base, 0,26 % pour les infrastructures et 0,03 % pour les forêts exploitables. Au 31 décembre 2019, les actions représentaient 58,73 % de l’actif net disponible pour le versement des prestations.
5. Les valeurs indiquées dans les tableaux ont été annualisées au moyen d’une simulation rétrospective.

(En pourcentage)

|  | *2019* | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| *Catégorie d’actifs* | *Volatilité (écart type)* | *VaR (95 %)* | *Contribution au risque* | *Écart négatif attendu (5 %)* |
|  |  |  |  |  |
| Total des actifs de la Caisse | 6,86 | 11,32 | 100,00 | 17,45 |
| Total des actions | 10,17 | 18,16 | 86,17 | 26,08 |
| Valeurs à revenu fixe | 2,58 | 4,36 | (0,24) | 5,65 |
| Trésorerie et dépôts à court terme | 0,16 | 0,25 | 0,00 | 0,34 |
| Immobilier | 12,83 | 21,59 | 7,09 | 30,42 |
| Capital-investissement | 9,88 | 17,62 | 6,65 | 25,48 |
| Produits de base | 10,41 | 17,38 | 0,04 | 24,76 |
| Infrastructures | 9,67 | 17,52 | 0,26 | 25,32 |
| Forêts exploitables | 9,67 | 17,52 | 0,03 | 25,32 |

*Note* : Les chiffres sont extraits du système MSCI RiskMetrics au 31 décembre 2019. Les pourcentages sont arrondis deux chiffres après la virgule ; 0,00 % indique une valeur inférieure à 0,01 % mais différente de zéro.

(En pourcentage)

|  | *2018* | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| *Catégorie d’actifs* | *Volatilité (écart type)* | *VaR (95 %)* | *Contribution au risque* | *Écart négatif attendu (5 %)* |
|  |  |  |  |  |
| Total des actifs de la Caisse | 7,39 | 12,38 | 100,00 | 18,94 |
| Total des actions | 10,96 | 18,74 | 82,05 | 28,64 |
| Valeurs à revenu fixe | 4,48 | 7,16 | 2,76 | 10,27 |
| Trésorerie et dépôts à court terme | 0,09 | 0,15 | 0,03 | 0,21 |
| Immobilier | 14,35 | 23,90 | 8,45 | 35,56 |
| Capital-investissement | 10,98 | 18,75 | 6,30 | 28,75 |
| Produits de base | 12,00 | 19,10 | 0,12 | 27,28 |
| Infrastructures | 14,11 | 24,35 | 0,25 | 35,21 |
| Forêts exploitables | 14,11 | 24,35 | 0,04 | 35,21 |

*Note* : Les chiffres sont extraits du système MSCI RiskMetrics au 31 décembre 2018. Les pourcentages sont arrondis deux chiffres après la virgule ; 0,00 % indique une valeur inférieure à 0,01 % mais différente de zéro.

1. Bien que la VaR soit très utile pour mesurer le risque de marché, les hypothèses sur lesquelles se fonde le modèle entraînent certaines limitations. Les principales hypothèses sont les suivantes : période de détention d’une journée aux fins de la couverture ou de la liquidation des positions, qui peut ne pas s’appliquer à des actifs non liquides ou s’expliquer par les conditions défavorables du marché ; niveau de confiance de 95 %, ce qui signifie que la probabilité que les pertes soient supérieures à la VaR à 95 % est de 5 % ; VaR calculée en fin de journée, ce qui ne rend pas compte des fluctuations qui ont lieu pendant la séance boursière ; utilisation de données historiques et recours à la simulation dite de Monte Carlo, ce qui ne permet pas nécessairement de prévoir tous les scénarios possibles, en particulier ceux qui présentent un caractère exceptionnel.

Risque de prix

1. La Caisse est exposée au risque de prix en ce qui concerne les titres de capital. Ce risque est lié aux investissements dont le cours futur est incertain. Dans le cas d’instruments financiers non monétaires – titres de capital, par exemple – libellés en monnaies autres que le dollar des États-Unis, le cours est exprimé initialement dans la monnaie d’origine puis converti en dollars des États-Unis, et sera donc aussi soumis aux fluctuations des taux de change.
2. Au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018, la juste valeur des titres de capital exposés au risque de prix était la suivante :

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Au 31 décembre 2019* | *Au 31 décembre 2018* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| Actions ordinaires et privilégiées | 40 686 191 | 32 402 313 |
| Fonds – fonds indiciels cotés | 1 388 880 | 1 774 285 |
| Fonds – actions ordinaires | 138 935 | 127 585 |
| Titres composés | 95 135 | 96 976 |
| **Total** | **42 309 141** | **34 401 159** |

1. La contribution des actions au risque total de la Caisse (100 %) est de 86,17 % (contre 82,05 % en 2018), l’ensemble des autres catégories d’actifs constituant le reliquat de la contribution au risque.
2. La Caisse gère aussi son exposition au risque de prix en analysant son portefeuille par secteur d’activité et en comparant les répartitions sectorielles à des indices de référence.
3. La répartition du portefeuille de la Caisse par secteur d’activité au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018 était la suivante :

(En pourcentage)

|  | *Au 31 décembre 2019* | |  | *Au 31 décembre 2018* | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Classification générale type par secteur d’activité* | *Portefeuille d’actions de la Caisse* | *Indice de référencea* | *Portefeuille d’actions de la Caisse* | | *Indice de référenceb* |
|  |  |  |  | |  |
| Finances | 16,25 | 17,29 | 16,12 | | 17,77 |
| Informatique | 17,80 | 17,69 | 15,02 | | 15,29 |
| Services de communication | 8,27 | 9,01 | 8,01 | | 9,26 |
| Biens de consommation cyclique | 11,82 | 11,03 | 10,93 | | 10,68 |
| Biens de consommation de base | 6,70 | 7,48 | 7,24 | | 7,77 |
| Énergie | 5,15 | 5,40 | 5,57 | | 6,37 |
| Santé | 11,85 | 12,15 | 12,86 | | 12,49 |
| Industrie | 8,33 | 8,30 | 8,16 | | 8,51 |
| Matières premières | 4,49 | 4,90 | 4,58 | | 5,12 |
| Services collectifs de distribution | 2,78 | 3,43 | 2,90 | | 3,46 |
| Immobilier | 2,89 | 3,32 | 3,02 | | 3,28 |
| Divers | 3,67 | Sans objet | 5,59 | | Sans objet |
| **Total** | **100,00** | **100,00** | **100,00** | | **100,00** |

*a* Morgan Stanley Capital International – All Country World Index (MSCI-ACWI), personnalisé en vue d’exclure le tabac et les armes controversées.

*b* MSCI-ACWI.

1. À compter du 28 septembre 2018, plusieurs modifications ont été apportées à la Classification générale type par secteur d’activité. Parmi les principales, on peut citer l’extension du secteur des services de télécommunications, rebaptisé secteur des services de communication. Ce nouveau secteur combine les entreprises de télécommunications et celles qui se consacrent aux médias et au divertissement (qui relevaient auparavant du secteur des biens de consommation cyclique), ainsi que des entreprises spécialisées dans Internet (qui relevaient auparavant du secteur de l’informatique).
2. Le tableau ci-dessous présente une analyse de la concentration du risque de prix du portefeuille d’actions de la Caisse par région (en fonction du lieu de cotation primaire de la société ou, si la société n’est pas cotée, du siège social).

(En pourcentage)

|  | *Au 31 décembre 2019* | *Au 31 décembre 2018* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| Amérique du Nord | 56,0 | 58,4 |
| Europe | 17,3 | 18,4 |
| Asie-Pacifique | 9,7 | 11,7 |
| Marchés émergents | 17,0 | 10,9 |
| Régions internationales | – | 0,6 |
| **Total** | **100,0** | **100,0** |

Risque de change

1. Dotée d’un portefeuille comptant parmi les plus diversifiés au monde, la Caisse détient des actifs monétaires et non monétaires libellés dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis, qui est sa monnaie de base. Le risque de change est le risque que la valeur des instruments financiers libellés dans d’autres monnaies que le dollar fluctue au gré des variations des taux de change. La Caisse suit l’exposition de toutes les monnaies. Les gains et pertes de change latents sont principalement dus à la fluctuation des taux de change durant la période considérée.
2. La Caisse n’a pas recours à des instruments de couverture pour gérer le risque de change, car elle compte que celui-ci sera égal à zéro à l’issue d’un cycle complet du marché, comme cela a toujours été le cas. Le risque de change correspond au risque lié aux fluctuations des taux de change.
3. Les tableaux ci-après portent sur l’exposition de la Caisse au risque de change par catégorie d’actifs. Ils présentent la répartition des différentes catégories d’actifs libellés dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018, le montant étant indiqué à la juste valeur. Il n’y est pas tenu compte d’actifs financiers d’un montant net de 44,4 millions de dollars en 2019 (2018 : passifs financiers d’un montant net de 102,6 millions de dollars) qui ne sont pas détenus à la juste valeur (voir la note 5). Les actifs détenus dans des fonds indiciels cotés ou des fonds spécialisés gérés à l’extérieur sont classés dans la catégorie des actifs détenus en dollars des États-Unis.

(En pourcentage)

|  | *Au 31 décembre 2019* | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Monnaie* | *Actions* | *Valeurs à revenu fixe* | *Titres immobiliers* | *Investissements alternatifs et divers* | *Trésorerie* | *Total* |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Dollar des États-Unis | 35,40 | 23,95 | 5,57 | 4,26 | 0,56 | 69,74 |
| Euro | 4,88 | 0,05 | 0,72 | 0,69 | 0,02 | 6,36 |
| Yen | 3,79 | – | 0,19 | – | 0,01 | 3,99 |
| Livre sterling | 2,91 | – | 0,19 | 0,09 | 0,00 | 3,19 |
| Dollar de Hong Kong | 2,63 | – | – | – | 0,00 | 2,63 |
| Dollar canadien | 1,78 | 0,03 | 0,32 | – | 0,00 | 2,13 |
| Won | 1,11 | 0,43 | – | – | 0,00 | 1,54 |
| Franc suisse | 1,51 | – | – | – | 0,01 | 1,52 |
| Real | 0,73 | 0,70 | – | – | 0,00 | 1,43 |
| Dollar australien | 1,13 | 0,03 | 0,24 | – | 0,00 | 1,40 |
| Roupie indienne | 0,79 | 0,17 | – | – | 0,00 | 0,96 |
| Peso mexicain | 0,27 | 0,63 | – | – | 0,00 | 0,90 |
| Ringgit | 0,15 | 0,36 | – | – | 0,00 | 0,51 |
| Rand | 0,39 | 0,12 | – | – | 0,00 | 0,51 |
| Rouble | – | 0,50 | – | – | 0,00 | 0,50 |
| Couronne suédoise | 0,48 | – | – | – | 0,00 | 0,48 |
| Baht | – | 0,43 | – | – | 0,00 | 0,43 |
| Couronne danoise | 0,31 | – | – | – | 0,00 | 0,31 |
| Zloty | – | 0,24 | – | – | 0,00 | 0,24 |
| Dollar singapourien | 0,21 | – | – | – | 0,00 | 0,21 |
| Peso philippin | 0,10 | 0,10 | – | – | 0,00 | 0,20 |
| Livre turque | 0,06 | 0,08 | – | – | 0,00 | 0,14 |
| Sol | – | 0,10 | – | – | 0,00 | 0,10 |
| Couronne tchèque | – | 0,09 | – | – | 0,00 | 0,09 |
| Forint | – | 0,08 | – | – | 0,00 | 0,08 |
| Nouveau shekel | – | 0,08 | – | – | 0,00 | 0,08 |
| Peso colombien | – | 0,07 | – | – | 0,00 | 0,07 |
| Yuan (renminbi) | 0,07 | – | – | – | 0,00 | 0,07 |
| Couronne norvégienne | 0,05 | 0,00 | – | – | 0,00 | 0,05 |
| Peso chilien | – | 0,05 | – | – | 0,00 | 0,05 |
| Livre égyptienne | – | 0,04 | – | – | – | 0,04 |
| Leu | – | 0,03 | – | – | 0,00 | 0,03 |
| Dollar néo-zélandais | 0,02 | – | – | – | 0,00 | 0,02 |
| Franc CFA | – | – | – | – | 0,00 | 0,00 |
| Roupie pakistanaise | – | – | – | – | 0,00 | 0,00 |
| **Total** | **58,77** | **28,36** | **7,23** | **5,04** | **0,60** | **100,00** |

*Note* : Pourcentages arrondis deux chiffres après la virgule ; 0,00 % indique une valeur inférieure à 0,01 % mais différente de zéro.

(En pourcentage)

|  | *Au 31 décembre 2018* | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Monnaie* | *Actions* | *Valeurs à revenu fixe* | *Titres immobiliers* | *Investissements alternatifs et divers* | *Trésorerie* | *Total* |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Dollar des États-Unis | 34,13 | 16,62 | 5,51 | 3,84 | 0,86 | 60,96 |
| Euro | 5,04 | 6,31 | 0,70 | 0,64 | 0,02 | 12,71 |
| Yen | 4,44 | 4,63 | 0,22 | – | 0,01 | 9,30 |
| Livre sterling | 3,06 | 1,25 | 0,17 | 0,03 | 0,01 | 4,52 |
| Dollar canadien | 1,56 | 0,60 | 0,24 | – | 0,00 | 2,40 |
| Dollar de Hong Kong | 2,03 | – | – | – | 0,00 | 2,03 |
| Dollar australien | 1,27 | 0,26 | 0,29 | – | 0,01 | 1,83 |
| Franc suisse | 1,50 | – | – | – | 0,01 | 1,51 |
| Won | 0,80 | 0,34 | – | – | – | 1,14 |
| Couronne suédoise | 0,47 | 0,14 | – | – | 0,00 | 0,61 |
| Roupie indienne | 0,49 | – | – | – | 0,00 | 0,49 |
| Real | 0,38 | – | – | – | 0,00 | 0,38 |
| Rand | 0,35 | – | – | – | 0,00 | 0,35 |
| Dollar singapourien | 0,24 | 0,08 | – | – | 0,00 | 0,32 |
| Couronne danoise | 0,25 | – | – | – | 0,00 | 0,25 |
| Couronne norvégienne | 0,05 | 0,18 | – | – | 0,00 | 0,23 |
| Peso mexicain | 0,19 | 0,02 | – | – | 0,01 | 0,22 |
| Ringgit | 0,12 | 0,05 | – | – | – | 0,17 |
| Dollar néo-zélandais | 0,01 | 0,11 | – | – | 0,00 | 0,12 |
| Baht | – | 0,08 | – | – | 0,00 | 0,08 |
| Couronne tchèque | – | 0,08 | – | – | – | 0,08 |
| Peso philippin | 0,07 | – | – | – | – | 0,07 |
| Zloty | – | 0,07 | – | – | – | 0,07 |
| Peso chilien | – | 0,06 | – | – | 0,00 | 0,06 |
| Livre turque | 0,06 | – | – | – | 0,00 | 0,06 |
| Forint | – | 0,03 | – | – | – | 0,03 |
| Rouble | – | 0,01 | – | – | – | 0,01 |
| Roupie pakistanaise | – | – | – | – | 0,00 | 0,00 |
| Franc CFA | – | – | – | – | 0,00 | 0,00 |
| **Total** | **56,51** | **30,92** | **7,13** | **4,51** | **0,93** | **100,00** |

*Note* : Pourcentages arrondis deux chiffres après la virgule ; 0,00 % indique une valeur inférieure à 0,01 % mais différente de zéro.

Risque de taux d’intérêt

1. Le risque de taux d’intérêt est le risque de fluctuation de la juste valeur des actifs et passifs financiers ou des flux de trésorerie futurs sous l’effet de variations des taux d’intérêt du marché. Pour la Caisse, ce risque concerne les titres à revenu fixe, les titres de dette à taux variable, la trésorerie et les équivalents de trésorerie.
2. Le tableau ci-après établit une comparaison entre la sensibilité de la Caisse aux fluctuations des taux d’intérêt et celle de son indice de référence pour les valeurs à revenu fixe. Cette mesure de la duration indique la variation approximative de la valeur du portefeuille en pourcentage lorsque la fluctuation des taux d’intérêt atteint 100 points de base.

|  | *2019* | |  | *2018* | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Caisse des pensions* | *Indice de référence* | *Caisse des pensions* | | *Indice de référence* |
|  |  |  |  | |  |
| Duration effective | 5,00 | 4,89 | 6,40 | | 6,96 |

1. La duration effective correspond à la sensibilité aux variations de taux d’intérêt. Dans le cas présent, si le taux d’intérêt variait de 1 %, le portefeuille de la Caisse pourrait gagner ou perdre à peu près 5,00 % de sa valeur (6,40 % en 2018), tandis que l’indice de référence avancerait ou reculerait de 4,89 % environ (6,96 % en 2018). Cela est dû principalement à l’augmentation ou à la diminution de la juste valeur des titres à taux fixes. Les titres de dette à taux variable représentent environ 1 % des investissements dans des valeurs à revenu fixe utilisés pour calculer la duration effective au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018.

Note 21

Renseignements relatifs au budget

21.1 Écart entre les crédits initialement approuvés et les crédits définitifs

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Crédits initialement approuvés pour 2019* | *Montant reporté (solde de 2018)* | *Augmentations/ diminutions approuvées* | *Crédits définitifs pour 2019* |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |
| Secrétariat de la Caisse | 50 221 | (3 619) | 639 | 47 241 |
| Bureau de la gestion des investissements | 43 702 | 7 593 | (8 139) | 43 156 |
| Audit | 1 458 | (145) | 431 | 1 744 |
| Comité mixte | 512 | 44 | 326 | 882 |
| **Total** | **95 893** | **3 873** | **(6 743)** | **93 023** |

1. L’Assemblée générale a approuvé le montant initial des crédits pour l’exercice biennal 2018-2019 dans sa résolution [72/262](https://undocs.org/fr/A/RES/72/262) A et le montant définitif de ces crédits dans sa résolution [74/263](https://undocs.org/fr/A/RES/74/263).

21.2 Rapprochement des montants effectifs, calculés sur une base comparable,  
et des montants figurant dans l’état des variations de l’actif net disponible  
pour le versement des prestations

1. Les différences entre les montants effectifs calculés sur une base comparable avec les montants inscrits au budget et les montants effectifs portés sur les états financiers peuvent être rangées dans les catégories suivantes :

a) Différences liées à la méthode de calcul, qui surviennent lorsque le budget approuvé est établi selon une méthode autre que la méthode de comptabilité, comme indiqué dans la note 3.14 ;

b) Écarts de dates, qui surviennent lorsque l’exercice budgétaire diffère de la période comptable sur laquelle portent les états financiers. Ce cas de figure ne concerne pas la Caisse ;

c) Différences relatives aux entités prises en compte, qui surviennent lorsque des programmes ou des entités qui relèvent de l’organisme pour lequel les états financiers sont établis ne sont pas pris en compte dans le budget. Ce cas de figure ne concerne pas la Caisse.

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *2019* | *2018* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| **Montant effectif calculé sur une base comparable***a* | **71 763** | **79 835** |
| Différences liées à la méthode de calcul |  |  |
| Entrées/sorties d’actifs | (2 222) | (2 249) |
| Amortissements et dépréciations | 2 464 | 4 719 |
| Engagements non réglés | 5 322 | (6 846) |
| Charges comptabilisées d’avance | (722) | 406 |
| Avantages du personnel | 16 087 | (6 479) |
| Autres charges à payer | (927) | 733 |
| **Montant effectif des dépenses d’administration figurant dans l’état des variations de l’actif net disponible pour le versement des prestations** | **91 765** | **70 119** |

*a* Le montant effectif calculé sur une base comparable désigne les chiffres réels des dépenses d’administration relatives à la Caisse et ne comprend pas les dépenses liées à l’Organisation des Nations Unies.

204. Le tableau qui précède fait apparaître les principales différences entre le montant total des dépenses d’administration calculées selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée (méthode utilisée dans le cadre de l’établissement du budget) et le montant total des dépenses calculées selon les normes IPSAS. Les principales différences sont les suivantes :

• *Dotation aux amortissements*. Selon les normes IPSAS, les immobilisations corporelles et incorporelles d’une valeur égale ou supérieure au seuil d’immobilisation sont amorties tout au long de leur durée d’utilité. Selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, seule la dotation aux amortissements est comptabilisée sur la durée d’utilité, les charges totales l’étant au moment de l’acquisition ;

• *Comptabilisation des charges*. Selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, les dépenses sont comptabilisées comme engagements non réglés au moment du décaissement ou de l’engagement de dépenses. Selon les normes IPSAS, les charges sont comptabilisées au moment où les biens ou les services sont reçus. Les engagements non réglés pour des biens ou services non reçus et les paiements anticipés ne sont pas comptabilisés en charges. Les services reçus mais non réglés sont comptabilisés en charges ;

• *Avantages du personnel*. Selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, les charges relatives aux avantages du personnel sont comptabilisées au moment où les prestations deviennent exigibles. Selon les normes IPSAS, les charges relatives à ces avantages doivent être rattachées à la période pendant laquelle ceux-ci ont été acquis, indépendamment du moment où intervient le paiement. On considère donc comme charges les engagements au titre des avantages postérieurs à l’emploi, tels que l’assurance maladie après la cessation de service, le paiement des jours de congé annuel accumulés et les prestations liées au rapatriement.

Note 22

Fonds administrés par des tiers

1. Les fonds administrés par des tiers correspondent à des fonds dont la Caisse a confié l’administration à des gestionnaires externes.
2. Conformément aux résolutions de l’Assemblée générale [2951 (XXVII)](https://undocs.org/fr/A/RES/2951(XXVII)) portant création de l’Université des Nations Unies, et [3081 (XXVIII)](https://undocs.org/fr/A/RES/3081(XXVIII)), ainsi qu’à l’article IX de la Charte de l’Université ([A/9149/Add.2](https://undocs.org/fr/A/9149/Add.2)), le Bureau de la gestion des investissements assure la supervision des investissements du Fonds de dotation de l’Université des Nations Unies, qui étaient confiés à la société Nikko Asset Management jusqu’au 20 novembre 2018 et le sont dorénavant à la société BlackRock Financial Management et à une banque dépositaire distincte. Le Bureau et les responsables du Fonds de dotation ont conclu un accord formalisant les arrangements relatifs à ces services. Le produit des investissements est comptabilisé dans les états de l’Université. Il est tenu séparé des investissements de la Caisse, qui font l’objet d’arrangements distincts. Le Fonds rembourse au Bureau les frais de supervision, d’un montant annuel de 50 000 dollars, comptabilisés comme autres recettes liées aux investissements.

Note 23

Opérations entre des parties liées

Principaux dirigeants

1. Le tableau ci-après récapitule le nombre et la rétribution des principaux dirigeants rémunérés par la Caisse pour les années terminées le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2018.

|  | *Nombre de personnes* | *Traitement et indemnité de poste* | *Prestations* | *Pension de retraite et assurance maladie* | *Montant total de la rémunération* | *Avances non remboursées sur les prestations* | *Encours des prêts* |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *(En milliers de dollars des États-Unis)* | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2019 | 4 | 857 | 343 | 204 | 1 404 | – | – |
| 2018 | 5 | 1 046 | 370 | 245 | 1 661 | – | – |

1. Les principaux dirigeants de la Caisse en 2018 et 2019 étaient l’Administratrice (voir note 1.2), le Représentant du Secrétaire général, l’Administrateur adjoint (poste vacant en 2019), le Directeur du Bureau de la gestion des investissements et le Directeur financier. Ils avaient pour mandat de planifier, diriger et contrôler les activités de la Caisse.
2. Le montant total de la rémunération des membres de l’équipe de direction englobe le montant net des traitements, l’indemnité de poste et des prestations telles que l’indemnité de représentation, la prime d’affectation, l’allocation-logement, le paiement des frais d’expédition d’effets personnels et la cotisation de l’employeur au régime de pensions et au régime d’assurance maladie.
3. Au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018, la Caisse n’enregistrait aucune avance sur les prestations non régularisée pour ses principaux dirigeants.
4. Les principaux dirigeants ont également droit, au même titre que les autres fonctionnaires de la Caisse, à des prestations après la cessation de service (voir la note 11). La valeur actuarielle de ces prestations au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018 était la suivante :

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *Au 31 décembre 2019* | *Au 31 décembre 2018* |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| Assurance maladie après la cessation de service | 377 | 1 355 |
| Prime de rapatriement | 163 | 157 |
| Congé annuel | 76 | 118 |
| **Total** | **616** | **1 630** |

Autres parties liées

1. On trouvera ci-dessous un récapitulatif des relations entre la Caisse et d’autres parties, bien qu’il n’y ait pas eu d’opérations concernant celles-ci.

Assemblée générale

1. L’Assemblée générale est l’organe de tutelle de la Caisse. Elle examine les rapports présentés par le Comité mixte, approuve les budgets de la Caisse, décide de l’admission de nouvelles organisations et modifie les Statuts de la Caisse.

Organisations affiliées à la Caisse

1. L’affiliation de nouvelles organisations (organisations intergouvernementales internationales) à la Caisse se fait par décision de l’Assemblée générale, après acceptation par les organisations intéressées des Statuts de la Caisse. Chaque organisation affiliée est dotée d’un comité des pensions du personnel et d’un secrétaire du comité. Ces comités et leur secrétariat font partie intégrante de l’administration de la Caisse.

Centre international de calcul des Nations Unies

1. Le Centre international de calcul des Nations Unies (CIC) a été créé en janvier 1971, en application de la résolution [2741 (XXV)](https://undocs.org/fr/A/RES/2741(XXV)) de l’Assemblée générale. Il fournit des services d’informatique et de communication aux partenaires et usagers du système des Nations Unies. Tel que précisé dans le mandat du Centre, en tant que partenaire, la Caisse serait responsable, en proportion de sa participation, de toute demande d’indemnisation émanant de tiers ou de tout passif découlant des activités de service du CIC ou liés à ces dernières. Au 31 décembre 2019, on n’avait connaissance d’aucune demande d’indemnisation ayant des conséquences pour la Caisse. Le Centre est propriétaire des actifs jusqu’à sa dissolution. Lors de cette dissolution, la division de tous ses actifs et passifs entre les organisations partenaires doit être approuvée par le Comité de gestion selon une formule définie à ce moment.
2. Le CIC est chargé de :

• Fournir des services informatiques sur la base du recouvrement intégral des coûts ;

• Aider ses clients à exploiter les réseaux et la technologie informatique ;

• Fournir des services de gestion de l’information ;

• Conseiller les organisations sur les questions liées à la gestion de l’information ;

• Offrir des formations spécialisées.

Note 24

Retraitement et comparaison des montants

1. À partir de 2019, la Caisse a actualisé la présentation de l’état de l’actif net disponible pour le versement des prestations en regroupant les placements à revenu fixe et les placements à court terme et en fournissant, dans la note 20.1 des présents états financiers, une analyse des échéances des titres à revenu fixe au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018. Ce changement vise à fournir des renseignements plus utiles aux utilisateurs des états financiers, conformément à la politique d’investissement arrêtée pour 2019, et à améliorer la lisibilité en présentant l’ensemble des instruments à revenu fixe dans un même tableau.
2. En conséquence, certaines rubriques ont été modifiées dans l’état de l’actif net disponible pour le versement des prestations et dans les notes des états financiers correspondantes. Tous les chiffres indiqués à des fins de comparaison ont été retraités conformément à la classification de l’année courante. Le retraitement n’a pas eu d’incidence sur l’actif net disponible pour le versement des prestations.
3. Le regroupement des placements à court terme et des placements à revenu fixe a un effet net nul sur l’état de l’actif net disponible pour le versement des prestations, qui se présente comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | *(chiffres initiaux) 31 décembre 2018* | *Regroupement* | *Après le regroupement 31 décembre 2018* |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |
| **Investissements** |  |  |  |
| Placements à court terme | 2 710 995 | (2 710 995) | – |
| Actions | 34 401 159 | – | 34 401 159 |
| Placements à revenu fixe | 16 113 838 | 2 710 995 | 18 824 833 |
| Actifs réels | 4 340 466 | – | 4 340 466 |
| Investissements alternatifs et divers | 2 743 377 | – | 2 743 377 |
| **Total** | **60 309 835** | **–** | **60 309 835** |

Note 25

Événements postérieurs à la date de clôture des comptes

1. Sous l’effet de la propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19), qui, en mars 2020, a été déclarée pandémie mondiale par l’Organisation mondiale de la Santé, des incertitudes économiques risquant de peser sur la situation financière, les résultats des opérations et les flux de trésorerie de la Caisse ont surgi.
2. L’impact sur les performances financières de la Caisse dépendra de l’évolution future de la situation, notamment des éléments ci-après, tous entachés d’une grande incertitude et ne se prêtant guère à des prévisions fiables : a) la durée et la propagation de l’épidémie de COVID-19 ; b) les restrictions et les avis y afférents ; c) les effets sur les marchés financiers ; d) les effets sur l’économie mondiale. Comme la plupart des experts, la direction de la Caisse estime que l’épidémie aura un fort impact sur l’économie. Certaines banques centrales ont commencé à agir en réduisant les taux d’intérêt et en prenant d’autres mesures. La durée et l’incidence de l’épidémie, ainsi que l’efficacité des interventions des gouvernements et des banques centrales, restent inconnues à l’heure actuelle. En raison de l’évolution rapide et de la fluidité de la pandémie, il est difficile d’estimer de manière fiable, à la date de signature des présents états financiers, quelles seront ses incidences finales sur la situation financière et les résultats de la Caisse dans les périodes à venir.
3. Conformément à la norme IPSAS 14 : Événements postérieurs à la date de clôture, la pandémie de COVID-19 est considérée comme un événement postérieur à la date de clôture ne donnant pas lieu à ajustement ; en conséquence, aucun ajustement n’a été apporté aux états financiers au titre de faits postérieurs au 31 décembre 2019. Les instruments financiers évalués à la juste valeur qui sont présentés dans l’état des variations de l’actif net ont été comptabilisés conformément aux normes IPSAS applicables. Les variations des cours du marché après cette date ne sont pas prises en compte dans l’évaluation de l’actif.
4. Seule la direction de la Caisse est habilitée à modifier les présents états financiers.

Annexe des notes relatives aux états financiers

Statistiques concernant les activités de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Tableau 1

Nombre de participants

| *Organisation affiliée* | *Participants au 31 décembre 2018* | *Nouveaux participants* | *Transferts* | | *Cessations de service* | *Ajustementsa* | *Participants au 31 décembre 2019* | *Augmentation/ (diminution) (pourcentage)* |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Arrivées* | *Départs* |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Organisation des Nations Unies*b* | 84 854 | 7 715 | 255 | 255 | 6 753 | 453 | 85 363 | 0,6 |
| Organisation internationale du Travail | 3 819 | 416 | 30 | 29 | 285 | 12 | 3 939 | 3,1 |
| Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture | 11 163 | 1 223 | 82 | 90 | 576 | 42 | 11 760 | 5,3 |
| Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture | 2 479 | 201 | 23 | 20 | 139 | 5 | 2 539 | 2,4 |
| Organisation mondiale de la Santé | 10 819 | 799 | 66 | 62 | 548 | 18 | 11 056 | 2,2 |
| Organisation de l’aviation civile internationale | 789 | 52 | 9 | 5 | 83 | 1 | 761 | (3,5) |
| Organisation météorologique mondiale | 360 | 46 | 5 | 4 | 32 | 1 | 374 | 3,9 |
| Agence internationale de l’énergie atomique | 2 734 | 214 | 20 | 34 | 131 | 1 | 2 802 | 2,5 |
| Organisation maritime internationale | 277 | 97 | 5 | 2 | 12 | – | 365 | 31,8 |
| Union internationale des télécommunications | 726 | 47 | 9 | 2 | 32 | – | 748 | 3,0 |
| Organisation mondiale de la propriété intellectuelle | 1 222 | 66 | 14 | 10 | 76 | – | 1 216 | (0,5) |
| Fonds international de développement agricole | 586 | 61 | 11 | 4 | 40 | 2 | 612 | 4,4 |
| Centre international d’études pour la conservation et la restauration des biens culturels | 43 | 2 | 1 | – | 1 | – | 45 | 4,7 |
| Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes | 19 | 3 | – | – | 2 | – | 20 | 5,3 |
| Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie | 174 | 5 | 3 | 1 | 6 | – | 175 | 0,6 |
| Organisation mondiale du tourisme | 88 | 3 | 1 | – | 3 | – | 89 | 1,1 |
| Tribunal international du droit de la mer | 40 | 2 | – | 1 | – | – | 41 | 2,5 |
| Autorité internationale des fonds marins | 42 | 4 | 4 | 1 | 6 | – | 43 | 2,4 |
| Organisation des Nations Unies pour le développement industriel | 698 | 40 | 4 | 7 | 22 | 1 | 712 | 2,0 |
| Cour pénale internationale | 1 225 | 73 | 12 | 24 | 54 | 2 | 1 230 | 0,4 |
| Union interparlementaire | 48 | 2 | – | 1 | 2 | – | 47 | (2,1) |
| Organisation internationale pour les migrations | 5 951 | 1 323 | 27 | 45 | 346 | 13 | 6 897 | 15,9 |
| Tribunal spécial pour le Liban | 438 | 34 | 18 | 17 | 24 | – | 449 | 2,5 |
| Organisation du Traité d’interdiction complète des essais nucléaires | – | 285 | 15 | – | 2 | (2) | 300 | Non applicable |
| **Total** | **128 594** | **12 713** | **614** | **614** | **9 175** | **549** | **131 583** | **2,3** |

*a* Les ajustements sont principalement dus aux corrections d’écritures erronées des années précédentes, qui réduisent/(augmentent) les effectifs de 2019. Ils comprennent les ajustements des comptes des participants qui ont été supprimés des soldes de clôture de 2018 en raison d’ajustements de contrats effectués en 2019, ainsi que ceux qui, en 2019, ont été intégrés aux soldes de clôture de 2018 par suite de modifications de contrats.

*b* Siège et bureaux régionaux de l’ONU et fonds et programmes des Nations Unies.

Tableau 2

Prestations servies aux participants ou à leurs bénéficiaires pendant l’année terminée le 31 décembre 2019

| *Organisation affiliée* | *Nombre de prestations versées* | | | | | | | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Pension de retraite* | *Pension de retraite anticipée* | *Pension de retraite différée* | *Versement de départ au titre de la liquidation des droits* | | *Pension d’enfant* | *Pension de veuve ou de veuf* | *Autres prestations en cas de décès* | *Pension d’invalidité* | *Pension de personne indirectement à charge* | *Transfert dans le cadre d’accords* | *Total* |
| *< 5 ans* | *> 5 ans* |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Organisation des Nations Unies*a* | 391 | 451 | 336 | 3 230 | 2 065 | 1 073 | 126 | 2 | 102 | – | 17 | 7 793 |
| Organisation internationale du Travail | 33 | 19 | 12 | 165 | 50 | 18 | 3 | – | 3 | – | – | 303 |
| Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture | 83 | 65 | 19 | 273 | 111 | 94 | 15 | – | 11 | – | – | 671 |
| Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture | 30 | 15 | 7 | 63 | 20 | 9 | 2 | – | 2 | – | – | 148 |
| Organisation mondiale de la Santé | 87 | 61 | 22 | 274 | 71 | 158 | 12 | – | 15 | 1 | 1 | 702 |
| Organisation de l’aviation civile internationale | 9 | 9 | 3 | 57 | 4 | 2 | – | – | – | – | – | 84 |
| Organisation météorologique mondiale | 10 | 2 | – | 17 | 1 | 4 | – | – | 2 | – | – | 36 |
| Agence internationale de l’énergie atomique | 30 | 19 | 11 | 45 | 13 | 11 | – | – | 12 | – | 1 | 142 |
| Organisation maritime internationale | 2 | 2 | – | 7 | – | – | – | – | 2 | – | – | 13 |
| Union internationale des télécommunications | 7 | 9 | – | 9 | – | 5 | 2 | – | 4 | – | – | 36 |
| Organisation mondiale de la propriété intellectuelle | 21 | 20 | 2 | 25 | 2 | 18 | – | – | 6 | – | – | 94 |
| Fonds international de développement agricole | 3 | 16 | 1 | 14 | 3 | 10 | 2 | – | 2 | – | – | 51 |
| Centre international d’études pour la conservation et la restauration des biens culturels | 1 | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | 1 |
| Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes | – | 1 | – | – | – | – | – | – | 1 | – | – | 2 |
| Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie | 3 | 3 | – | – | – | – | – | – | – | – | – | 6 |
| Organisation mondiale du tourisme | – | – | 1 | 2 | – | – | – | – | – | – | – | 3 |
| Autorité internationale des fonds marins | 2 | 1 | – | 3 | – | 3 | – | – | – | – | – | 9 |
| Organisation des Nations Unies pour le développement industriel | 3 | 7 | 1 | 8 | 2 | 2 | 1 | – | – | – | – | 24 |
| Cour pénale internationale | 1 | 2 | 8 | 35 | 6 | – | – | – | 1 | – | 1 | 54 |
| Union interparlementaire | 1 | – | 1 | – | – | – | – | – | – | – | – | 2 |
| Organisation internationale pour les migrations | 18 | 4 | 8 | 259 | 55 | 7 | – | – | 2 | – | – | 353 |
| Tribunal spécial pour le Liban | 1 | 1 | – | 10 | 9 | 1 | – | – | 2 | – | 1 | 25 |
| Organisation du Traité d’interdiction complète des essais nucléaires | – | 1 | – | 2 | – | – | – | – | – | – | – | 3 |
| **Total** | **736** | **708** | **432** | **4 498** | **2 412** | **1 415** | **163** | **2** | **167** | **1** | **21** | **10 555** |

*a* Siège et bureaux régionaux de l’ONU et fonds et programmes des Nations Unies.

Tableau 3

Analyse des prestations périodiques servies pendant l’année terminée le 31 décembre 2019

| *Type de prestation* | *Total au 31 décembre 2018* | *Nouvelles prestations* | *Prestations transformées en pensions de réversion* | *Autres prestations ayant pris fin* | *Total au 31 décembre 2019* |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |
| Retraite | 29 179 | 736 | (267) | (423) | 29 225 |
| Départ à la retraite anticipé | 16 744 | 708 | (170) | (217) | 17 065 |
| Départ à la retraite ajourné | 7 847 | 432 | (46) | (131) | 8 102 |
| Veuve | 11 580 | 141 | 495 | (441) | 11 775 |
| Veuf | 1 055 | 22 | 76 | (32) | 1 121 |
| Incapacité | 1 676 | 167 | (14) | (31) | 1 798 |
| Enfant | 10 601 | 1 415 | 23 | (1 184) | 10 855 |
| Personne indirectement à charge | 34 | 1 | – | (1) | 34 |
| **Total** | **78 716** | **3 622** | **97** | **(2 460)** | **79 975** |

Tableau 4

Situation des dossiers à traiter

|  | *Nombre de cas* | |
| --- | --- | --- |
|  | *Au 31 décembre 2019* | *Au 31 décembre 2018* |
|  |  |  |
| **Aucun versement dû** |  |  |
| Reprise de service possible, en application de l’article 21 des Statuts de la Caisse (dossiers à clôturer après confirmation de réadmission à la Caisse) | 101 | 327 |
| **Aucun versement immédiat dû** |  |  |
| Pension de retraite différée, en application de l’article 30 des Statuts de la Caisse (la prestation n’est due qu’à compter de l’âge de la retraite ou en cas de retraite anticipée) | 499 | 499 |
| Ajournement d’un versement ou de l’exercice du droit d’option, en application de l’article 32 des Statuts de la Caisse (le paiement du versement de départ ou l’exercice du droit d’option est différé de 36 mois au maximum à la demande des participants) | 3 615 | 3 717 |
| **Total** | **4 114** | **4 216** |
| **Conditions non réunies pour un versement** |  |  |
| Dossiers examinés mais en suspens en raison d’anomalies ou de justificatifs supplémentaires manquants | 900 | 701 |
| **Versement à effectuer (dossiers en attente)** |  |  |
| Dossiers en cours de traitement | 86 | 329 |
| Dossiers à examiner | 181 | 595 |
| **Total** | **267** | **924** |
| **Total des affaires traitables** | **5 382** | **6 168** |

1. Les règles de gestion financière de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ont été promulguées, avec effet au 1er janvier 2017, par le Comité mixte de la Caisse des pensions, conformément à l’article 4 b) des Statuts de la Caisse. Sous réserve des dispositions des Statuts de la Caisse et des résolutions et décisions de l’Assemblée générale relatives aux opérations financières de la Caisse, ces règles financières régissent la gestion et l’administration financières de la Caisse et doivent être lues conjointement avec le Règlement administratif. Pour les questions qui ne sont pas spécifiquement couvertes par ces règles, les dispositions appropriées du Règlement financier et des règles de gestion financière de l’Organisation des Nations Unies s’appliquent, *mutatis mutandis*. [↑](#footnote-ref-1)
2. Les actifs et passifs autres que financiers n’apparaissent pas dans ce tableau, car la présente analyse n’est requise que pour les instruments financiers. [↑](#footnote-ref-2)